

Michel Schooyans

Professeur émérite de l'Université de Louvain

Les idoles de la modernité

Entretiens

Paris

2009

Du même auteur

- Chrétienté en contestation: l'Amérique latine*, Le Cerf, Paris, 1969.
- Destin du Brésil. La technocratie militaire et son idéologie*, Duculot, Gembloux, 1973.
- La Provocation chinoise*, Le Cerf, Paris, 1973. (Traduction italienne).
- L'Avortement, problème politique*, Université catholique de Louvain, Département de Science politique, 1974. (Traductions italienne et anglaise).
- Demain, le Brésil?*, Le Cerf, Paris, 1977. (Traduction espagnole).
- Droits de l'homme et technocratie*, CLD, Chambray-lès-Tours, 1982.
- Démocratie et libération chrétienne. Principes pour l'action politique*, Lethielleux, Paris, 1986.
- Maîtrise de la vie, domination des hommes*, Lethielleux, Paris, 1986. (Traductions brésilienne et anglaise).
- L'enjeu politique de l'avortement*, 2^e édition, l'OEIL, Paris, 1991. (Traductions espagnole, italienne, polonaise et brésilienne; traduction russe en préparation).
- Bioéthique et Population. Le choix de la vie*, Fayard, Paris, 1994. (Traductions espagnole, italienne, slovaque, anglaise, portugaise, allemande et chinoise).
- La Dérive totalitaire du libéralisme*, Lettre-Préface de SS. le Pape JEAN-PAUL II, 2^e éd., Mame, Paris, 1995. (Traduction anglaise; traductions italienne, espagnole et portugaise en préparation).
- Pour comprendre les évolutions démographiques*, 2^e éd., Université de Paris-Sorbonne, APRD, Paris, 1995. (Traduction espagnole).
- L'Évangile face au désordre mondial*, Préface du Cardinal Joseph RATZINGER, 2^e éd., Fayard, Paris, 1998. (Traductions anglaise, espagnole et italienne).
- Le crash démographique. De la fatalité à l'espérance*, Le Sarment-Fayard, Paris, 1999. (Traductions anglaise; traductions allemande, portugaise, espagnole et italienne en préparation).
- La face cachée de l'ONU*, Le Sarment-Fayard, Paris, 2000, 4^e impression, 2002. (Traductions anglaise USA, espagnole Mexique, polonaise; traduction italienne en préparation).

- Chemin de Croix du Jubilé des familles*, Le Sarment-Fayard, Paris, 2001. (Traductions espagnole, italienne, polonaise; traduction portugaise en préparation).
- Euthanasie: Le dossier Binding et Hoche*, en collaboration avec Klaudia SCHANK, Paris, Le Sarment, 2002.
- Pour relever les défis du monde moderne. L'Enseignement Social de l'Église*, Paris, Presses de la Renaissance, 2004.
- Le terrorisme à visage humain*, Préface du Cardinal Alfonso LOPEZ TRUJILLO, en collaboration avec Anne-Marie LIBERT, Paris, François-Xavier de Guibert, 2006. (Traductions espagnole et anglaise en préparation ; traduction italienne sous presse ; deuxième édition française parue en 2008).
- La Prophétie de Paul VI. L'Encyclique Humanae Vitae*, Paris, François-Xavier de Guibert, 2008. (Traduction italienne).
- A Gueda da fecundidade. Uma análise de envelhecimento no Brasil*, Universidade Sem Fronteiras e Premius Editora, Fortaleza, 2010
- Sur l'affaire de Recife et quelques autres... Fausse compassion et vraie désinformation*, François-Xavier de Guibert, Paris, 2010.

Introduction

La modernité est d'abord un climat de pensée franchement optimiste. Les grandes découvertes qui démarrent à l'époque moderne donnent aux hommes une confiance jubilatoire en eux-mêmes. Émancipés des « préjugés », les hommes, croit-on, vont devenir meilleurs ; ils vont avancer indéfiniment dans la connaissance d'eux-mêmes et de la nature. Personne ne met en doute la marche inéluctable de l'humanité vers un avenir radieux. La modernité apparaît donc comme l'âge d'or du mythe du progrès. Ce mythe inculque aux individus et aux sociétés l'utopie d'un monde libéré à jamais de l'ignorance et du mal, de la souffrance et de la mort.

Or si les hommes ont été gavés de promesses fusant dans tous les sens, ils ont aussi appris, toujours à leurs dépens, à confronter ces promesses à la réalité. Ils cherchent en vain une corrélation entre progrès scientifiques et moraux.

Ainsi, à l'optimisme de la modernité succède une crise sans précédent. Les hommes sont las des montages utopiques prétendant déconstruire le réel pour en reconstruire un autre, imaginaire. Ils commencent à déboulonner les idoles. A quoi bon des prouesses médicales qui exigent des sacrifices humains ? Qu'est-ce qu'un « marché global » inaccessible aux pauvres de la planète ? Que cache une « gouvernance mondiale » fondée sur une concentration pyramidale du pouvoir ? Pourquoi revendiquer de « nouveaux droits » si, pour garantir ceux-ci, les hommes doivent se soumettre à un pouvoir de plus en plus tyrannique ?

La crise de la modernité pourrait certes pousser au cynisme et au désespoir, mais pareille dérive n'est pas fatale. Nous avons souvent rencontré des hommes et des femmes qui s'interrogeaient sur le sens de la vie et que ne satisfaisait pas la pacotille idéologique. L'écho qu'ont trouvé les entretiens ici rassemblés nous a rassuré sur un point essentiel : il y a encore un bel avenir pour les messagers d'espérance.

Dans les entretiens réunis dans ce volume, sont abordés des thèmes, typiques de la modernité, qui sont au centre des discussions actuelles : globalisation, souveraineté, éducation, distribution des revenus, terrorisme, droits de l'homme, démocratie, contrôle de la natalité, stérilisation, avortement, euthanasie, rôle des médecins dans la société, nouvelle conception du droit, relations internationales, ONG, action de l'ONU et de ses agences, etc.

Étant donné que la plupart de ces textes sont difficiles d'accès, des amis nous ont conseillé d'organiser cette collection. Toutes ces interviews ont été données dans des circonstances précises, indiquées au début de chaque chapitre. Plusieurs entretiens ont eu lieu à l'occasion du lancement d'un livre. Lorsque cela apparaissait opportun, le texte original a été légèrement retouché ou complété. De toute façon nous avons tenu à respecter partout la spontanéité du style oral. Les entretiens ont été regroupés en cinq parties. Les textes se complètent, mais l'ordre selon lequel ils sont classés n'a que peu d'importance. On peut commencer la lecture à n'importe quel chapitre. Chaque entretien est autonome et constitue un tout. C'est ce qui explique qu'il y ait des répétitions, que nous n'avons pas voulu éliminer.

Comme c'est habituellement le cas, ces entretiens sont des textes de vulgarisation. C'est pourquoi, afin de ne pas alourdir, nous avons évité les références en bas de page. Le lecteur intéressé pourra approfondir tous les points abordés dans les pages que voici en se reportant à nos autres travaux où ces points sont développés. Nos livres en langue française sont mentionnés au début de ce volume et on y trouvera toutes les références souhaitées.

Les entretiens se sont déroulés et ont été publiés en différentes langues. Chaque fois que c'était nécessaire, nous les avons traduits en français à partir de leur langue originale.

L'auteur remercie vivement les journalistes et les amis qui ont réalisé ces entrevues avec une compétence exemplaire : **Felipe Araújo** (Fortaleza), **Andrés Beltramo Álvarez** (México), **Rino Bonvini** (Fortaleza), **Caroline Chaumont** (Paris), **Sabine Chevallier** (Paris), **Josué Costa** (Belém de Pará), **François Cwik** (Varsovie), **Élisabeth de Lavigne** (Paris-Rome), **Astrid de Palluat de Besset** (Paris), **Luca Fiore** (Lugano), **Antonio Gaspari** (Roma), **Maryvonne Gasse** (Paris), **Agnès Jauréguibère** (Paris), **Loïc Joncheray** (Paris), **Enriqueta Lemoine** (Caracas), **Denis Lensel** (Paris), **Juliana Matos Brito** (Fortaleza), **Laurence Meurville** (Paris), **Antônio Mourão Cavalcante** (Fortaleza), **José María Navalpotro** (Madrid), **Frei Nuno Serras Pereira** (Lisbonne), **Włodzimierz Redzioch** (Rome-Varsovie), **Alexandre Ribeiro** (São Paulo), **Cláudio Ribeiro** (Fortaleza), **Sylvain Sismondi** (Paris), **Demitri Túlio** (Fortaleza). A tous et à chacun nous adressons nos remerciements les plus cordiaux. Les mêmes remerciements s'adressent également à **Anne-Marie Libert** (Liège) qui s'est chargée de la relecture et de la mise en forme de ces textes, et l'a fait avec le plus grand soin.

M. S.

Louvain-la-Neuve, septembre 2010.

Chapitre 1

Le goût de la vie**Présentation par Sabine Chevallier¹**

Michel Schooyans est professeur émérite de l'Université de Louvain-la-Neuve (Belgique) où il a enseigné pendant vingt-cinq ans la philosophie politique et les idéologies contemporaines. Il est membre de l'Académie pontificale des Sciences sociales et de l'Académie pontificale pour la Vie, consultant du Conseil pontifical pour la famille. Michel Schooyans est auteur de nombreux ouvrages d'une portée internationale. Il est incollable sur la démographie, la globalisation de l'économie, le libéralisme, dont il dénonce la « dérive totalitaire »...

Mais en arrivant sur le quai de la gare de Louvain-la-Neuve, petite ville universitaire entre Bruxelles et Namur, où il demeure lorsqu'il n'est pas à un colloque au Mexique ou en tournée de conférences au Brésil, j'avais plutôt l'impression que c'est un grand-père débonnaire et attentionné qui était venu m'y attendre.

Il y a autant d'indulgence et de miséricorde dans son regard que d'exigence morale et de lucidité dans ses livres. Il est aussi jovial et gentiment malicieux qu'il sait analyser les programmes onusiens les plus ardues. Et sa capacité d'écoute, d'effacement, vous inciterait presque à raconter votre vie quand c'est lui qui a tant de richesses à partager !

Cette fois-ci, je ne m'attarderai pas à l'interroger sur son livre percutant : *La Face cachée de l'ONU* (Paris, Éd. Le Sarmant-Fayard, 2000). C'est plutôt la face cachée de Michel Schooyans que j'aimerais découvrir. D'ailleurs, plaisante-t-il, « je suis en congé de maternité : je me repose de la sortie de cet ouvrage ! » Si ce dernier livre lui a valu les félicitations de la reine Fabiola, de Jacques Chirac, de Jean-Pierre Chevènement, et devrait être présenté à Kofi Annan, ce sont d'abord les petits que Michel Schooyans sert par ses recherches.

¹ Pour *Famille Chrétienne*, Paris, 17-23 mars 2001.

Il est tout juste bachelier et inscrit à la faculté de droit quand l'appel au sacerdoce lui tombe dessus, en une nuit. « Jacob et l'ange : vous vous souvenez ? Un ami moine me demanda un jour si j'avais songé à devenir prêtre... Non, jamais! Je me posai alors la question. Le lendemain, ma décision était prise. Je ne l'ai jamais regrettée un seul instant: je me consacrerai, non à la défense des criminels, mais à celle des pauvres et des pécheurs au tribunal de la confession et du pardon ! » Rapprochant le pouce et l'index pour montrer la taille minuscule d'un embryon, il ajoute: « Je ne me doutais pas que ce seraient les tout-tout-petits qu'il me faudrait un jour défendre... »

Parti dix ans comme prêtre *Fidei Donum* dans un quartier ouvrier de São Paulo (Brésil) et comme professeur universitaire, entre 1959 et 1969, il réfléchit aux idéologies fasciste et communiste, et revient en Europe en plein débat sur la légalisation de l'avortement. « Un État qui se dit démocratique et prétend libéraliser l'avortement s'engage sur la voie du totalitarisme en introduisant une discrimination entre différentes catégories d'êtres humains, nés et non nés. Au nom de quoi ne l'étendrait-il pas à d'autres: malades, handicapés, personnes âgées...? », remarque-t-il. Ce fut le point de départ de toutes ses études... qui hélas se vérifient.

« Ce sont là des problèmes durs, confie-t-il, qui dévorent si l'on n'est pas arc-bouté à l'Esprit-Saint en invoquant sa grâce et sa force. Mais je suis de plus en plus persuadé que la Foi affine notre regard, pour saisir l'invisible, mais aussi pour discerner des formes de mal que l'on perçoit difficilement avec une sensibilité morale émoussée. »

Derrière ses analyses les plus inquiétantes, cette lumière manifeste qu'une autre civilisation est possible : celle de la vie et de l'amour. Sans doute ne soupçonne-t-il pas lui-même combien d'enfants lui doivent la vie... et d'adultes le goût de la vie !

Le Chemin de Croix (Le Sarmant, 2001) qu'il a écrit à la demande du Pape Jean-Paul II pour le Jubilé des Familles (2000), est traversé par une célébration de la vie qui le rend joyeux, et par une prière éperdue pour que cessent tant d'offenses à l'amour. Ce petit ouvrage, « écrit d'une seule traite », livre sans doute mieux que tous ses autres écrits ses raisons de vivre et d'espérer. Et a certainement le pouvoir de raviver celles des familles. « C'est, dit-il, mon testament spirituel. »

Quand il a un peu de temps, Michel Schooyans se met au piano. Schumann, Schubert... « Je me prépare à l'Éternité... Au près de l'Auteur de tant de belles choses, il y a sûrement de la musique ! »

Première partie

Préparer l'avenir

Chapitre 2

**L'avenir d'un pays se prépare
dans la famille****Entretien avec Sylvain Sismondi¹**

L'Europe vieillit de façon inquiétante. Ce phénomène risque de bouleverser profondément nos sociétés. Michel Schooyans alerte sur les dangers qui approchent.

1 *Vous avez écrit des ouvrages sur l'évolution de la population mondiale. Quel constat faites-vous sur la situation aujourd'hui ?*

Dans un grand nombre de pays, on assiste à un impressionnant vieillissement des populations. La première cause de ce vieillissement, c'est la chute de la fécondité. Tous les pays d'Europe se trouvent au-dessous du seuil de renouvellement. A cela s'ajoute un autre facteur : l'augmentation de l'espérance de vie, liée aux progrès de la médecine. Alors qu'aujourd'hui 7 % de la population mondiale a 65 ans ou plus, en Europe ce pourcentage s'élève à 15 % et ne cesse d'augmenter.

2 *Quelles sont les causes profondes de ces mutations ?*

La cause de vieillissement la plus importante est la chute de la fécondité. Dans nos sociétés, l'idéologie néo-libérale exalte l'individu à l'extrême. Pour le séduire, le néo-libéralisme s'attaque à la famille. Aujourd'hui, le père et son enfant ont les mêmes droits. L'âge de la majorité ne cesse de baisser, de même que celui de la « maturité affective et sexuelle » des enfants. L'État flatte également l'individu en créant des lois qui facilitent le divorce ou qui donnent un statut au « mariage » de personnes de même

¹ Pour *Paris Notre-Dame*, n° 1125, 26 janvier 2006.

sexe. De nombreux facteurs de ce type fragilisent la famille, au point qu'il devient difficile pour les jeunes de s'engager, de rester fidèles, d'envisager d'accueillir plusieurs enfants.

La chute de la fécondité a aussi d'autres causes : l'usage de plus en plus fréquent des moyens contraceptifs et la banalisation de l'avortement. Ces comportements face à la fécondité et face à la famille sont encouragés par certains organismes afin, notamment, de contrôler le taux de croissance des populations pauvres.

3 Qui veut contrôler la croissance des populations et pourquoi ?

L'ONU et certaines de ses agences, comme le Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP), l'UNICEF, l'UNESCO, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), etc. essayent d'imposer une nouvelle conception des droits de l'homme. Dans ce but, on n'hésite pas à divulguer des expressions piégées. Ainsi sous des vocables comme la « santé reproductive » ou la « maternité sans risque » se cache le « droit » à l'avortement. Dans ce domaine, l'Union Européenne est particulièrement impliquée. En fait nous assistons à l'émergence d'une nouvelle conception de l'homme et de ses droits, qui met radicalement en question la notion de dignité intrinsèque de la personne. On glisse peu à peu vers une dignité à géométrie variable, qui dépend des capacités de la personne, de son pouvoir d'achat ou de sa « rentabilité ». De nouvelles formes d'eugénisme apparaissent.

Une autre raison de cette « politique » a ses racines dans la vieille idéologie malthusienne, qui remonte à la fin du XVIII^e siècle. Malthus affirme que le fossé entre les ressources alimentaires et le nombre d'hommes ne cesse de grandir, au point que nous courons à la catastrophe. Selon le célèbre pasteur anglican, il faudrait donc contrôler la croissance des populations. Or aujourd'hui, il est clair que l'homme a une capacité de produire de l'alimentation qui dépasse de loin les besoins de la population mondiale. Ce qui manque, c'est une volonté politique pour une plus juste distribution et une meilleure maîtrise de la production excédentaire.

4 Quelles sont, à moyen terme, les conséquences du vieillissement des populations ?

Impossible d'être exhaustif. Nous développons ce point dans *Le crash démographique* (Paris, Éd. Le Sarmant-Fayard, 1999). Mais pointons au moins quelques conséquences. A l'horizon de 2030 en Europe, trois personnes qui travaillent (en espérant qu'elles aient trouvé un emploi...) devront soutenir une personne dépendante âgée. Et ne perdons pas de vue

que, dans le même temps, il faudra subvenir aux besoins des enfants (s'il y en a...). Dans cette situation, on privilégiera les personnes âgées. En effet, celles-ci, à la différence des enfants, ont un poids électoral important. Au lieu de favoriser l'éducation, la formation, la préparation à l'emploi, le logement pour les jeunes couples, etc., les subventions iront plutôt, en un premier temps, vers des structures sociales pour personnes âgées. Nous verrons donc se développer des tensions entre générations. De plus, comme nous n'aurons plus assez de jeunes actifs, nous ferons venir des jeunes étrangers. Il faudra former ceux-ci, les intégrer. Souvent, ces jeunes étrangers de la première génération feront venir leurs parents. Il saute aux yeux qu'il y aura bien des tensions culturelles à gérer ; elles seront plus fréquentes et plus profondes que celles qu'on a connues jusqu'à présent. Faute d'enfants, la vie économique risque également de s'installer dans la récession. Souvent accentué par l'augmentation de la productivité, le déséquilibre entre l'offre et la demande ne cessera d'augmenter ; il entraînera « restructurations » et chômage. Dans ce contexte, ce qui inquiète le plus, c'est que, en un second temps, l'euthanasie sera –et est déjà– proposée comme une solution à la crise dont la cause principale est à chercher dans le déficit démographique.

5 Face à ce scénario catastrophe, quelle est la solution ?

Il faut voir ce qu'on entend par scénario. Si l'on entend par là la trame d'une pièce de théâtre ou l'histoire contée dans un roman, le mot scénario ne convient pas ici. Mais si on entend par là l'évolution prévisible d'événements constatables aujourd'hui, alors on peut parler de scénario. Et il serait irresponsable de ne pas le prendre au sérieux. Les fameuses pyramides des âges, qui mettent en évidence la structure par âge, les tranches d'âge d'une population à un moment donné, nous donnent des indications sûres concernant l'avenir d'une population. En effet, en l'absence de toute migration, il est strictement impossible que l'effectif de la population de n'importe quelle tranche d'âge puisse augmenter sur la pyramide. Tous les facteurs de crise que nous avons pointés ont leur cause principale dans l'atonie démographique observée des populations européennes.

6 La situation est donc très préoccupante. Y a-t-il une solution ?

De nombreuses études convergent et s'accordent à dire que, bien formés, bien éduqués à tous les niveaux, les enfants sont l'avenir et *la richesse des nations*. Adam Smith le disait déjà à propos de l'Amérique, au livre I, chapitre 8 de son célèbre ouvrage. C'est le « capital humain » qui

permet de créer, d'inventer, de faire vivre et prospérer une nation. L'avenir de toute société se prépare dans la famille, lieu par excellence où l'enfant apprend les bases intellectuelles, morales et religieuses de la vie en société. Un enfant évoluant dans une famille fragilisée est en fait discriminé parce qu'il n'a pas le père ou la mère dont il a besoin. Un enfant issu d'un papa et d'une maman n'ayant ni frères ni sœurs ne saura jamais ce qu'est un oncle, une tante, des cousins et des cousines. C'est dans le milieu familial que l'enfant s'épanouit, affermit sa personnalité et développe ses potentialités. L'éducation bien comprise a un impact sur la société tout entière. Quand une mère choisit librement de rester au foyer pour s'occuper de ses enfants et de sa famille, elle joue un rôle capital dans la construction d'une société. C'est pour cela que la famille doit être soutenue, et que l'accueil généreux des enfants doit être encouragé.

Chapitre 3

Enfants de la rue, richesse de la nation**Entretien avec Antônio Mourão Cavalcante et Rino Bonvini¹**

Professeurs à la Faculté de Médecine de l'Université Fédérale du Ceará

Le Père Michel Schooyans est fréquemment invité à Fortaleza comme conférencier ou professeur visiteur, dans le cadre de cours de post-graduation. A ces occasions, il est toujours sollicité pour participer à des programmes de radio ou de télévision ou à donner des entrevues dans les journaux de la capitale de l'État, ou encore à donner des conférences dans le cadre de l'Université sans Frontières. L'entrevue que voici offre la particularité d'avoir été recueillie à l'occasion d'une rencontre informelle et amicale, durant laquelle deux professeurs universitaires du Ceará ont « posé des colles » à leur collègue de Louvain.

1 *Existe-t-il aujourd'hui une tendance commune en ce qui concerne l'avenir de la population mondiale ?*

Contrairement à ce que l'on dit souvent, on observe actuellement, partout dans le monde, une tendance à la baisse de la fécondité. Déjà en 1997, la *Division de la Population* de l'ONU a reconnu ce fait. La fécondité c'est le nombre moyen d'enfants qu'une femme a pendant la période féconde de sa vie, de 15 à 49 ans. Plus précisément, ce que l'on appelle l'indice de fécondité est en train de baisser partout. Le nombre moyen d'enfants par femme diminue dans le monde entier. Maintenant, si le phénomène est général, la rapidité qui le caractérise varie selon les régions, les villes, les États, les différentes parties du monde. Remarquons à ce propos qu'on ne peut guère parler *de la population* du monde ; il vaut mieux parler *des populations* du monde. La tendance à la baisse est particulièrement

¹ *O Povo*, 8 décembre 1999.

remarquable dans les pays européens, où parfois, les décès dépassent les naissances. Pour qu'une population se renouvelle, il faut 2,1 enfants par femme. Il est donc clair que dans les pays où les conditions de vie ne sont pas les meilleures, le seuil de renouvellement de la population devrait être supérieur à 2,1. C'est le cas du Brésil.

Mentionnons encore un autre paramètre : l'*âge médian*. C'est l'âge qui divise une population en deux parties égales : une partie qui a plus de tant d'années, et une autre partie qui a moins de tant d'années. Dans le cas de l'Europe occidentale, l'âge médian actuel est de l'ordre de 39 ans mais l'on prévoit qu'à l'horizon de l'année 2050 cet âge médian pourrait atteindre 54 ans.

L'évolution de ces différents indicateurs confirme qu'il n'y a pas de danger *d'explosion démographique*, mais qu'il y a plutôt danger de vieillissement et, dans différents cas, *d'implosion démographique*. Ces tendances sont fortes préoccupantes et donnent lieu à des conséquences que nous pouvons prendre en considération.

2 Quels sont les points forts sur lesquels pourraient se focaliser l'attention et la mission de l'Église en ce début du troisième millénaire ?

Il est clair que la tendance que nous décrivions ci-dessus révèle une certaine lassitude de vivre. Une certaine fatigue, peut-être même un certain désespoir. Aujourd'hui nous constatons une tendance à la *consommation effrénée*, surtout dans les pays dits développés ou dans les segments nantis des sociétés des pays en développement. Cette tendance s'expose spécialement à la fin de l'année civile et de ses fêtes. Cela devrait susciter une réflexion de la part des catholiques. Nous devons redécouvrir quelques-unes des valeurs évangéliques. Par exemple, une certaine austérité de vie. Cela ne signifie pas que nous devons retourner à l'âge des cavernes, mais que nous devons refuser de devenir esclaves de biens de consommation. Nous devons contenir, contrôler nos désirs, prendre des décisions responsables et raisonnables au moment d'acheter une maison, de choisir le mobilier, de changer de voiture.

D'autre part, ainsi que le recommande l'Évangile, nous devons susciter la préoccupation du partage. Partager signifie nous détacher de certains biens que nous aimerions conserver, mais que nous décidons de partager avec d'autres. Un des problèmes les plus criants du monde actuel, c'est justement la concentration fabuleuse de richesses. Une partie de la population de la planète –environ 20 %– vit fort bien, pendant qu'une immense majorité de l'humanité vit dans des conditions très précaires. Même dans les régions les plus pauvres du monde, il y a des distorsions très

graves entre les différentes strates de la population. Les uns disposent de beaucoup de ressources alors que les autres disposent à peine de l'argent suffisant pour acheter de quoi manger aujourd'hui. Il est scandaleux qu'à l'époque où l'on marche sur la lune, ou que l'on projette des conquêtes spatiales extravagantes, plus d'un milliard d'hommes et de femmes vivent en-dessous du niveau de pauvreté absolue. Quand existent et même surabondent les ressources pour alimenter et pour faire vivre décemment toute cette population, que cette situation s'observe encore aujourd'hui est simplement inadmissible. Et ce que nous constatons est d'autant plus inadmissible que nous avons la possibilité de provoquer des changements. Cette possibilité met en évidence l'existence d'un *problème moral*, d'un refus de décisions personnelles et politiques pour affronter ces situations.

3 En fin de compte, Malthus n'aurait-il pas raison ?

La prévision catastrophique de Malthus est bien connue : alors que les ressources alimentaires croissent selon une progression arithmétique, la population augmente selon une progression géométrique. Au grand banquet de la nature, le couvert n'a pas été mis pour tout le monde. Seuls les plus aptes parviennent à accéder aux aliments et à survivre ; la nature sélectionne les plus forts et élimine les moins doués. Par leur propre pauvreté, les pauvres –dit-on– manifestent qu'ils sont moins doués. S'ils s'obstinent à prétendre avoir accès à la table garnie, les portions du gâteau disponible vont être de plus en plus réduites et tout le monde va finir par avoir faim. La seule solution consiste à convaincre les pauvres d'avoir le moins d'enfants possible. On leur recommande donc en particulier le mariage tardif, donc la « restriction morale ». Ceux qui sont mus par un faux sentiment de compassion sont des irresponsables, comme le sont ceux qui invoquent le précepte évangélique recommandant d'aider les pauvres. Ils ne respectent pas la « loi de la nature », qui ordonne la survivance des forts et l'élimination des faibles. La société est violente comme la nature est violente.

Répandue d'abord dans les milieux anglo-saxons, cette idéologie a été divulguée et prêchée par des gouvernements, des agences publiques ou privées, de nombreuses ONG, dans les médias, les milieux académiques, etc.

En réalité ces prévisions de Malthus, toujours répétées, ont été démenties dès le début par les faits. Au tournant des XVIII^e et XIX^e siècles, Malthus prétendait que l'Angleterre n'était pas capable de comporter une population de plus de 10 millions d'habitants. Or, nous savons aujourd'hui, par la démographie historique, que quand Malthus soutenait cette thèse, l'Angleterre avait déjà dépassé le seuil de 10 millions d'habitants !

4 Vous en arrivez à insinuer que la faim n'est plus un problème tellement préoccupant pour la communauté humaine...

De fait, d'un point de vue purement technique, aujourd'hui le problème n°1 n'est plus la faim. Les famines qui existent aujourd'hui sont toutes le résultat de l'ignorance, de l'inexpérience, de la paresse, de la corruption et aussi des guerres, comme on l'a vu au Darfour et dans d'autres pays d'Afrique ou d'Asie.

Heureusement, nous avons de nombreux exemples qui vont en sens contraire. Le cas de l'Inde est tout à fait remarquable. Aujourd'hui, l'Inde alimente une population de plus d'un milliard d'habitants. Je n'ignore pas que subsistent des problèmes gravissimes, problèmes qui d'ailleurs sont étroitement liés au système des castes. Mais même ainsi, il convient de se demander à quoi est dû ce changement très positif. Ce changement est dû avant tout à ce qu'on a appelé la *Révolution Verte*. L'Inde a pris des mesures très appropriées du point de vue scientifique, politique, économique, en accueillant les découvertes de Norman Borlaug, presque inconnu de l'opinion publique, et pourtant un des plus grands bienfaiteurs de l'humanité au XX^e siècle. Grâce aux études qu'il avait commencées au Mexique, il est parvenu à élaborer de nouvelles variétés de céréales qui ont été acclimatées en Inde et sont maintenant exportées

Cela montre que quand un être humain *veut réellement* affronter la question de la faim, il est parfaitement capable de le faire. Les frontières de la créativité humaine sont *indéfinies et indéfinissables* : il est heureux que nous ne puissions lui fixer des limites.

Un autre cas qui peut être évoqué est celui de l'Union Européenne, pour laquelle le problème n'est pas la production des aliments mais la contention, le contrôle et même la réduction de la production alimentaire ! Cela signifie, une fois de plus, que *les problèmes politiques et de morale politique* sont aujourd'hui les plus aigus qui existent.

5 Mais alors, manque de fondement le discours tant de fois répété qui prétend que pour qu'il y ait développement, il est indispensable qu'il y ait contrôle de la natalité ?

Que ce soit dans sa forme originale, ou que ce soit dans ses expressions contemporaines, la vulgate malthusienne ne tient pas la route. Là où les gouvernants font bien leur job, une population jeune stimule le dynamisme et donne des ailes à l'espérance. Les nouvelles générations incitent les générations adultes à investir dans l'homme, dans l'éducation, dans la formation des enfants.

Ce que je vais dire maintenant est un peu paradoxal et à première vue choquant. Aujourd'hui, des études parmi les plus autorisées mettent en évidence que les ressources naturelles c'est quelque chose qui n'existe purement et simplement pas. Ce qui fait d'une chose une richesse, c'est l'action de l'homme. Les Indiens d'Amérique ont vécu pendant des siècles sur des gisements de pétrole, sans découvrir que cette chose pouvait être transformée en richesse.

Beaucoup d'autres exemples pourraient être évoqués. Aujourd'hui, en Allemagne, on a beaucoup poussé les études relatives à la géothermie, c'est-à-dire l'étude de la température dans les profondeurs de la terre pour éventuellement produire de l'énergie. Le vent est une chose tout à fait banale, ordinaire, abondante. Mais l'être humain est capable de maîtriser le vent et de le transformer en une source de richesse, d'énergie utile. Depuis des siècles, les Espagnols ont découvert que le vent pouvait servir à moulin le blé. Les Hollandais y ont ajouté le recours au vent pour assécher les polders. Toutes les grandes découvertes ont été faites de cette façon, c'est-à-dire à partir de l'intervention de l'être humain. Dans l'histoire des sciences et de la technologie apparaissent ainsi le charbon, le pétrole, les centrales hydro-électriques, l'énergie des marées, l'atome, etc. Tout développement résulte non de choses naturelles qui seraient là, à notre disposition, mais de l'intervention humaine sur ces choses naturelles.

En termes théologiques, nous pourrions dire que Dieu n'a pas voulu nous donner un monde parfait, achevé. Il nous a d'abord donné notre intelligence et notre liberté responsable, notre volonté. En second lieu, il nous a donné un environnement dans lequel nous pouvons vivre et dont nous devons être de bons gérants. Il nous a confié la mission d'être de bons administrateurs de ce trésor, grâce à nos talents.

6 *Permettez-nous d'insister. Il faut se réjouir de la capacité inventive de l'être humain, une capacité que vous avez soulignée avec beaucoup de force. Mais cela n'empêche pas que les êtres humains aient aussi, semble-t-il, une formidable capacité de se reproduire. Cette capacité ne pourrait-elle pas en arriver à compromettre les bénéfices découlant de la créativité humaine ? En peu de mots, est-ce que la population n'est pas un obstacle au développement, une cause de pauvreté ?*

Les plus grands économistes contemporains sont unanimes à reconnaître que le grand danger qui résulte des campagnes de contrôle de la natalité est que ces campagnes *font obstacle à l'essor du capital humain*. Ce qui risque de manquer, ce ne sont pas ce qu'on appelle habituellement les ressources naturelles, c'est le capital humain. Les grands économistes de l'École de Chicago, par exemple, reconnaissent unanimement l'importance

fondamentale de l'être humain pour l'avenir heureux de l'humanité. Évidemment, ils ont en vue l'être humain instruit, préparé du point de vue caractère, du point de vue moral, et, ajoutons-nous, religieux.

Il s'ensuit que comme le disait souvent le pape Jean-Paul II, nous devons en revenir à une culture de la vie. Les campagnes antinatalistes s'inspirent des idéologies lugubres de la *culture de la mort*. Les programmes de *stérilisation* sont eux-mêmes l'expression d'une fascination de la mort, d'un rejet de la vie. *Il s'agit d'une espèce de mort préventive, de mort anticipée* que l'on provoque en recourant à des pratiques violentes et totalement contraires aux droits de l'homme. *Mutiler une femme, est-ce là une manière crédible d'honorer sa dignité ?* Circonstances aggravantes : il est établi qu'une proportion élevée de ces stérilisations sont forcées ou coercitives. Ces pratiques blessent gravement le droit de la femme à son intégrité physique et à sa dignité.

7 Dans le discours antinataliste, apparaissent également des considérations écologiques. L'être humain serait le grand responsable de la détérioration de la planète. Il faudrait par conséquent définir des quotas d'hommes admis à occuper la terre.

Aujourd'hui existe effectivement une tendance à réinterpréter la *Déclaration des Droits de l'Homme* de 1948, en altérant substantiellement le sens qu'avaient voulu leur donner les rédacteurs de ce texte. Cette Déclaration était *anthropocentrique*. En syntonie avec toute la tradition juridique occidentale depuis Cicéron et en consonance avec toute l'histoire politique, cette Déclaration considère que l'être humain se détache des autres créatures, qu'il est le centre du monde. Cette Déclaration reconnaît que tout homme doit être respecté, a le droit à la vie et à l'intégrité physique et psychologique ; que toute discrimination doit être condamnée ; que l'homme est libre de s'associer, de s'exprimer, de pratiquer sa religion, de se marier, d'être éduqué et ainsi de suite.

Or il existe actuellement, surtout dans des agences directement liées à l'ONU, une tendance à considérer que l'être humain n'est qu'une *parcelle fugace, éphémère de l'univers matériel*. Cela signifie que nous devrions abandonner l'anthropocentrisme traditionnel. Et de même que l'être humain est le résultat d'une évolution purement matérielle ; de même ce même être va disparaître définitivement de la scène environnementale à la fin de sa vie. Il n'y a pas d'au delà de la mort. L'horizon de l'individu humain, c'est sa mort.

D'où l'intérêt pour *l'éthologie*, qui étudie le comportement des espèces animales. Selon ces éthologistes, nous descendons d'animaux et pour comprendre comment nous devons nous comporter, nous devons étudier le

comportement des animaux. Tel est le chemin qui devrait nous conduire à découvrir une « éthique naturelle » nouvelle. Évidemment, dans cette perspective, la dimension instinctive de ce comportement est fortement soulignée.

Cette vision où se croisent écologie et éthologie est nouvelle. Comme on peut l'observer, elle est fortement marquée par le *New Age*. Nous connaissons depuis longtemps une écologie plus *soft*, une écologie douce, qui affirmait avec raison que nous devons soigner la nature, que nous devons éviter tout ce qui pollue l'atmosphère et le milieu ambiant, que nous ne pouvons pas gaspiller les biens matériels qui se trouvent à notre disposition. Cependant, la nouvelle écologie est radicale et totalement athée, matérialiste, païenne. Il n'existe qu'une grande réalité, une réalité unique dans laquelle l'être humain est immergé, dans laquelle son individualité va peu à peu se diluer définitivement.

A partir de ces principes on tire diverses conclusions. La plus significative de celles-ci est que l'être humain doit *se soumettre au cosmos*. Loin d'être le gérant responsable du cosmos, l'homme doit s'incliner devant lui, se soumettre au déterminisme, à la *moïra* des Anciens. L'homme doit accepter les lois de la « morale naturelle » entendue dans un sens inadmissible, puisqu'il s'agit d'une soi-disant « éthique » dictée par le milieu ambiant. L'être humain doit accepter de se soumettre à ses instincts et tendre à maximiser ses plaisirs.

Nous voici en présence d'un *remake*, d'une expression nouvelle du monisme panthéiste cosmique combiné avec une nouvelle formulation de l'épicurisme, doctrine exaltant le droit au plaisir individuel, dont l'expression la plus évidente se rencontre aujourd'hui dans le *New Age*. De fait, ces idées sont par exemple exposées dans un livre de Marilyn Ferguson, qui explicite ce que nous venons de résumer, montrant que nous devons accepter cette condition qui est la nôtre. Par conséquent, selon ce courant, le discours sur les droits de l'homme classiques, traditionnels, doit être mis de côté au profit de l'émergence d'une nouvelle vision de l'être humain, et de sa situation dans le monde.

8 Le tableau que vous venez d'évoquer devrait entraîner des répercussions politiques graves surtout à l'époque de la globalisation ?

De fait, cette évolution est réellement inquiétante et devrait entraîner des implications politiques très graves. Ce que nous venons d'expliquer, qui vaut pour les individus, est extrapolé au niveau des communautés humaines, spécialement au niveau des nations. Nous touchons ici *une* des

interprétations de la globalisation. Il convient d'être attentif aux pièges que certaines peuvent comporter.

Au nom de la globalisation, des individus doivent accepter la situation qui est la leur dans le cosmos ; leur autonomie, leur liberté, mais aussi leur responsabilité personnelle se trouvent hypothéquées. La même chose se passe au niveau des nations : dès maintenant, celles-ci ne peuvent plus revendiquer leur autonomie. Elles doivent abandonner leur prétention à être *souveraines*. Elles ne sont, elles aussi, qu'un rouage dans la grande machine du cosmos. Cela signifie que, comme les êtres humains, les nations doivent accepter les lois de la nature, énoncées par ceux qui se flattent d'en connaître les lois. Ils doivent se soumettre à une technocratie supranationale pléthorique, et qui va dire « au nom du bien supérieur du cosmos », et *par conséquent* de l'humanité, quel est le rôle qui échoit à telle nation ou à tel individu.

Selon ceux qui définissent le « politiquement correct », le Brésil, par exemple, ne devrait pas s'accrocher à sa souveraineté sur l'Amazonie ; il devrait même être privé de sa souveraineté sur cette immense région. Le prétexte invoqué, c'est que l'Amazonie doit être considérée comme « patrimoine commun de l'humanité ». Les arguments invoqués se présentent de la façon suivante : le Brésil ne parvient pas à bien administrer l'Amazonie. Or celle-ci est un bien commun de l'humanité. Il est donc urgent de prendre des mesures pour aliéner le Brésil de sa souveraineté sur ce territoire. Tel est le refrain que l'on entend avec une fréquence croissante.

Avant, durant et après la célébration du *Millenium*, en l'an 2000, plusieurs assemblées générales ou spéciales de l'ONU, plusieurs réunions d'organismes spécialisés, plusieurs forums d'ONG sélectionnées avec soin, se sont engagées à obtenir un *consensus* mondial sur cette nouvelle vision de l'être humain et du monde.

9 Jusqu'à présent, notre conversation a eu une tonalité nettement « programmatique » ; vous avez procédé à une mise en perspective. Et il est important de ne jamais oublier cette vision synthétique et universelle. Non moins importante cependant est la perspective qui est propre à l'individu. Que peut faire un simple individu pour contester un courant aussi puissant ? Que peut faire le chrétien en tant que simple individu ?

Le chrétien en tant qu'individu ? J'avoue que je n'aime pas beaucoup cette expression. En réalité, le chrétien est toujours un membre de la famille humaine, un membre d'une famille concrète, un membre de la famille des croyants, de ceux qui ont la foi, de ceux qui aiment. Tout être humain fait partie de la grande *communauté* de ceux qui ont un cœur capable d'aimer. Le

chrétien doit irradier l'amour. Il ne se borne pas à abriter l'amour au fond de lui-même ; mais il rayonne d'amour. Dans l'épître aux *Galates*, Saint Paul écrit que le chrétien doit manifester l'efficacité de sa foi à travers une activité imprégnée d'amour. C'est ce que dit également Saint Jean, en d'autres mots, dans sa *Première Lettre*. Saint Jacques ne dit pas autre chose dans l'unique épître qu'il nous a laissée. En fin de compte, tel est le message central de tout l'Évangile.

Il s'ensuit que la première chose que nous devons faire, c'est de nous *mettre en question* personnellement. Que puis-je faire, moi, avec mes qualités et mes limites ? Que puis-je faire grâce à mes compétences, grâce aux opportunités dont je dispose dans le monde qui m'entoure, grâce aux relations privilégiées que j'ai dans la société ? Que puis-je faire pour sensibiliser les autres, pour les informer, pour les responsabiliser ?

C'est un devoir du chrétien de partager ce qu'il sait et ce qu'il expérimente, et cela vaut même du point de vue scientifique. Aujourd'hui, dans beaucoup de milieux scientifiques, on occulte l'information. Nous devons au contraire apprendre à partager l'information. A communiquer. Nous savons que l'information est étroitement liée au pouvoir. Mais justement la concentration de l'information et l'occultation de l'information sont de nouveaux types de péchés, de nouvelles formes d'*avarice*, que le chrétien doit dénoncer. Nous sommes trop influencés par une vision néolibérale et même mercantile de la propriété intellectuelle. Nous considérons le savoir comme objet de propriété. Cet égoïsme radicalisé bloque la mobilité sociale et doit être dénoncé.

En second lieu, ce qui est fondamental, c'est que nous devons *nous organiser*. Le livre de l'*Ecclésiaste* regrette la situation de l'homme isolé, abandonné, et par conséquent vulnérable. Ceux qui veulent détruire la famille savent cela. Quand on détruit la famille, il est plus facile de contrôler la personne humaine et de monitorer la société. C'est pourquoi nous devons affronter les programmes d'*ingénierie sociale* qui manipulent les individus, les mentalités et l'opinion publique comme si les hommes étaient des pions dans un jeu d'échec.

Nombreuses sont les opportunités qui s'offrent à nous pour stimuler et organiser ce travail de transformation de la société : pressionner les hommes politiques, occuper les tribunes qui s'offrent à nous dans les journaux, à la radio, à la télévision. Pressionner même nos amis, en utilisant toutes les tribunes accessibles, afin de sensibiliser un public aussi large que possible au sujet des questions concernant l'avenir de la société humaine.

Nous devons également continuer à défendre la *famille*. Non comme une réalité purement privée, mais comme une réalité qui intéresse la communauté humaine et ecclésiale. Très souvent les moralistes catholiques ont une vision assez privatisante de la famille. Voyez, par exemple, les traités de morale conjugale. Il ne s'agit pas de sous-estimer cette morale conjugale

classique. Évidemment, il convient d'exposer les questions relatives à la fidélité, à la fécondité, à la paternité responsable, à l'éducation des enfants, etc. Mais il arrive aussi que nous oublions de souligner que la famille est aussi un bien pour la société et pour l'Église. Et cela nous devrions le dire avec beaucoup de force. Cela permettrait à beaucoup de couples en difficulté de découvrir de nouveaux motifs pour consolider et sauver leur relation. Découvrir le rôle qu'une famille peut jouer dans la société est un motif supplémentaire pour que la famille s'unisse et pour qu'elle soit féconde, non seulement au niveau restreint du foyer, mais au niveau de la communauté et de la société.

10 *N'y a-t-il pas dans la société brésilienne un cercle vicieux : lorsqu'elle tâche de former le capital humain, la famille doit pouvoir compter sur l'appui de l'école. Mais le système scolaire, de son côté, est aux prises avec de graves difficultés et il ne peut pas toujours compter sur l'appui de la famille ?*

La difficulté que vous mentionnez est criante ; famille et école sont en crise, mais l'une a besoin de l'autre pour sortir de cette crise. La question est certes complexe et je me limiterai à proposer une réponse brève, mais touchant un point essentiel qui interpelle aussi bien nos gouvernants que les responsables de l'éducation catholique.

Je suis toujours impressionné par la présence au Brésil de tant et tant d'institutions d'éducation gérées par des congrégations religieuses. C'est une chose merveilleuse, excepté sur un point qui m'étonne. Généralement ces instituts atteignent seulement les enfants provenant des classes moyennes ou supérieures, qui ont un pouvoir acquisitif relativement élevé, et même la capacité d'acquérir, je dirais même d'acheter, le savoir.

Or, ces jours-ci, alors que je me promenais dans les rues de Fortaleza, j'ai eu un songe. J'ai rêvé que le gouvernement avait décidé d'entrer en contact avec les communautés religieuses éducatrices, demandant à ces congrégations d'ouvrir leur recrutement à l'inscription de garçons et de filles de la classe pauvre. Le réseau scolaire privé existe ; il est disponible, avec des bâtiments, des professeurs et tout ce qu'il faut. Serait-il tellement compliqué d'*élargir* et d'*ouvrir* ce réseau, donnant des subventions publiques au prorata du nombre de garçons et de filles pauvres qui seraient accueillis dans ces établissements ? Serait-il si difficile de faire une réforme tributaire pour alimenter cette réforme scolaire ? La réforme scolaire ne serait-elle pas plus urgente encore que la réforme agraire ? Serait-il si choquant de conditionner la reconnaissance officielle des diplômes des écoles privées à l'accueil, par celles-ci, d'un contingent significatif d'enfants de la rue ? Sans une décision héroïque de ce type, beaucoup de ces gamins et de ces gamines

ne pourront jamais accéder à l'école. L'exemple venant des institutions catholiques entraînerait l'ensemble des institutions privées. A défaut de prendre la tête de ce mouvement, les institutions éducatives catholiques risqueront d'être submergées par la concurrence venant des écoles privées à caractère nettement commercial.

Dans le cas spécifique des institutions catholiques, un projet de ce genre permettrait à beaucoup de congrégations de revenir à l'esprit de leur fondateur et d'attirer de nouvelles vocations. De fait, dans l'histoire de ces vocations, il apparaît que les fondateurs se sont presque toujours présentés comme des éducateurs préoccupés par la formation intégrale des enfants pauvres.

Tel a été mon rêve. Un rêve qui a commencé à se transformer en réalité quand je suis revenu à moi et que je me suis retrouvé dans les rues du Bon Jardin, quartier populaire de Fortaleza, où le Père Rino a lancé un projet éducatif pilote.

11 *Quels sont les autres chemins qui s'ouvrent pour affronter ces difficultés enracinées dans le préjugé conservateur qui discrimine a priori les pauvres ? Pourquoi cette peur d'intégrer les pauvres ? Pourquoi ne pas en finir une fois pour toutes avec le dualisme de la société brésilienne ?*

Parmi les autres pistes qui pourraient être exploitées, une des plus importantes consisterait, pour les chrétiens et pour tous les citoyens de bonne volonté, à ouvrir beaucoup plus la voie au *dialogue avec les forces pensantes du monde*. Dans cette perspective, à l'Académie Pontificale des Sciences Sociales ainsi qu'au Conseil Pontifical pour la Famille, nous faisons des expériences très enrichissantes. C'est surtout le cas à l'Académie, où vivent en dialogue constant des personnalités faisant autorité dans le monde scientifique, mais qui ne sont pas nécessairement chrétiennes. Par exemple, à l'Académie des Sciences Sociales, nous avons le privilège d'avoir parmi les membres un économiste de réputation mondiale, Juif, Professeur à l'Université de Stanford ; il s'agit de Kenneth J. Arrow, Prix Nobel d'Économie en 1972. Plus récemment a été élu également le Professeur Joseph Stiglitz, lui aussi Prix Nobel d'économie en 1992. Au Conseil pour la famille, nous comptons avec la collaboration d'un autre économiste de réputation mondiale, Gary S. Becker ; lui aussi est juif ; il est professeur à l'université de Chicago. Il a reçu le prix Nobel d'Économie en 2001. Les échanges avec des personnalités de ce niveau présentent un intérêt incomparable si nous voulons approfondir la réflexion chrétienne, motiver les chrétiens en vue de l'action et être davantage crédibles dans la société civile. Nous vivons dans un monde trop fermé ; nous devons nous ouvrir

davantage aux Sciences Humaines, aux Sciences Économiques et en particulier à la Géographie humaine et à la Démographie. Il est surprenant de constater qu'il s'agit là de domaines qui retiennent relativement peu l'attention des théologiens actuels. Cette piste me paraît pourtant primordiale.

Une autre piste que l'on explore actuellement aux prix de certaines difficultés, c'est la *piste œcuménique*. Faut-il attendre que soit réalisée l'unité doctrinale avant de tenter de faire ensemble la vérité ? Il est vrai que sur ce point particulier, comme sur d'autres, nous sommes aux prises avec de grandes difficultés. Certaines dénominations chrétiennes en arrivent parfois à prendre des positions malheureuses. Cependant cela ne signifie pas qu'il n'y ait pas de possibilité d'accord et de coopération, spécialement avec les grandes confessions protestantes, luthérienne et calviniste, avec les anglicans et les orthodoxes. Mais curieusement, ces pistes sont peu explorées actuellement.

Nous avons également un réseau d'universités catholiques à échelle mondiale. Certaines ne sont catholiques que de nom, et il peut arriver que telle ou telle université ne soit pas d'un niveau scientifique élevé. Cependant, les problèmes actuels sont si complexes qu'ils mériteraient d'être abordés en priorité par les universités catholiques. Certaines universités sont des lieux où l'on transmet un savoir qui n'interpelle pas l'*establishment*, qui ne perturbe pas la paix académique. Il faut renoncer à transmettre un savoir plus ou moins ronronnant, partir à la recherche de nouveaux savoirs et explorer de nouveaux champs qui s'offrent à la recherche scientifique et débouchent sur l'action pour le bien de la société. Nous les catholiques, nous disposons trop souvent, avec ces universités, d'un instrument cher, inadapté, peu performant et souvent mal utilisé.

12 A ce propos, n'est-il pas un peu surprenant de constater que des chrétiens se sont lancés à fond et sans complexe dans de nouveaux moyens de communication et en particulier dans l'internet ?

Réellement, cet enthousiasme surprend agréablement. Cela m'enchanté d'observer que les catholiques tendent à être très présents sur internet. Nous ne nous référons pas ici aux médias classiques : presse, radio, TV, qui ont déjà démontré leur pouvoir de rayonnement. Je me réfère aux nouveaux instruments qui facilitent de façon prodigieuse non seulement la circulation de l'information, mais les échanges, la divulgation de nouvelles jusques et y compris dans les coins les plus reculés du globe, où l'information arrivait fort difficilement et où les échanges étaient pratiquement impossibles. Où que nous nous trouvions dans le monde nous avons accès quotidiennement à différentes agences d'information générale,

ou d'agences spécialisées dans des questions relatives à la vie, à la famille, à la population. Et cela m'enchanté de pouvoir accéder directement et en temps réel à certaines informations et à de nombreux *sites* spécialisés. Je pense que nous pourrions tirer parti, davantage encore, de ces ressources déjà disponibles, grâce, en particulier, aux moteurs de recherche.

13 *Au Brésil, nous avons eu l'expérience de la théologie de la libération. A partir de vos études, quels seraient les éléments qui pourraient aider les théologiens de la libération à intégrer toutes ces données dans la perspective d'une plus grande prise de conscience et d'un développement pleinement humain, qui serait partagé par tous ?*

A mon avis, le problème est avant tout épistémologique. Les théologiens de la libération pourraient prendre connaissance avec grand profit de données fournies de manière continue par l'ONU. Les documents mettent en évidence une situation totalement neuve, si nous la comparons avec ce qui se passait il y a une trentaine d'années. La problématique générale du développement et de la pauvreté a évolué de manière substantielle. Aujourd'hui il est évident qu'existent encore des situations intolérables d'oppression, mais la *lecture* de ces situations est différente de celle qui prédominait il y a trois ou quatre décennies. Le célèbre économiste et philosophe indien Amartya Sen, Professeur de Harvard, a reçu le Prix Nobel d'Économie en 1998 parce qu'il a démontré que la *liberté* était *l'objet* du développement, et non pas simplement le moyen qui y conduit. Le potentiel de générosité qui apparaît jusqu'aujourd'hui parmi les théologiens de la libération gagnerait à s'orienter vers ces nouvelles formulations de la question de la pauvreté. Il est urgent de prendre en compte le fait que les paramètres ont changé ; que les analyses de la pauvreté se sont renouvelées ; qu'aujourd'hui nous vivons de nouvelles formes subtiles d'oppression, où les armes ne sont plus surtout économiques, mais proviennent de la biologie, de la médecine, de la démographie, de l'histoire, du droit. Telles sont les nouvelles armes de l'oppression que le Nord utilise pour subjuguier et contrôler le Sud. Il faut prendre en considération ces faits nouveaux si nous ne voulons pas faire des diagnostics erronés à propos de la situation actuelle et, surtout, à propos de la situation qui se profile au début du nouveau millénaire.

Chapitre 4

La face cachée de l'ONU**Entretien avec Luca Fiore¹**

Lugano, 24 juin 2001

Durant le Congrès sur la Globalisation, l'Économie et la Famille, organisé en 2000 à Rome par le Conseil Pontifical de la Famille, vous avez exposé la position de l'ONU au sujet de la globalisation. Cette conception de l'ONU est aussi analysée en détail dans votre livre *La Face cachée de l'ONU*, publiée à Paris, au Sarment/Fayard, en 2001.

- 1 *D'après vous, cette conception onusienne de la globalisation tend à considérer que le milieu ambiant a plus de valeur que la personne. Quelle est donc votre préoccupation ?***

Globalisation, mondialisation : deux termes qui ont été incorporés au langage de tous les jours ; deux concepts qui font l'objet de débats et de discussions qui engagent l'avenir de la société mondiale. Ces termes signifient avant tout que les sociétés humaines sont devenues *interdépendantes*. Par exemple, une dévaluation du yen japonais a des répercussions sur toute l'économie mondiale. Cela signifie aussi que les sociétés sont *intégrées* : les voyages et les moyens de communication permettent aux hommes de mieux se connaître ; l'information scientifique est largement divulguée et discutée, 24 heures sur 24, dans des forums virtuels. En principe, il est clair que cette évolution doit nous réjouir et il est clair qu'elle nous appelle à redessiner les instruments qui régulent les relations internationales.

Traditionnellement, ces relations internationales s'organisent autour de deux grands modèles. D'une part, un modèle incarné aujourd'hui par les États-Unis. La globalisation est alors conçue à partir d'un projet

¹ Pour *Il Mattino della Domenica*.

hégémonique de la nation dominante, dont l'objectif est d'imposer une organisation du monde d'inspiration néo-libérale. Ce projet comporte surtout une forte connotation économique : il a pour objectif la globalisation du marché ; mais il comporte également, de toute évidence, la volonté de gouverner politiquement le monde. Ce projet hégémonique ne peut se réaliser sans la connivence des autres nations riches. L'autre modèle est l'héritier de *l'internationalisme* socialiste et, bien qu'il souligne la nécessité de réformes économiques, il donne la priorité à un objectif politique : limiter la souveraineté des États et placer ceux-ci sous le contrôle d'un pouvoir politique mondial. Pour atteindre cet objectif, la méthode n'est plus révolutionnaire ; elle est réformiste, dans l'esprit de Gramsci.

Quand elle parle de globalisation, l'ONU incorpore les deux significations de ce terme, telles que nous venons de les rappeler. Mais elle profite de la connotation positive attachée à ce terme pour lui imprimer une nouvelle signification. On interprète la globalisation à la lumière d'une *nouvelle vision du monde et de la place que l'homme occupe dans le monde*. Cette vision « holistique » considère que le monde constitue un tout, et que ce tout possède plus de réalité que les parties qui le constituent. Dans ce tout, l'apparition de l'homme ne signifie qu'un avatar de l'évolution de la matière.

2 Vous avez aussi fait part de vos grandes réserves vis-à-vis de la Charte de la Terre, un document de l'ONU en préparation mais dont les lignes de faite sont déjà connues. Vous affirmez que ce document est influencé par le New Age. Quelle relation y a-t-il entre ce document et le New Age ?

Il s'agit d'un document dont l'un des rédacteurs n'est autre que Mikhaïl Gorbatchev. Que souligne ce document ? N'étant rien d'autre que le produit d'une pure évolution matérielle, l'homme doit se soumettre aux impératifs du monde qui l'entoure, de la Nature, de l'écosystème. Il faudrait, par exemple, juguler le développement, parce que celui-ci détériore l'écosystème et que cette détérioration est causée par les hommes, qui sont trop nombreux et dérèglent le climat. Il faudrait donc planifier la production des hommes pour pouvoir planifier le développement, afin que celui-ci soit *durable*. C'est, en d'autres mots, ce qu'expliquait déjà Malthus, et qui réapparaît dans le *Rapport Meadows*.

L'influence du philosophe Thomas S. Khun, un des inspirateurs du New Age, est ici évidente. Selon cette interprétation de la nature et de l'homme, la « loi naturelle » n'est plus la loi qui est inscrite dans le cœur et l'intelligence de l'homme ; c'est la loi implacable et violente que la nature impose à l'homme.

3 Quelle relation y a-t-il entre cette Charte de la Terre et la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948 ?

La Déclaration de 1948 s'incline devant une vérité qui s'impose à tous : elle reconnaît l'égalité de tous les hommes et le droit de tous les hommes à la vie. De là découlent tous les autres droits. Tous les totalitarismes du XX^e siècle sont nés du mépris de ces droits inaliénables. La promotion de ces droits dans le monde entier est le moyen grâce auquel peuvent être affrontés les systèmes qui réduisent l'homme à n'être qu'un consommateur dans le marché, un rouage dans l'État, un instrument docile du Parti, un spécimen certifié de la race. C'est sur ces droits fondamentaux qu'on peut bâtir une communauté mondiale.

Or la *Charte de la Terre* abandonne et même attaque l'anthropocentrisme judéo-chrétien et romain, renforcé par la Renaissance, et porté à son point d'incandescence par la Déclaration de 1948. La Charte ne devrait pas seulement dépasser la Déclaration Universelle ; elle devrait même, selon certains, supplanter le Décalogue. Excusez du peu...

4 Vous avez même parlé du projet de l'ONU d'instaurer progressivement un « super-gouvernement mondial » qui surclassera les corps intermédiaires, à commencer par les nations, et imposera une pensée unique grâce au contrôle de l'information, de la santé, du commerce, de la politique et du droit. N'est-ce pas une image de l'avenir trop « orwellienne » ?

L'argumentation « écologique » développée dans la *Charte de la Terre* est en réalité un *artifice idéologique* pour camoufler quelque chose de plus grave: *nous entrons dans une nouvelle révolution culturelle*. En fait, l'ONU est en train de mettre en place une *conception nouvelle du droit*. Cette conception est plus anglo-saxonne que latine. Les vérités fondatrices de l'ONU concernant la centralité de l'homme dans le monde sont peu à peu désactivées. Selon cette conception du droit, aucune vérité sur l'homme ne s'impose à tous les hommes : à chacun son opinion. Les droits de l'homme ne sont plus reconnus comme des vérités ; ils sont l'objet de procédures, de *décisions consensuelles*. Nous négocions et, au terme d'une procédure pragmatique, nous décidons, par exemple, que le respect de la vie s'impose dans tels cas mais pas dans d'autres, que telle manipulation génétique justifie le sacrifice d'embryons, que l'euthanasie doit être libéralisée, que les unions homosexuelles ont les mêmes droits que la famille, etc. De là naissent de soi-disant « nouveaux droits de l'homme », toujours

renégociables au gré des intérêts changeants de ceux qui peuvent faire prévaloir leur volonté.

Pour acclimater ces « nouveaux droits » et surtout la *conception du droit* qui leur est sous-jacente, deux axes d'action doivent être privilégiés. Il faut d'abord affaiblir les nations souveraines, car elles sont généralement en première ligne lorsqu'il s'agit de protéger les droits inaliénables de leurs citoyens. Ensuite, dans les assemblées internationales, il faut obtenir le plus large consensus possible, en recourant s'il le faut, à la corruption, ou au chantage, ou à la menace. Une fois acquis, le *consensus* peut être invoqué pour faire adopter des *conventions* internationales, des *pactes* ou autres *protocoles*, qui acquièrent force de loi dans les États qui les ont *ratifiés*. Ce type de globalisation, soutenu par une conception purement positiviste du droit, justifie les plus vives inquiétudes.

5 Le titre de votre récent livre est La Face cachée de l'ONU : quelle est cette face, et qui est-ce qui se cache derrière ?

Dans des dossiers aussi complexes que celui de la globalisation selon l'ONU, le manque de transparence rend évidemment difficile la preuve directe et la démonstration mathématique. L'expérience récente des « affaires » confirme qu'aucune organisation n'est disposée à reconnaître qu'elle est taraudée par l'action de confréries, par la présence en son sein de « fraternelles » et de « réseaux ». Ces types de réalités existent cependant bel et bien. La plupart des maladies ne sont d'ailleurs connues que par leurs symptômes. On connaît ces « fraternelles » non seulement par leur action : certains initiés ont expliqué le rôle de leurs « fraternelles » dans l'élaboration de la loi Veil. Mais on les connaît aussi par ce qu'en disent publiquement, par exemple à la TV, certains qui en sont membres. Évidemment, il y a toujours des gens prêts à nier les évidences avec d'autant plus d'entrain qu'ils ne savent même pas où chercher les dossiers intéressants sur internet. Mais faut-il attendre que les membres de la DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure) défilent avec un brassard pour savoir que la DGSE existe?

En réalité, l'idéologie onusienne de la globalisation est pétrie de références *libre-exaministes*, agnostiques, utilitaristes et hédonistes. Si l'on analyse patiemment les réunions récentes de l'ONU, concernant des dossiers aussi divers que la santé, la population, l'environnement, l'habitat, l'économie mondiale, l'information, l'éducation –pour ne citer que ces exemples–, on relève une remarquable communauté d'inspiration et une tout aussi remarquable convergence d'objectifs. Il est clair qu'à l'instigation des nations souveraines qui en sont membres, l'ONU devrait procéder à un audit interne, sans quoi elle donnera de plus en plus l'impression d'être *sous*

influence d'une mafia technocratique. J'ai sur d'autres l'avantage d'arriver à cette conclusion après plusieurs années de recherches. Cependant, si vous me demandez si j'ai vu de mes yeux la « main invisible », je dois vous répondre que je n'en ai vu que l'ombre. Mais, dans ce cas, cela suffit.

Chapitre 5

La priorité de l'homme dans la société globalisée

Entretien avec Josué Costa¹

L'agenda de Michel Schooyans montre qu'il n'a pas l'habitude de rester à ne rien faire. Il respecte rigoureusement un agenda comportant des engagements aux quatre coins du monde. Sa spécialité ? Parler de Dieu aux intellectuels et aux hommes d'affaires, et parler à Dieu des hommes d'affaires et des intellectuels.

A l'embouchure de l'Amazone, à Belém, Bethléem en français, Michel Schooyans fait des conférences sur des questions très actuelles, qu'il éclaire à la lumière de l'Évangile. Aux hommes d'affaires et aux hommes politiques, aux prêtres et aux agents de la pastorale, il parle de la globalisation et de l'éthique dans les relations internationales. Michel Schooyans est considéré comme une des plus grandes autorités internationales sur ces questions politiques et économiques qui exigent une approche éthique. Ce prêtre n'hésite pas à fustiger l'Organisation des Nations Unies, et il n'hésite pas à accuser celle-ci d'avoir une responsabilité dans l'actuel désordre international. « Ce qui compte, c'est le *consensus*, qui est officialisé dans les conventions, sans aucune préoccupation de rechercher la vérité », observe Michel Schooyans. Il fait valoir les côtés positifs de la globalisation, mais rappelle que le lucre ne peut être la seule visée de l'action des hommes d'affaires. « Le bien-être de tous les êtres humains doit être le résultat recherché en priorité » : voilà ce qu'il recommande, et il conseille aux entrepreneurs économiques de chercher, en premier lieu, le renforcement de l'unité fédérative de la communauté mondiale et de chaque nation en particulier. Il faut pour cela éviter « une souveraineté fragilisée dans un marché international, qui essaie de servir les caprices de l'impérialisme politique et économique ».

¹ *O Liberal*, Belém do Pará, 22 juin 2002.

Se prononçant sur les attentats du 11 septembre 2001, à New York, Michel Schooyans affirme préférer aborder la question sous l'optique des marginalisés et des exclus. Il considère que l'attitude des terroristes est « l'expression de sentiments de frustration et d'envie ». Ils protestent en appelant à des canaux par lesquels les pauvres révoltés peuvent se faire entendre. Il affirme qu'au Brésil beaucoup de riches sont « exhibitionnistes ». Ils mettent leur point d'honneur à faire étalage d'un luxe insolent, indifférents qu'ils sont à l'abîme criant qui existe entre ceux qui ont et ceux qui n'ont pas, ceux qui sont et ceux qui ne sont pas. Cette ostentation sans vergogne de la richesse provoque une rancœur, un ressentiment qui conduit à la violence et au terrorisme urbain. Voyons les thèmes que le Père Michel Schooyans a abordés au cours de sa conversation avec le grand reporter Josué Costa.

1 *Qu'est-ce qui vous amène à Belém ?*

En février 2002, à l'invitation du Cardinal Eugénio de Araújo Sales, archevêque de Rio, j'ai fait une série de conférences pour 130 évêques, au Centre de Convention de Sumaré, à Rio de Janeiro. Dom Zico, archevêque de Belém, et Dom Carlos, son évêque auxiliaire, faisaient partie de ce parterre prestigieux et attentif. Ils ont apprécié ce que j'ai dit. Et ils m'ont demandé de répéter à Belém le contenu des conférences faites à Rio. Belém, c'est Bethléem, la ville où tout commence...

2 *Dans vos exposés, vous faites de dures critiques à l'ONU. Vous l'accusez, par exemple, de trop valoriser la Terre, la « Mère Gaïa », dans ses programmes et cela au détriment de la valorisation de l'homme. Aujourd'hui, valoriser les richesses naturelles, n'est-ce pas plus rentable que valoriser l'homme ?*

Il se peut qu'il en soit ainsi aux yeux de certains, qui veulent rétablir une forme de panthéisme cosmique, un culte païen de la terre. L'ONU a pendant longtemps été *anthropocentrique*. A ses origines, elle reconnaissait et respectait les droits de l'homme. La *Déclaration universelle des droits de l'homme* de 1948 avait comme ambition de fonder les nouvelles relations internationales sur *une vérité* : tous les hommes sont égaux en dignité. Durant quelques décennies, l'ONU a exercé, avec une réelle autorité, un rôle remarquable dans les relations entre nations, dans le maintien de la paix, dans la promotion du développement. Elle avait des mérites indiscutables dans ces domaines. Aujourd'hui, il n'en est plus tout à fait ainsi. L'ONU est passée par un processus de transformation dont nous sommes témoins : les

droits de l'homme ne sont désormais plus reconnus comme une *vérité* ; ils sont le résultat d'un *consensus*. Contraception de tout type, avortement, union homosexuelle, euthanasie, par exemple, ouvriraient à de soi-disant « nouveaux droits de l'homme ». Les droits de l'homme se confondent avec les droits commerciaux : nous *négoçons* des valeurs comme si celles-ci étaient des choses matérielles. Ce qui est aujourd'hui en jeu c'est le pouvoir de *marchandage* : on marchandise les droits de l'homme dans les assemblées de l'ONU.

3 *Il semble que le contrôle de la natalité soit une pratique caractéristique des pays développés...*

Tout se passe comme si les pays autoproclamés développés voulaient dire aux pays en développement : « Faites ce que nous faisons, et vous autres, "sous-développés", vous parviendrez là où nous sommes nous-mêmes arrivés ». Mais ce genre de recommandation a produit un effet de boomerang. L'Europe, par exemple, est championne quand il s'agit de refuser la vie ; c'est un continent de personnes âgées. *Le Vieux Continent est un continent de vieux*. La Russie perd chaque année près de 800.000 habitants ; et un phénomène analogue est observé en Allemagne et ailleurs. Or le chemin du développement et du bonheur ne passe pas par le contrôle des naissances, contrairement à ce que l'on veut faire croire. Dans les pays pauvres, la vie est encore respectée, heureusement, malgré le bombardement médiatique, malgré certains programmes gouvernementaux inacceptables et malgré des sarcasmes dont sont victimes les familles qui accueillent généreusement la vie.

4 *Comment pouvez-vous affirmer que la justice n'a désormais plus de lien avec la vérité ?*

La justice ne peut être le simple résidu d'une négociation ; elle doit avoir une relation avec la vérité. Nous sommes des êtres humains *égaux en dignité*. La vertu morale de justice nous incline à reconnaître cette égale dignité. Si nous cessons de la reconnaître et de la proclamer, tout devient possible. C'est au pouvoir politique, précisément, qu'il revient de remédier aux conséquences des inégalités naturelles ou provoquées. Dans les secteurs de la médecine, par exemple, *la santé est de plus en plus traitée comme un produit obéissant aux lois du marché*. La santé s'achète selon le pouvoir acquisitif, la santé se soigne selon l'espérance de vie *sans invalidité*. Nous sommes entrés dans l'ère du *mercantilisme médical*.

5 *L'ONU se trouve toujours dans la ligne de mire de vos critiques. Selon vous, l'autorité de cette organisation serait-elle discréditée ?*

Oui, en effet. A mes yeux, si le grand public avait accès à des canaux d'informations honnêtes et critiques, l'ONU serait encore plus discréditée qu'elle ne l'est. Plus précisément : le discrédit qui affecte plusieurs de ses agences rejaillit sur l'ensemble de l'organisation. Il est urgent de démystifier les lieux communs qui nous sont présentés comme des « vérités », mais qui sont en réalité des sous-produits des idéologies néo-colonialistes et eugéniques. Ces dernières, par exemple, conduisent aujourd'hui à des programmes inadmissibles de stérilisation en masse des populations pauvres.

6 *Ce nouveau profil de l'ONU n'est-il pas en cohérence avec les valeurs de la modernité ?*

Ce qui est préoccupant, c'est que, sous l'impulsion de l'ONU, est en train de se banaliser une échelle de valeur qui ne respecte pas inconditionnellement la personne humaine. Ce qui domine, c'est une confusion entre la valeur de l'homme et la valeur du marché, c'est-à-dire l'utilité. *L'ONU a abandonné la centralité de l'homme* dans ses réunions, dans ses discussions et dans ses programmes. A ses yeux, *tout devient négociable*. Dans ses documents, l'homme apparaît souvent comme le produit d'une évolution purement matérielle. Le pauvre, en particulier, est considéré comme un être inutile, et même nocif, parce qu'il gêne le bon fonctionnement du marché.

7 *Si je vous comprends bien, derrière la défense, à tout crin, de l'environnement, se cachent d'autres intérêts ?*

C'est clair. Les pays riches veulent maintenir le contrôle sur les réserves des ressources naturelles sans que les pays pauvres, possesseurs de ces ressources, aient accès au savoir et aux technologies qui leur permettraient d'exploiter ces ressources à leur propre profit.

8 *Vous parlez d'une « recette » pour éradiquer la faim. Et vous le faites dans un continent où, d'une part, une minorité fait ostentation de richesses abondantes et où la majorité se voit refuser les droits les*

plus élémentaires... A partir de ce tableau, pourrait-on ébaucher des lignes générales pour solutionner le problème ?

Oui en effet. En 2001, à Doha et à Durban, en 2002 à Johannesburg, des milliers de délégués se sont réunis pour discuter des actions propres à combattre la faim. La dépense a été extraordinaire. Un séjour de grand luxe... De cette façon, on ne change rien. Il est erroné de penser que nous manquons d'hommes compétents et d'infrastructures pour réaliser les changements qui s'imposent. On fait des discours sur des programmes et sur des plans d'action qui finissent par n'aboutir à rien. Ce sont des kermesses médiatiques gigantesques. Ce dont on a le plus besoin, c'est d'un changement de la *volonté politique*, c'est d'un changement de la *distribution immorale des ressources* entre les classes sociales. Il est urgent de réorienter l'application des ressources scandaleusement gaspillées dans des comices internationaux.

9 Quelle est la recette ?

Il n'y a pas de recette toute faite et applicable à n'importe quel espace géopolitique. Cependant parmi les actions communes à entreprendre immédiatement, figure la *scolarisation accessible à tous*, jeunes et adultes, sans discrimination. *La plus grande richesse d'un pays, c'est sa population*. Cette population mérite, en priorité, dévouement, engagement. Vient ensuite la nécessité d'un changement radical dans les programmes politiques. Les programmes d'action politique n'incluent guère l'énorme masse marginalisée, et ils l'atteignent moins encore. Au Brésil, selon des estimations sérieuses, un tiers de la population appartient au *sous-prolétariat*, pour lequel Marx et consorts n'avaient que mépris. Même les partis politiques qui se prétendent populaires recrutent surtout leur clientèle parmi les ouvriers des villes. Or, un programme de politique sociale ne peut pas se focaliser sur les intérêts de la classe ouvrière urbaine industrielle. *La périphérie de la périphérie* concentre une multitude proportionnellement beaucoup plus grande, et plus nécessiteuse, de personnes. Il n'y a pas de progrès sans l'intégration de la population aujourd'hui exclue, refoulée, et même contenue, comme si elle était un danger pour le bien-être des nantis confirmés ou des bourgeois de la classe moyenne émergente.

10 Dans l'ordre des priorités : écoles ou redistribution du revenu ?

Il n'est pas possible de créer une société démocratique sans une scolarisation généralisée et de qualité. Les erreurs en cascades commises

dans ce domaine par les autorités politiques, et déjà dénoncées par Darcy Ribeiro, les plans d'action inadaptés, que l'on ressasse alors que leurs échecs sont prouvés, ne peuvent se produire qu'en raison de l'ignorance populaire, du manque de savoir et de sens critique. Concomitamment, il faut évidemment que soient entreprises de profondes réformes fiscales. Actuellement, il y a disproportion entre la recette tributaire provenant de l'impôt indirect et celle provenant de l'impôt direct. La prépondérance de l'impôt indirect est une grande injustice dont les pauvres sont les premières victimes. Des mesures doivent également être prises pour corriger la distribution scandaleuse des revenus. Au Brésil, on estime que les 20 % les plus riches ont un revenu 33 fois supérieur à celui des 20 % les plus pauvres.

11 *A propos des valeurs familiales que vous défendez avec tant de feu... Comment les sauver dans une société de consommation, immédiatiste, hédoniste, individualiste ?*

Les programmes concernant les familles sont préoccupants. Nous sommes des personnes, c'est-à-dire des individus qui ont la capacité d'entrer en relation avec d'autres individus. *La famille est la première cellule de proximité.* C'est initialement dans la famille qu'il y a rencontre, unité, entrelacement. Aujourd'hui, la famille est trop souvent considérée comme un simple noyau privé, orienté vers le bien et le bonheur de ses seuls membres : père, mère, enfants, etc. Tout cela est vrai, mais en outre, il est vrai également que la famille est aussi un bien pour la société. Il importe pour la société que les familles puissent contribuer au bien-être général : elles le feront en préparant le « capital humain », ce qui implique une éducation de qualité pour tous les enfants.

12 *Concernant les attentats du 11 septembre 2001 à New York, vous avez affirmé que les terroristes étaient motivés par des sentiments d'envie et de frustration face aux richesses des pays riches. Comment comprendre cette position ?*

La richesse dans le monde est souvent étalée avec ostentation, insolence, agressivité. Voyez ce qui se passe ici au Brésil : les riches ne sont pas gênés d'étaler leur richesse, ils n'hésitent pas, parfois, à provoquer. Le contraste évident entre eux, les riches, et les paumés de la société finit par accumuler un sentiment *d'amertume*, de *rancœur* et de *violence* auprès des gens qui n'ont pas accès à ces richesses insolentes. Les gens qui sont marginalisés n'ont pas de voix et ils n'ont pas l'occasion de s'exprimer dans

les assemblées. Ils cherchent alors des canaux d'expression de ce *ressentiment accumulé*. Et les armes préférées de ces gens sont les armes de l'adversaire lui-même : on sait en effet qu'à la tête de ces masses blessées, se trouvent des intellectuels de premier ordre. Il faut aborder l'événement du 11 septembre 2001 dans la perspective *de l'autre côté*, c'est-à-dire du côté du terroriste. Non pas évidemment pour trouver une justification à leur geste effroyable mais pour essayer de *comprendre le message qu'ils adressent à l'humanité*. Ces gens qui recourent à la violence doivent être entendus ; leurs appels doivent être déchiffrés. La menace durera aussi longtemps que ses causes l'alimenteront. La masse des exclus constitue une *bombe à retardement* sociale qui peut exploser à tout moment. Au Brésil ce danger menaçant s'exprime dans le terrorisme urbain et dans les actions de ceux qui revendiquent le droit à la terre. Il n'est pas exclu que la guérilla, la guerre du pauvre, ne finisse par s'étendre à l'échelle mondiale...

13 *Le phénomène de la globalisation, que vous abordez souvent également, fortifie-t-il ou fragilise-t-il l'État ?*

Il y a plusieurs manières d'envisager le problème. La globalisation est en soi positive. Cette tendance à resserrer les liens de la communauté humaine reflète une aspiration universelle et naturelle. Elle est une bonne chose. Le problème, c'est son interprétation et l'orientation inacceptable qui est parfois donnée à cette tendance. L'appât du gain paraît être la seule visée des commandants de ce navire. On perçoit à nouveau qu'une énorme masse d'hommes est exclue des bénéfices du progrès. Cela est injuste et en outre dangereux. On observe également qu'à travers des décisions *consensuelles* et des *conventions*, la souveraineté des États est de plus en plus minée. Pourtant, les États sont les organismes publics les plus indiqués et les mieux équipés pour promouvoir, en première ligne, les droits de l'homme, la justice, la santé, l'éducation, etc. Subsidiarité oblige : les avantages présumés de la globalisation ne sauraient être invoqués pour miner la souveraineté des États.

14 *Vous avez parlé aux membres de la Fédération des Industriels et des Hommes d'affaires du Pará (Fiepa), qui sont certainement attachés au processus de globalisation. Que leur avez-vous dit ?*

Entre autres choses, j'ai d'abord dit que ce qui fait la richesse des États-Unis par exemple –pays considéré comme modèle de démocratie– c'est son *marché intérieur*. C'est également le marché intérieur qui fait la prospérité d'autres pays développés et de l'Union Européenne. Dans le cas

du Brésil, il est essentiel qu'il y ait une intégration beaucoup plus marquée et un échange beaucoup plus étroit entre les États de la Fédération. C'est là un premier pas en vue de fortifier un peuple. L'intégration nationale doit être une priorité, et pour y arriver une distribution beaucoup plus équitable du savoir et des ressources s'impose. Se lancer sur le marché international sans cette base, sans ce renforcement, cela revient à consolider le blocage de la mobilité sociale. Malheureusement, aujourd'hui, il arrive fréquemment que les exportations n'apportent de bénéfices qu'à une minorité nationale réticente ou même hostile au mécanisme de redistribution. Mais surtout, il convient, en second lieu, de *renoncer à l'illusion coloniale* qui inculque la conviction qu'un pays est riche parce qu'il a beaucoup de ressources naturelles. Cette vision de la richesse d'une nation est tout à fait dépassée. Aujourd'hui, le développement d'un pays s'apprécie en fonction de la capacité qu'ont les citoyens d'exercer leur liberté et leur esprit critique. Mais cette liberté ne peut pas éclore ni s'exercer s'il n'y a pas d'éducation généralisée et de qualité. C'est une telle éducation qui éveille en tous la capacité d'opter pour la libération de la personnalité.

Chapitre 6

Un avenir gonflé d'espérance**Entretien avec Loïc Joncheray et Laurence Meurville¹**

1 *Actuellement, les prophètes de malheur se multiplient : ils annoncent mille catastrophes écologiques, démographiques et autres... Tout est présenté comme si l'humanité était destinée à buter contre un mur, comme si aucun avenir n'était possible pour elle. Alors y a-t-il une espérance pour les jeunes ?*

Mais oui, il y a une espérance ! Les prophètes de malheur présentent un monde figé, un monde qui ne serait habité que par des animaux incapables d'intervenir sur leur environnement. Or l'homme est tout à fait différent des animaux. Il y a en lui de merveilleuses ressources qui, trop souvent, sommeillent : des ressources de générosité et de tendresse; des ressources d'imagination inventive face aux nécessités du prochain. Chaque homme en particulier possède en lui des capacités et des qualités sous-estimées. Ces capacités et ces qualités sont dilatées dans la mesure où chacun fait davantage attention aux autres. Il n'y a donc pas de fatalité irréversible. Comme hommes, nous avons la faculté d'intervenir sur notre environnement pour le changer en vue du bien commun. Nous sommes invités aujourd'hui à mieux saisir la chance que nous avons de vivre à une époque où beaucoup de problèmes qui tourmentaient les générations précédentes sont résolus ou solubles. Bien plus, beaucoup de ces problèmes sont évitables.

¹ Pour *Il est vivant* (Paris), n° 135, juin-juillet 1997.

2 Qu'est-ce qui vous donne cet optimisme joyeux alors que vous êtes pourtant un observateur attentif de toutes les turpitudes de notre temps ?

La première chose qui me donne de l'optimisme, c'est de constater que les jeunes cherchent désespérément un sens à leur existence. Et on retrouve cette même quête de sens dans le monde adulte, souvent de manière plus diffuse. Tant que les jeunes ne se contenteront pas de la médiocrité décevante des idéologies contemporaines, je crois que notre monde pourra changer, devenir meilleur.

Plus profondément, mon optimisme trouve sa source dans ma foi. Dans la situation actuelle, je ne vois pas d'autre solution que de proposer aux jeunes l'Évangile. J'ai envie de leur dire: « Il y a moyen de sortir des paradoxes qui se présentent à vous. Vous croyez être dans une impasse parce que votre vie n'a pas de sens ? Eh bien, non ! C'est faux ! Dieu s'approche de vous en Jésus: il vous tend la main pour vous sortir du tombeau », comme on le voit sur de belles icônes byzantines. Je suis convaincu que l'annonce directe et explicite de l'Évangile est vitale pour nos sociétés !

3 N'est-ce pas un peu utopique ? Qui peut entendre un tel message aujourd'hui ?

Je reviens d'un voyage de deux mois au Mexique. J'ai pu constater que, paradoxalement, deux milieux très éloignés l'un de l'autre recevaient avec intérêt l'enseignement de l'Église en matière éthique, notamment les lettres de Jean-Paul II, *L'Évangile de la vie* (1995) et *Veritatis splendor* (1993).

Le premier milieu est évidemment celui des croyants fervents: ils n'ont pas forcément une formation doctrinale poussée mais ils vivent intensément leur foi. Parallèlement, ceux-là mêmes qui pratiquent des avortements, des stérilisations sont parfois réceptifs à ce message. Quand on les pousse à réfléchir, ils reconnaissent : « Je n'avais jamais pensé que ces actes étaient si graves ». Il arrive alors qu'un processus de conversion s'amorce. Car, contre toutes attentes, leur cœur est disponible à ce type d'annonce.

Je connais personnellement bien un médecin gynécologue qui a vécu une telle conversion : en quelques heures, il a été « retourné » par l'Esprit-Saint. En rentrant chez lui, il a déclaré à sa femme, elle-même médecin, : « Chérie, je viens de découvrir que ce que je faisais était très mal ». Il est devenu depuis un grand défenseur de la vie, dans une perspective chrétienne. Sa femme a d'abord été prise de panique : « Mais de quoi allons-nous vivre ? ». Pendant quelques mois, ils ont effectivement connu des

difficultés financières. Mais peu à peu, une autre clientèle est revenue. Qui dit autre clientèle, dit autre contact avec les personnes. Il est évidemment très épanouissant de tenir aux gens un message de vie et d'amour !

4 *Jean-Paul II parle souvent d'une culture de mort... Comment expliquer cette mentalité suicidaire ?*

Il est bien clair que l'Europe est imprégnée de la culture de la mort. La population vieillit. Les gens n'ont plus d'enfants.

J'ai reçu naguère le témoignage émouvant d'une mère de famille : elle a attendu un enfant handicapé et l'a appris dès le deuxième mois de la grossesse. Les médecins ont voulu l'avorter. Elle a refusé. Quand l'enfant est né, il était effectivement anormal. Les médecins ont immédiatement proposé à la maman de « piquer » l'enfant, et cela, de la façon la plus impudente du monde. La mère et le père ont refusé. L'enfant est décédé de mort naturelle quelques jours après la naissance, suite à la malformation très grave dont il était porteur.

Plus que nous ne l'imaginons, nous sommes pénétrés de cette culture de la mort. Je pense que cela s'explique de différentes manières, mais l'explication fondamentale est que nous sommes imprégnés par la philosophie de Hegel (1770-1831), une philosophie de la mort. L'homme est un être raisonnable doté d'intelligence et de liberté. C'est le seul être vivant ayant conscience d'être mortel. L'homme se révolte contre cette « issue fatale » et veut affirmer sa liberté en maîtrisant la mort : la sienne, par le suicide, ou celle d'autrui. Cette maîtrise de la vie et de la mort qu'exercent nos contemporains, à travers l'euthanasie, le suicide, l'avortement, la stérilisation et même la contraception est l'expression d'un *athéisme pratique* qui s'est déjà manifesté dans l'hitlérisme mais qui aujourd'hui se généralise. Cet athéisme pousse à considérer que, devant l'impossibilité de nier la mort, nous pouvons maîtriser celle-ci et faire de la mort donnée, voire imposée, l'expression suprême de notre liberté. C'est vraiment la tentation des anges rebelles, lucifériens. Rejet d'un Dieu d'amour, rejet de toute perspective de résurrection. Dieu est renié, rejeté de ma vie présente et encore plus de ma vie future.

5 *Selon vous, la culture de mort est donc la conséquence du rejet de Dieu?*

En rejetant Dieu, l'homme perd le sens de sa dignité. Sa plus grande dignité n'est-elle pas d'être fils de Dieu, créé à son image (cf. Gen 1, 22) ? Une fois perdue cette dignité, l'homme perd aussi le sens profond de sa vie.

Or, si l'horizon de ma vie est ma mort physique, tout est permis, y compris le cynisme le plus total. Pourquoi alors ne pas chercher à dominer les autres, à réduire les plus petits en esclavage ? La logique qui commande la maîtrise de la vie et de la mort est la même qui commande l'oppression des plus faibles, la violence exercée à leur égard.

Sans Dieu, l'homme devient un loup pour l'homme, car, au lieu d'être frères parce que nous avons le même Père, l'autre est perçu comme un concurrent, un obstacle à mon épanouissement, ou comme un objet que je peux utiliser pour mon plus grand profit ou pour mon plaisir. C'est ainsi que sont justifiés des actes qui portent atteinte à la vie, à l'intégrité et à la dignité de mon prochain : l'avortement parce que le bébé va mettre en péril mon équilibre, les manipulations embryonnaires sans scrupules parce que cela va hypothétiquement servir au bien des générations futures.

6 Le rejet de Dieu n'engendre-t-il pas également la peur des pauvres ?

En effet, les pauvres sont perçus comme une menace. Serons-nous obligés de partager notre bien-être avec eux ? Dans ce cas, y aura-t-il assez pour nous tous ? *N. de l'A.* : tout le battage qui s'est fait autour d'Al Gore et de son Prix Nobel (2007) vise à créer un climat de panique et de peur.

Pour résoudre ce « problème », nous accusons les pauvres d'incontinence et nous voulons leur imposer l'utilisation de préservatifs ou de stérilets. En réalité, nous voulons nous protéger ! Tant que nous penserons comme cela, ce sera l'impasse.

Pour avancer, il faut vivre une véritable conversion. Passer de la méfiance à l'écoute. « Les pauvres sont nos maîtres », disait saint Vincent de Paul. Partout dans le monde, les pauvres ont un sens aigu du respect de la vie, de l'accueil, de la solidarité, de l'hospitalité, du partage. C'est pourquoi il est si important de les écouter.

Au lieu d'une dialectique de maître et d'esclave ou d'une éthique déterminée par l'utilité que les êtres peuvent apporter à la société, Jésus nous invite au nom de Dieu à la fraternité et la solidarité. Cette solidarité, il nous propose de l'exercer en priorité envers les petits et les pauvres. Il s'est identifié à eux : « Ce que vous faites au plus petit d'entre les miens, c'est à moi que vous le faites » (Mt 25, 40). Écouter et servir le pauvre, c'est écouter et servir Jésus et donc Dieu !

Les pauvres sont pour chacun de nous une interpellation parce qu'ils parient sur la vie ! C'est ce que m'écrivait un jour Alfred Sauvy : « Nous, nous nous replions sur nous-mêmes, mais eux parient sur la vie. Et à long terme, ils auront raison »¹. Notre plus grand défi à relever, c'est le défi de

¹ La lettre du célèbre démographe français est reproduite à la page 183 de notre ouvrage *Le crash démographique*, Paris, Éd. Le Sarmant/Fayard, 1999.

respecter la vie ! Accepter que la vie des plus faibles soit soumise à l'arbitraire des plus forts est la racine de tous les totalitarismes. Nous sommes faits pour la vie, la vie de Dieu que Jésus nous a promise et qui, si nous le voulons, commence sur terre : « Je suis venu pour que vous ayez la vie et la vie en abondance » (cf. Jn 10, 10).

Deuxième partie

Protéger la démocratie

Chapitre 7

« Tu ne tueras pas ! »**Entretien avec le Frei Nuno Serras Pereira¹**

- 1 Dans vos livres, il apparaît clairement que vous êtes très sensible aux questions relatives à la liberté, et, inversement, à la question du totalitarisme. Dans vos ouvrages sur l'avortement, vous en arrivez même à dire que se prépare un « empire totalitaire », sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Vous ajoutez que l'émergence de cet empire est masquée par une idéologie qui occulte son véritable objectif. Pourriez-vous commenter et expliquer cette question ?**

Nous vivons à une époque où le totalitarisme soviétique s'est officiellement effondré. Il se trouve cependant que l'idéologie totalitaire soviétique d'inspiration communiste survit aux institutions dans lesquelles ce totalitarisme s'était incarné. Alors que nous avons assisté à l'échec du système soviétique de gouvernement, nous sommes témoins de l'affirmation d'une tendance totalitaire du côté de l'idéologie néo-libérale.

Or quand nous examinons ces deux idéologies –la communiste d'une part, la néo-libérale d'autre part– nous constatons *qu'à première vue* il y a une grande différence entre les deux, qu'il y a presque une opposition entre elles. Cependant, en réalité, il y a une caractéristique commune aux deux idéologies : les deux idéologies exaltent la lutte, exaltent une forme de survivance du plus fort. La lutte des classes, par exemple, dans le système communiste, consacre la victoire du plus fort. Selon Marx, les bourgeois, à une certaine phase de l'histoire, avaient raison parce qu'ils avaient réussi à renverser la noblesse ; mais tout de suite après, on observe que le prolétariat devient de plus en plus fort, et qu'il va à son tour renverser la bourgeoisie. C'est pour ce motif qu'il va « avoir raison » dans l'histoire. Cette idée de la lutte des classes est très centrale dans le système marxiste et dans son incarnation communiste. Cependant quand nous voyons ce qui se passe dans l'idéologie néo-libérale, nous rencontrons la même dynamique, la

¹ Pour l'Agence *Infovitae*, Lisbonne, 4 mai 2002.

dynamique de la concurrence effrénée, de la survivance. Qu'est-ce que le marché ? C'est un champ de bataille où s'opposent les forces les plus diverses, les forces des plus faibles et des plus puissants. Ceux qui survivent, ceux qui ont le droit de survivre dans ce marché, ce sont justement ceux qui ont la capacité de consommer et de produire. Tant pis pour les autres ! Il faut donc observer qu'aujourd'hui se conjuguent le dynamisme de l'idéologie communiste soviétique et le dynamisme de l'idéologie néo-libérale. Ils s'additionnent pour faire émerger une consécration de la violence institutionnalisée.

Et c'est justement ici que la situation du chrétien est cruciale, parce que la dynamique de l'Évangile est exactement le contraire de cela. La dynamique de l'Évangile est une dynamique de défense du plus faible. C'est ce qu'a très bien vu Nietzsche; c'est ce que récusent aussi bien l'idéologie communiste que l'idéologie néo-libérale. Pour ces deux idéologies, la nature est violente et doit consacrer la victoire du plus fort en recourant à une sélection naturelle et/ou artificielle : à travers la lutte des classes, ou à travers la concurrence. Dans tous les cas, il s'agit de consacrer la suprématie des plus forts, alors que pour les chrétiens, et initialement pour le Christ lui-même, ce qui importe, c'est la dignité de tous les êtres humains quelle que soit leur force. Il suffit d'observer les textes qu'on lit le dimanche dans les célébrations liturgiques. Y apparaissent de nombreux récits de guérison. Jésus se fait proche des malades; il se fait proche de ceux que la société rejette, et à leur tour ces gens recherchent le Christ, justement parce qu'ils perçoivent qu'une *ère nouvelle et bonne* est en train de survenir dans l'histoire. Alors que les malades, les handicapés, les pauvres étaient éloignés, expulsés de la société, le Christ s'approche d'eux. C'est le Bon Samaritain qui se fait proche du blessé, qui prend l'initiative de s'approcher d'eux.

Tel est justement le drame de notre temps, que la société rejette ce message du Christ. Parce que, selon la vulgate idéologique dominante, le pauvre, le marginal, le handicapé ne valent rien puisqu'ils sont inutiles dans la société. Nous chrétiens, ce que nous devons faire c'est justement ce que le Christ a fait, c'est-à-dire rendre à ces gens, reconnaître à ces personnes marginalisées, faibles, malades, une dignité égale à la dignité de tous les autres êtres humains. Notre éthique chrétienne, sous ce rapport, est une éthique qui contrarie totalement l'éthique hédoniste, l'éthique utilitariste, discriminatoire, que nous rencontrons aussi bien dans la tradition marxiste que dans la tradition libérale.

2 On dit souvent que le problème le plus grave de l'époque où nous vivons, c'est le problème de l'avortement et de sa légalisation. D'une certaine façon, la légalisation de l'avortement corromprait ou même détruirait la démocratie. Pouvez-vous développer un peu cette question

et montrer pourquoi cette légalisation conduit à un totalitarisme sans précédent dans l'histoire ? Quelle différence y a-t-il entre ce totalitarisme qui se prépare et l'état totalitaire qui a été combattu tout au long du siècle dernier ?

La question de l'avortement apparaît en effet dans la ligne que nous venons de commenter. Il ne s'agit *pas seulement d'une question parmi beaucoup d'autres* dans la réflexion sur l'évolution des mœurs, dans la question de l'évolution des lois. Le cas de l'avortement est réellement paradigmatique ; il est exemplaire ; il est révélateur d'une évolution hautement préoccupante dans la société et dans la façon de penser. Pour étouffer le sentiment persistant de culpabilité qui tarade les avorteurs, on presse l'État de promulguer des lois libéralisant l'avortement. On doit pour cela imputer à l'État le pouvoir divin de dire le bien et le mal. Or quand on étudie un peu l'histoire de la démocratie, on constate que la caractéristique essentielle de la démocratie consiste justement à reconnaître l'égale dignité de tous les êtres humains. C'est la question de *l'universalité* des droits de l'homme. Or quand une société qui se prétend démocratique, décide que l'être humain *nasciturus*, c'est-à-dire l'être humain avant sa naissance, que cet être humain peut être avorté, éliminé, cette société introduit dans le tissu démocratique une exception qui, en réalité, *détruit le principe de l'universalité* des droits de l'homme. A partir d'une telle décision, il y a une catégorie d'êtres humains –en l'occurrence les enfants à naître, les *nascituri*– qui n'ont pas la même dignité que les autres, puisque au lieu de les protéger, on autorise leur élimination.

Mais une société où cela se produit est une société qui *est déjà entrée* dans un processus de totalitarisme parce que cette société s'attribue le droit de définir et de décider qui peut vivre et qui peut être éliminé. On peut parler ici d'une véritable *subversion*, puisque la société politique, qui devrait aider tous les hommes à s'épanouir, fait de tous les hommes des esclaves potentiels ; elle s'arroge le pseudo-droit de condamner à mort un être dont elle sait l'innocence. Or si ce « droit » s'étend au cas de l'enfant non né, il n'y a pas de raison pour que le catalogue des exceptions ne se multiplie, ce qui se constate en effet. Dans plusieurs pays d'Europe occidentale, on pratique déjà l'euthanasie de personnes âgées, et rien n'empêche que plus tard on élimine les moins valides, les déficients de toutes sortes, ainsi que les dissidents politiques...

3 Alors, le droit, au lieu de protéger l'être humain, se pervertit et se met au service du néo-totalitarisme ?

Effectivement. De ce que nous venons d'expliquer, il résulte que notre société est réellement entrée dans une dérive de type totalitaire. Ce qui illustre cette évolution, ce qui concrétise cette dérive, se vérifie dans l'évolution du droit. Le droit est en train de devenir une simple expression du positivisme juridique. Cela signifie que le droit émane simplement de *la voix des plus forts*, de la voix de la majorité. La majorité qui peut imposer sa volonté décide qui est admis à vivre et qui peut être détruit. Une société qui s'arroge un tel droit est réellement une société totalitaire. Ce qui est en train d'être divulgué, c'est un totalitarisme doux, subtil ; c'est un totalitarisme de type nouveau que j'ai parfois appelé un « *ultra-nazisme* », parce que ce totalitarisme consacre l'imbrication du totalitarisme nazi avec le totalitarisme communiste et le totalitarisme néo-libéral. Il potentialise même les effets désastreux de chacun d'entre eux.

4 Vous parlez d'une perversion du droit mais il y a aussi une perversion de la médecine ?

De fait on observe également une perversion de la médecine. Mais avant d'aborder ce point, je voudrais encore insister sur la perversion du droit. Dans la perspective du positivisme juridique qui vient d'être évoqué, il n'y a plus de distinction entre le Droit Naturel et le Droit Positif. Quand on fréquente les grands auteurs qui furent les premiers à réfléchir sur la démocratie européenne, on note, par exemple chez le philosophe Locke, au XVII^e siècle, que l'homme a des droits dans la société de nature ; il a des droits naturels. Et quand ce même être humain entre en société politique, il conserve les droits qu'il avait dans la société de nature. Il s'ensuit que la société civile et la société politique ont comme tâche de protéger ces droits que l'être humain a *déjà* dans la société de nature. Cela signifie qu'à la base de la démocratie occidentale, l'homme est reconnu comme titulaire, comme sujet de droits innés, de droits dont il ne peut pas être privé, et même que ces droits doivent être protégés par des institutions juridiques et politiques. Aujourd'hui, tout cela est mis en question au nom, justement, d'un positivisme juridique qui considère que les droits de l'homme sont simplement le produit d'une espèce de condescendance de la majorité. Cela signifie que la démocratie est en train de péricliter : elle est entrée dans une phase de grande turbulence.

5 La même chose peut-elle être dite à propos de la médecine ?

Le cas de la médecine est analogue. Quand existe une discrimination légale entre les êtres humains, certains médecins s'engouffrent dans ce créneau, par exemple en avortant, en stérilisant, en euthanasiant. Ils pratiquent aussi des formes modernes d'eugénisme : ils favorisent la transmission de la vie chez les êtres supposés plus « utiles », plus « doués ». La médecine va se consacrer également à l'élimination des plus faibles. Une certaine médecine est en train de devenir l'artisan d'une société où la procréation sera dominée par des critères totalement idéologiques : hédonistes, utilitaristes et mercantilistes. Il s'ensuit que dans une telle société, le médecin n'est désormais plus au service des plus faibles, comme c'était le cas depuis l'Antiquité, avec Hippocrate par exemple. Désormais, le médecin va dispenser ses soins selon les intérêts des plus forts, des plus riches ou même, dans certains cas, selon les intérêts de la société et de l'État. Nous ne pouvons pas oublier que durant le siècle dernier, beaucoup de médecins ont soumis des dissidents politiques à des traitements psychiatriques dégradants ou se sont transformés en conseillers en torture. Nous ne pouvons ignorer que des médecins pratiquent aujourd'hui, et à large échelle, avortements, stérilisations et euthanasies. Tout porte à croire qu'en une prochaine étape des médecins offriront leurs services stipendiés à des compagnies d'assurances sans beaucoup de scrupules.

6 Les défenseurs de l'avortement parlent au nom de la protection de la femme ; ils évoquent toujours des cas dramatiques et des situations limites. Cependant, si je vous comprends bien, le problème fondamental de l'avortement ne se trouve pas à ce niveau. Il obéit à des stratégies internationales, en particulier à l'action des contrôleurs démographiques. Nous sommes ici en présence d'une sorte de violence absolue qui s'impose de manière subreptice à la société.

Oui, oui, oui. Il est clair que fondamentalement le problème de l'avortement est très simple : il s'agit de savoir si nous allons rejeter le précepte inscrit dans le cœur de tous les hommes, c'est-à-dire, « Tu ne tueras pas ! ». Lors de son voyage au Mont Sinaï en l'an 2000, Jean-Paul II a rappelé avec vigueur ce précepte. En substance, le pape a dit ceci : si nous ne respectons pas le précepte « Tu ne tueras pas ! », la société humaine devient impossible, la coexistence des hommes devient impraticable, parce que si chacun se réserve ou s'attribue le droit de disposer « librement » des autres, alors la société devient anarchique : c'est la jungle. Or, une société anarchique est nécessairement une société où prévaut la violence des plus

forts ; c'est la société sans autre norme éthique que la violence ; c'est une société barbare.

Nous devons alors constater que les formes antérieures de barbarie peuvent évoluer. Il ne s'agit plus nécessairement de formes évidentes de barbarie telles que nous les avons connues dans l'histoire récente. Aujourd'hui, la dynamique barbare recourt à de nouvelles formes d'expressions, à de nouvelles formes de manifestations. Et c'est justement une de nos responsabilités que d'attirer l'attention sur ces nouvelles formes.

7 *L'avortement est, pour vous, la « violence primordiale ». Vous employez parfois cette expression très forte. Qu'entendez-vous par là ?*

Concernant le cas spécifique de l'avortement, il faut mentionner quelque chose de tout à fait fondamental. L'avortement est un *cas unique* dans la problématique des droits de l'homme, parce que l'avortement, *c'est la mort délibérément infligée à l'être humain le plus innocent*. C'est cela que, très curieusement, beaucoup de nos sociétés sont parvenues à transgresser. Certains esprits « courageux », comblés d'hommage par les médias, ont célébré la transgression du précepte: « Tu ne tueras pas ! ». Certains esprits « intrépides » ont commencé à imposer la mort à l'être humain le plus innocent qui se puisse imaginer. Et ce n'est pas tout : cet être innocent, totalement sans défense, a été accusé d'être responsable de toutes sortes de maux ! Il est le bouc émissaire, et René Girard a écrit à ce propos des pages inoubliables. L'être innocent non né a été accusé d'être le résultat d'une grossesse non désirée ; il a été accusé d'être un obstacle à la prospérité, à la carrière ; il a été accusé de tous les maux de l'humanité ; il a même été accusé d'être un obstacle au développement. *Il est le bouc émissaire de notre société*. Les gouvernants qui, chez eux, légalisent l'homicide des innocents tuent leur propre peuple et attendent à la souveraineté de leur Nation.

Tout cela est profondément scandaleux, et nous montre une fois de plus combien l'humanité est sensible à l'imitation. C'est le désir mimétique, le fameux désir d'imitation. Nous projetons la culpabilité sur un bouc émissaire –en l'occurrence l'enfant non né– et cet enfant innocent est présenté comme coupable d'une situation dans laquelle sa responsabilité est nulle ! On invoque, on accuse cet enfant d'être responsable de la situation en question et par conséquent, on le condamne et on l'élimine. On considère que l'on peut disposer de sa vie, présentée ici comme cause de beaucoup de maux. Voilà ce qu'on peut appeler la « violence primordiale ». Quand une loi autorise le massacre des innocents, quand une loi dans une société « démocratique » autorise cela, nous devons constater que cette société est déjà devenue totalement barbare ; c'est une société dans laquelle tout

devient possible. Cette violence primordiale contre l'enfant non né, c'est la mère de toutes les formes d'insécurité, la mère de toutes les violences.

8 *Confrontés à cette situation, les chrétiens ont un rôle incontournable à exercer. Pour défendre l'humanité de l'homme, ils doivent recourir aux ressources offertes par la raison, puisque les chrétiens n'ont pas le monopole de la défense de la vie humaine. Cependant, ils ont une contribution spécifique à offrir, un témoignage...*

C'est clair ! Dans le cas spécifique des chrétiens, notre devoir est de considérer la situation du Christ lui-même parce que le Christ était innocent, l'innocent absolu, sans tache, l'Agneau de Dieu. Il a été martyrisé. Il a été crucifié, précisément *parce qu'il* était innocent. Son innocence était intolérable aux yeux des pharisiens, aux yeux des scribes, aux yeux de l'establishment de l'époque. L'attention qu'il portait aux plus faibles, aux plus vulnérables était totalement inusitée à l'époque, et même scandaleuse aux yeux de beaucoup, même de ses disciples.

Mais ce que le Christ a fait et ce que nous devons faire aussi, c'est ramer à contre-courant dans une société qui ne veut pas accepter l'innocence de l'innocent, l'innocence primordiale de l'être non né. Cet être crie son innocence par son propre silence ; il n'attend de notre part qu'une seule chose : que nous nous fassions pour lui le Bon Samaritain. Il attend que nous imitions le Christ, qui, dans la parabole, se présente sous les traits du Bon Samaritain (cf. Lc 10, 29-37). Et que fait le Bon Samaritain ? Il ne se réfugie pas dans une discussion casuistique sur la définition du prochain. *Il prend l'attitude pratique* de celui qui s'approche et de celui qui reconnaît dans cet être blessé, ou dans cet être qui est à l'aurore de son existence, dans cet être dont nous pouvons détecter très tôt l'existence individuelle, le Samaritain reconnaît, le chrétien reconnaît un être qui a la même dignité que celle que j'ai moi-même. Comme moi, cet être a reçu de Dieu l'existence. Entre lui et moi, il n'y a pas de fraternité par décret. Il est mon frère justement parce que lui comme moi nous avons reçu l'existence du même Dieu plein de bonté. Cela va évidemment contre l'éthique naturaliste dont nous avons déjà parlé, c'est-à-dire d'une éthique de la force et de la violence. Nous sommes ici en présence *d'une éthique de l'amour et de la tendresse*. Telle est l'éthique du Christ. Ce n'est pas une chose théorique ; c'est une attitude et une mission : « Va, et fais de même ».

9 *Je conclus de ce que vous venez d'exposer qu'il y a non seulement une perversion du droit et de la médecine mais qu'il y en a également de la politique. En ce sens les politiciens ont une responsabilité grave*

lorsqu'ils légifèrent. J'aimerais vous demander s'il n'y a pas une coopération formelle au mal du côté de celui qui accepte ou vote, ou lutte en faveur de lois légalisant l'avortement ?

C'est une chose totalement inadmissible qu'un législateur, qu'il soit chrétien ou non, admette une loi qui d'une certaine manière organise l'avortement, c'est-à-dire l'élimination couarde d'un être humain innocent. Il faut donc attirer l'attention des hommes politiques sur cette question. Vont-ils être pleutres jusqu'à légaliser ce type d'action ou de geste ? C'est une chose naguère inimaginable mais qui aujourd'hui se vérifie malheureusement dans pas mal de pays. Ici ce que nous devons surtout prendre en considération ce n'est pas un problème qui concerne prioritairement l'éthique chrétienne. Il s'agit d'abord d'un problème *d'éthique naturelle* parce que toutes nos grandes sociétés civilisées sont fondées sur la conviction que toute vie humaine doit être respectée. Toute notre société, le droit pénal, mais aussi le droit civil, sont organisés autour du respect de la vie humaine et du respect de l'institution familiale dans laquelle la vie est normalement accueillie et formée.

On voit ainsi la tâche magnifique à laquelle sont appelés les hommes politiques d'aujourd'hui : être les protecteurs de ce capital extraordinaire qu'est la vie humaine. Aujourd'hui, l'homme politique est d'abord celui qui résiste aux pressions ambiantes, au mimétisme dominant, à la violence contagieuse, imposée souvent de l'extérieur par des médias qui banalisent la violence, le divorce, le don de la mort sous toutes ses formes. Pour l'homme politique, la noblesse c'est d'abord d'être le gardien de la valeur fondamentale qu'est la vie humaine.

Sous ce rapport, l'homme politique doit être un peu un contestataire des idées, des tendances actuellement dominantes. S'il n'est qu'une caisse de résonance de ce que hurle la meute, laquelle imite et répercute les cris de guerre lancés contre les plus faibles, alors cela ne vaut pas la peine de s'engager en politique, parce que la masse elle-même peut parfaitement faire ce type de sale boulot. Les représentants du peuple ne sont pas de simples suiveurs du peuple ; ils sont des leaders du peuple. Ils doivent indiquer les chemins sans issue et les chemins pouvant conduire à une société barbare d'un style nouveau.

Tout cela doit être souligné, car la « loi de la majorité » doit être manipulée avec beaucoup de précautions. Déjà en 1931, en Italie, 90 % des professeurs d'université ont appuyé Mussolini. Ceux qui auraient dû être les prophètes, les veilleurs, attirant l'attention sur les dangers qui se profilaient, en sont arrivés à céder à l'imitation de la masse et firent comme tout le monde faisait, c'est-à-dire qu'ils approuvèrent les programmes de Mussolini. La même chose s'est produite également en Allemagne. Cela signifie qu'en soi la majorité n'est pas un critère, et moins encore une garantie de vérité.

Une majorité peut voter une loi perverse. L'histoire contemporaine montre que les chrétiens ne sont pas à l'abri de telles compromissions.

10 *Nous entendons souvent dire que l'avortement est une question de conscience de chacun. Certains politiques argumentent de cette façon...*

Il s'agit là d'un type d'argumentation d'une pauvreté affligeante. S'il en était ainsi, si tel devait être le critère, je pourrais dire aussi : « Je vais voler mon voisin parce que ma conscience m'autorise à voler mon voisin » ; « Je vais empoisonner ma belle-mère parce que ma belle-mère me fait perdre patience ». Ce sont là des critères d'une grande débilité mentale parce que on ne peut pas gouverner une société à partir du refus de principes moraux élémentaires, comme l'est le principe qui prescrit le respect de la vie humaine. De fait, si le respect de la vie humaine et des biens de mon voisin dépend de ma conscience subjective, cela signifie qu'il n'y a plus aucune norme éthique dans la société, et que la loi est simplement le reflet de la volonté des plus forts : c'est à cela que l'on revient toujours. Mais dans ce cas, les plus faibles n'ont aucun avenir, ils n'ont plus d'existence, ils n'ont plus aucun droit.

Nous devons donc savoir quel est le genre de société que nous voulons. Et nous ne pouvons pas avoir une société de solidarité et de liberté pour tous s'il n'y a pas une relation intime entre la loi et la morale. Voilà quelque chose qui est fréquemment nié aujourd'hui. Évidemment, la loi ne résout pas tous les problèmes, d'accord. Mais il y a quelques principes fondamentaux, comme le respect de tous les êtres humains, l'égalité de dignité de tous les êtres humains, qui dans une société civilisée et démocratique doivent être respectés et protégés par la loi.

11 *Y a-t-il des circonstances dans lesquelles un homme politique catholique peut voter une loi « abortiste » ? Aucune, aucune, aucune circonstance ? La vie humaine innocente doit être respectée un point c'est tout ! Il n'y a pas ici matière à discussion ; telle est la position de l'Église et telle est aussi votre position. Cependant, certains invoquent le numéro 73 de l'encyclique Evangelium Vitae du Pape Jean-Paul II, pour affirmer que les catholiques, par exemple les parlementaires, peuvent voter une loi libéralisant l'avortement, ou l'euthanasie, pour contenir l'avortement dans certaines limites.*

Ce numéro 73 d'*Evangelium Vitae* a souvent fait l'objet d'interprétations tordues, de distorsions sophistiques. Souvent ce

paragraphe est présenté comme si le pape donnait son approbation à ce qu'on appelle le « principe du moindre mal ». En d'autres mots, l'homme politique catholique pourrait, par exemple voter une loi autorisant l'avortement, disons, jusqu'à quinze semaines, pour éviter une loi qui autoriserait l'avortement, disons, jusqu'à vingt semaines –ceci pour expliquer simplement le cas. Mais il est évident qu'on ne peut pas préconiser une loi mauvaise, en l'occurrence une loi criminelle, pour éviter une loi plus criminelle encore. D'ailleurs, à y regarder de près, ce n'est pas cela que dit le texte d'*Evangelium Vitae* en son numéro 73. Quand on lit attentivement, et avec bonne foi, ce texte, quelque chose de tout à fait différent apparaît avec beaucoup de clarté. Ce que dit le numéro 73 c'est ceci : s'il existe une loi autorisant, disons l'avortement à vingt semaines, le député, l'homme politique catholique peut lutter pour que le délai de vingt semaines soit réduit, disons, à quinze semaines, justement pour diminuer à travers cette modification de la loi, la portée nocive d'une loi à laquelle il n'a pas collaboré initialement. C'est cela que dit le fameux numéro 73 de l'encyclique, souvent utilisé de manière déshonnête, y compris par des catholiques, et pas seulement par des hommes politiques catholiques.

12 *En dehors de cette circonstance, l'homme politique catholique qui vote, qui défend une loi « abortiste » coopère formellement au mal...*

C'est clair : il donne une couverture légale à l'assassinat, à l'élimination préméditée d'un être humain innocent, ce qui est une chose tout à fait immorale. Dans ces matières nous avons intérêt à être d'une grande clarté. *Cette clarté est libératrice* ; elle nous délivre d'une casuistique qui finit par justifier toutes les nouvelles formes d'oppressions, d'oppressions cachées qui commencent avec des paroles assassines et se poursuivent dans le secret glauque des salles d'opération ou dans d'autres contextes semblables.

13 *Pour terminer je voudrais vous poser une question sur la relation entre la contraception et l'avortement. Il y a des personnes qui affirment que la meilleure forme de prévenir et de combattre l'avortement serait de promouvoir la contraception.*

La contraception et l'avortement... D'abord, voyons ce qui apparaît à partir des statistiques. Dans les pays où la contraception est la plus répandue –en Europe ce sont des pays comme l'Italie, l'Espagne, la France– nous constatons que la divulgation massive de la contraception n'a pas diminué le nombre d'avortements. En France, par exemple, où le

pourcentage des utilisatrices de la contraception est un des plus élevés du monde, nous observons également un des niveaux les plus élevés du nombre d'avortements. Cela, trente ans après la légalisation de l'avortement...

Mais il y a aussi une explication beaucoup plus simple et plus compréhensible du point de vue psychologique. La contraception doit être totalement efficace ; si elle n'est pas efficace, les gens doivent pouvoir recourir à l'avortement. La logique de l'avortement et la logique de la contraception sont deux logiques qui se complètent. Quand échouent les procédés contraceptifs, l'avortement apparaît comme la solution qui s'impose. C'est de la même attitude fondamentale de refus ou de rejet de la vie que procèdent aussi bien la contraception que l'avortement. Cela est confirmé par des études qui mettent justement en lumière que le nombre élevé d'avortements résulte de contraceptions ratées. Entre les deux, il y a une relation que personne ne peut nier et que des études scientifiques ont souvent mise en évidence. Évidemment tout le monde sait que certains désirent occulter cette relation, ou dissocier totalement contraception et avortement, parce que tel est leur intérêt. Mais une analyse sereine de ces deux types de comportements révèle, au contraire la complémentarité presque naturelle entre ces deux manières de procéder.

14 *Il est établi également que beaucoup de ces contraceptifs finissent par être abortifs...*

Oui, oui. Voilà un fait qu'aucune personne sérieuse ne conteste aujourd'hui. Actuellement, la majorité des préparations contraceptives hormonales peuvent présenter des effets abortifs, très précoces, que la femme ne perçoit pas. Selon le moment du cycle, les contraceptifs actuels peuvent empêcher la fécondation ; ils peuvent –en modifiant le mucus cervical– faire obstacle à la rencontre entre le spermatozoïde et l'ovule ; ils peuvent empêcher la nidation et peuvent également provoquer l'expulsion de l'être humain récemment conçu ou récemment implanté. Évidemment, comme le mensonge règne dans de nombreux secteurs, et que le mensonge va souvent main dans la main avec la violence, cette information est très largement occultée. Résultat : beaucoup de femmes avortent de fait sans savoir exactement ce qui leur arrive.

Chapitre 8

**Souveraineté nationale
et protection de la vie****Entretien avec Enriqueta Lemoine¹**

Le P. Michel Schooyans a le rare privilège d'avoir travaillé avec le dernier pape du XX^e siècle, le Pape Jean-Paul II, et avec le premier pape du XXI^e siècle, Benoît XVI, qu'il a connu au Vatican alors qu'il était le Cardinal Joseph Ratzinger. Michel Schooyans a connu le premier de ces Papes en 1981, peu de temps après la publication de son livre *L'avortement, problème politique*. A la demande du Pape, cet ouvrage, écrit en français, a été traduit en espagnol, en anglais, en portugais, en italien, en polonais et en allemand. Dès cette date, Sa Sainteté a invité Michel Schooyans à collaborer avec le Saint-Siège. « Lors d'une des premières réunions avec le Pape Jean-Paul II, le Cardinal Ratzinger était présent, et une relation de confiance filiale s'est immédiatement formée avec ces deux illustres personnalités », raconte Monseigneur. Et sans cacher son admiration et son affection pour Benoît XVI, il ajoute immédiatement : « C'est un prince de l'intelligence, un des meilleurs théologiens du siècle. Quel que soit le problème qu'il touche, il l'aborde toujours avec une originalité toujours en éveil. C'est aussi une personnalité qui enchante, un homme d'une culture prodigieuse, attentif à chaque personne, un Bon Pasteur, et en outre un excellent pianiste ».

Michel Schooyans se définit comme un « agitateur pour la vie ». C'est à ce titre qu'il est venu au Venezuela. Il était invité par la Fondation Alberto Vollmer à donner une série de conférences sur les effets socioéconomiques, politiques et militaires des récents changements démographiques dans le monde. Il a parlé à des hommes d'affaires et à des étudiants dans le cadre de l'Institut d'Études Supérieures d'Administration (IESA), à des étudiants de diverses

¹ *Diario Popular 2001*, Édition dominicale, Caracas, 18 juin 2005.

universités : Monteávila, Católica Andrés Bello, Bolivariana et Central (UVC), aux membres de l'Académie Latino-américaine des Sciences, au Conseil Directif de l'Institut des Études Avancées, à des travailleurs et cadres de Ron Santa Teresa, à des militaires dans le cadre de l'Institut des Hautes Études de Défense Nationale (IAEDEN). Il a été interviewé à la télévision Globovisión par Nitu Pérez. Face à des publics aussi différents, son message a toujours été fondamentalement le même : alerter sur les conséquences économiques, sociales, culturelles et géopolitiques de la baisse des taux de natalité et de la chute des indices de fécondité.

Les positions ici exposées ont été discutées en détail dans le Document de Travail de Michel Schooyans *Efectos económicos, sociales, políticos y militares de los recientes cambios demográficos en el mundo*, Caracas, Fundación Alberto Vollmer, 100 pages, 2005. <www.fundavollmer.com>

1 *Pourquoi insistez-vous tellement sur la chute de la fécondité ?*

La population mondiale est distribuée sur plus de 200 pays. Dans un bon tiers de ces pays, l'indice de fécondité est de 2,1 ou moins ; c'est l'indice minimum pour qu'une population se renouvelle. En outre, cet indice est en baisse partout dans le monde. A terme, cette situation met en péril l'avenir de l'humanité. L'avenir des nations qui affichent un niveau de fécondité nettement en dessous du seuil de 2,1 est en grand danger, comme l'est leur santé économique et leur crédibilité politique.

2 *Pourquoi la fécondité baisse-t-elle ?*

Parce que les couples se marient plus tard ; parce qu'augmente le nombre de divorces ; parce qu'on a banalisé la contraception et le contrôle des naissances ; parce qu'il y a une forte migration de la campagne vers la ville ; parce que maintenant beaucoup de femmes doivent travailler hors foyer pour augmenter les revenus du ménage. Ce ne sont là que quelques causes.

3 *Quelles sont les conséquences les plus importantes de la chute de la fécondité ?*

Le vieillissement de la population. Regardons par exemple l'âge médian en Europe. En 2000, l'âge médian en Europe était de 39 ans ; on prévoit

qu'en 2050 il sera de 54 ans. Une autre conséquence, c'est la dépopulation : l'effectif de la population finit par diminuer. En 1950, les Européens représentaient 22 % de la population mondiale ; en 2000, ils n'en représentaient plus que 12 % ; si la tendance ne s'inverse pas, ils ne représenteront plus que 7 % de la population mondiale en 2050. Autre conséquence encore : le collapsus des caisses de chômage, de sécurité sociale, de mutuelles, de pensions de vieillesse. En outre, les personnes âgées sont de plus en plus perçues comme une charge ; d'où les pressions visant à légaliser l'euthanasie. Une population qui vieillit de façon soutenue est une population qui va disparaître.

4 *Quelle est la situation au Venezuela ?*

Le Venezuela a une population jeune et en croissance. C'est là un signe de santé, pour autant que les familles soient aidées et que soit généralisée une éducation de qualité. En 1958, le pays comptait 5,9 millions d'habitants ; en 2000, il en comptait 23,5 millions. On estime qu'en 2050 la population aura atteint 37,1 millions d'habitants.

5 *Mais alors, où y a-t-il un problème ?*

Le Venezuela n'échappe pas au phénomène de la chute de l'indice de fécondité. Il était de 2,8 en 1996 ; de 2,3 en 2004 et on prévoit qu'il sera de 2,0 en 2050.

6 *A quoi attribue-t-on ce phénomène ?*

A divers facteurs, aussi bien internes qu'externes. L'indice de fécondité chute pour les mêmes raisons que celles qui ont été citées. Cet indice baisse aussi à cause des interférences du Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP), de l'Union Européenne, l'International Planned Parenthood Federation (IPPF), et de nombreux autres organismes.

7 *En quoi consistent ces interférences et ces pressions ?*

Le programme du FNUAP, par exemple, comporte une véritable « révolution culturelle » : une déprogrammation-reprogrammation des mentalités et des valeurs. Derrière ce qu'on appelle des « droits reproductifs », ou encore de ce qu'on appelle « l'idéologie du genre », se

cachent en réalité de « nouveaux droits de l'homme » : droit à l'avortement, à l'euthanasie, à l'eugénésie, à une éducation sexuelle hédoniste pour les adolescents, etc. Tous ces pseudo-droits conduisent à la déconstruction ainsi qu'à la destruction de la famille et à la détérioration du tissu social. Voyez ce qui se passe en Europe...

8 *Comment se matérialisent ces interférences ?*

Le programme du FNUAP pour le contrôle de la population a été élaboré en concertation avec les autorités du Venezuela. Les projets exécutés dans le cadre de ce programme incluent, entre autres, le « Programme d'Éducation en Santé Sexuelle et Reproductive destiné à la Force Armée Nationale », pour promouvoir et éduquer à la « santé sexuelle et reproductive » d'étudiants et d'étudiantes des différentes écoles et instituts de la Force Armée Nationale, ainsi que des soldats. Ces programmes ont donc comme but premier de contrôler le segment de la population nationale qui, par définition, a pour mission de défendre la souveraineté et l'intégrité de la Nation.

9 *Y a-t-il d'autres pressions ? Lesquelles ?*

La forte présence de médecins cubains dans le pays est un autre exemple. Reconnaissons tout de suite certains bons résultats de Cuba en matière de santé, cela malgré le manque de médicaments, malgré le recours à des traitements surannés, malgré les effets de l'embargo des États-Unis. A n'en pas douter, au Venezuela, des médecins cubains peuvent rendre des services dans le domaine de la santé, et cela malgré la formation sommaire de la plupart d'entre eux. Mais il ne faudrait pas que soit implantée au Venezuela une politique de contrôle des naissances comme celle qui est en train de conduire Cuba à une situation démographique désastreuse. De 1968 à nos jours, il y a eu, à Cuba, plus de 6,3 millions d'avortements. La population vieillit, stagne et tend à décroître. Est-ce là un modèle pour le Venezuela ?

10 *Pourquoi ce modèle est-il une menace pour le Venezuela ?*

Si un médecin fait des avortements à Cuba, il n'hésitera pas à en faire aussi au Venezuela ; il y sera encouragé de l'intérieur et de l'extérieur. La question que nous devons nous poser est très simple : un pays souverain comme le Venezuela peut-il admettre que s'installent sur son territoire des

pratiques « médicales » qui ne sont en harmonie ni avec ses intérêts nationaux, ni avec ses valeurs, ni avec sa culture, ni avec sa religion ? Qui seraient les bénéficiaires de campagnes anti-natalistes menées au Venezuela par Cuba ?

11 Pour une société et pour son économie, quel risque y a-t-il si la fécondité baisse systématiquement, avec constance ? Qu'est-ce qui est en danger ?

Quand baissent la natalité et la fécondité, le vieillissement survient inévitablement. La protection de la vie et de la population sont essentiels pour protéger la souveraineté de la nation. C'est là un point rarement mentionné. La plus grande richesse de la Nation, ce ne sont pas les puits de pétrole ; ce n'est pas la bauxite ni le minerai de fer ; ce n'est pas sa capacité de générer de l'énergie hydro-électrique. La plus grande richesse d'un pays moderne c'est son capital humain ; ce sont ses citoyens bien formés moralement, intellectuellement, religieusement ; c'est sa population ; ce sont les gens. L'avenir du Venezuela dépend des personnes, des enfants, de la famille où ils naissent et où ils commencent à se former.

12 Quel est alors votre appel aux autorités ?

Nous devons lancer un appel aux gouvernants pour qu'ils ne répètent pas un modèle qui a échoué socialement, économiquement et humainement. Et je ne me réfère pas seulement au modèle cubain, mais au modèle qui a échoué en Europe de l'Est. Bienvenue au programme qui donne aux gens santé et bien-être ! Bienvenue au médecin, au dentiste, à l'infirmier qui vont dans des quartiers et des villages soigner des gens qui n'ont jamais eu accès à des soins médicaux et dentaires. Mais les Vénézuéliens ne peuvent admettre que des agents extérieurs interfèrent dans la dynamique de la population de leur pays.

13 Que peut-on faire pour éviter une guerre contre la fécondité ?

Il faut sensibiliser l'opinion publique aux risques qu'implique un vieillissement de la population. Ces risques sont particulièrement graves puisqu'ils ne sont rien d'autre qu'une menace pesant sur le pays, sur sa souveraineté, sur son avenir et sur sa prospérité. Cet appel s'adresse aux leaders politiques, aux hommes d'affaires, aux militaires. A tous il faut demander qu'ils fassent cesser la lutte contre la fécondité. Il faut leur

demander aussi de relever des défis : garantir aux enfants éducation et santé ; fortifier la famille, axe fondamental de la société. Grâce à la jeunesse de sa population, à ses ressources, à sa situation, le Venezuela a le potentiel nécessaire pour devenir une locomotive du développement en Amérique Latine et aux Caraïbes.

14 *Quel devrait être l'indice de fécondité adéquat pour que la population ne vieillisse pas ?*

Nous savons déjà que pour qu'une population se renouvelle, chaque femme devrait avoir 2,1 enfants. Toutefois, comme au Venezuela le taux de mortalité infantile est encore –officiellement– de 20 ‰, chaque femme devrait avoir au moins 2,4 enfants. La baisse de la fécondité est un processus lent, qu'on ne remarque pas et qui par conséquent n'impressionne ni l'opinion publique, ni les hommes politiques. Il est donc difficile de remédier aux causes et aux effets de cette baisse sournoise.

15 *Quelle devrait être la politique de l'État pour que la population du Venezuela reste jeune et qu'elle continue à croître ?*

L'importance et l'efficacité de la mère de famille pour la croissance et le développement d'une population ont été largement démontrées par quelques-uns des meilleurs économistes contemporains. D'autres études ont démontré, symétriquement, les effets lamentables qui s'exercent sur les enfants lorsqu'il y a défaillance de la mère et de la famille. Il faut que l'opinion publique reconnaisse qu'opter pour avoir des enfants, c'est une option qui engage la responsabilité des conjoints. Mais cette option n'intéresse pas seulement la sphère privée de l'existence conjugale. Cette option comporte un volet public : en étant parents, les conjoints apportent un grand bénéfice à la société. Ça vaut la peine d'investir dans l'extraction des ressources naturelles ; mais ça vaut encore plus la peine d'investir dans la formation de l'homme.

16 *Que peut et que doit faire l'État pour protéger les mères et les familles ?*

L'État doit reconnaître et honorer l'apport de la mère et des familles au bien commun de la Nation. Il doit organiser et assurer les soins de base en matière de santé ; moderniser et démocratiser le système éducatif ; faire des réformes fiscales pour financer les programmes permettant d'atteindre ces

divers objectifs. Tous les jours, le Venezuela reçoit des revenus énormes qui proviennent de son pétrole. Avant que cette ressource soit épuisée, ces revenus doivent être appliqués prioritairement à la formation de la principale ressource de la Nation : les ressources humaines de celle-ci.

17 Avez-vous abordé la relation entre population et famille lors de la conférence que vous avez donnée à l'Institut de Hautes Études de Défense Nationale (IAEDEN) ?

Bien sûr ! Et les militaires étaient très attentifs. Ils ont immédiatement perçu la relation entre ces deux paramètres. Mon message a été très simple : la guerre contre la population est une autre forme de guerre contre la Nation. Les armes de cette guerre moderne sont, outre le mensonge, l'avortement, la contraception, la stérilisation de masse, l'eugénisme et l'euthanasie. Ceux qui veulent contrôler la croissance démographique du Venezuela sont ceux qui craignent la projection internationale à laquelle peut prétendre la Nation Bolivarienne, si naturellement privilégiée à bien des égards. Il est évident qu'un pays qui a une population dynamique et nombreuse finit par devenir géopolitiquement important. Il suffit de penser aux cas de la Chine, de l'Inde ou du Brésil : ces pays comptent une population nombreuse et sont des puissances mondiales. Par sa dynamique, par sa distribution par âge, par sa répartition territoriale, la population d'une Nation est une des expressions visibles de la souveraineté de cette Nation. La population est une composante décisive de la sécurité d'une Nation. Les militaires n'ont pas eu besoin d'un dessin pour le comprendre !

Chapitre 9

La fonction sociale du médecin**Entretien avec Juliana Matos Brito¹**

A mes amis et étudiants du cours de post graduation en chirurgie de la Faculté de Médecine de l'Université Fédérale du Ceará.

Santé et exclusion sociale, vieillissement et développement durable sont quelques-uns des thèmes qu'explore le Père Michel Schooyans. Celui-ci a séjourné récemment à Fortaleza ; il y a donné plusieurs conférences et a participé à plusieurs débats. Dans l'entrevue que voici, il a donné un relief spécial à une question essentielle : comment la médecine peut-elle contribuer à l'amélioration des conditions de vie de la population indigente ? Paraphrasant un économiste célèbre, Michel Schooyans ne se lasse pas d'affirmer que la grande option pour le Brésil et pour la planète consiste à investir dans le capital humain. Au contraire du capital physique, rappelle-t-il, l'homme est une source inépuisable de créativité et de vie. En outre il n'épargne pas l'ONU, qui, à travers certaines de ses agences, exerce une politique « anti-vie ».

1 *Comment voyez-vous le médecin face au problème du monde globalisé, en particulier face à l'exclusion sociale ?*

Vous touchez là un problème crucial, parce que l'activité du médecin a fort évolué au cours des dernières années. Très souvent le médecin dépend beaucoup du pouvoir public et économique. Il travaille par exemple dans une clinique de l'État ou de la municipalité ; il est alors limité dans les soins qu'il accorde aux patients. Il ne peut demander qu'un nombre restreint d'examens. Évidemment cela rend difficile l'exercice d'une médecine qui soit d'abord favorable au patient. Le médecin a tendance à traiter le patient en

¹ *O Povo*, Fortaleza, 22 janvier 2002.

fonction des intérêts de la société, de la municipalité, ou de compagnies d'assurances, plutôt qu'en fonction des intérêts du patient lui-même. Cela signifie que le médecin participe à un système de discrimination sociale puisqu'il n'a pas la possibilité de traiter tous les patients de la même manière. Il peut mieux soigner les patients les plus riches, tout simplement parce que ceux-ci auront plus de ressources. Les patients plus pauvres, qui eux aussi ont grand besoin de soins, sont l'objet d'une attention moindre parce qu'ils sont pauvres. Il s'ensuit que la médecine risque de participer à un processus d'exclusion sociale. Évidemment, cela constitue un obstacle à une vie démocratique réellement participative. Le médecin doit être très attentif à ces conditions socio-politiques dans lesquelles s'exerce son travail, parce que, à travers ses activités il peut consolider un système de stratification sociale qui finit par marginaliser davantage encore les pauvres de la société.

Nous pouvons comparer la situation de la médecine à la situation que l'on observe dans le monde de *l'éducation*. Les pauvres ont difficilement accès à une éducation de qualité. Il convient donc d'améliorer le système scolaire, afin que tous les garçons et toutes les filles, quelles que soient leur situation familiale, leur origine sociale ou la couleur de leur peau, aient accès à une école de qualité. Cela ne se réalise pas toujours actuellement.

2 Les contraintes économiques liées à la médecine constituent-elles le plus grand obstacle aux soins, aux services publics de santé ?

Exactement. Cela n'arrive pas seulement au Brésil, mais dans tous les pays du monde. En Europe cela arrive peut-être à moindre échelle. Mais dans le cas de l'Afrique cela se vérifie presque partout. Une attention spéciale doit être donnée au cas particulier de l'Europe, où actuellement on discute beaucoup de la question de l'euthanasie. Une des « justifications » avancée par les partisans de l'euthanasie est que celle-ci serait une « nécessité » parce que les patients, par exemple les cancéreux en phase terminale coûtent cher à la société. C'est même durant leur dernière année de vie que les patients coûtent le plus cher à la société. Alors, pour réduire ces dépenses, on tue les patients. Au lieu de soigner, on tue. Ce qui se fait en Hollande et en Belgique, ainsi qu'en plusieurs autres pays. Cela révèle une soumission totale de la médecine au système économique dominant, et une perversion du droit, qui approuve et légalise ces homicides.

3 *Y a-t-il une solution face au manque d'offre de soins médicaux pour les populations les plus pauvres ?*

Avant tout, constatons que beaucoup de médecins sont les premiers à être attentifs à cette situation. En général, ceux qui choisissent la carrière médicale ont comme motivation prioritaire de soigner les patients, la volonté de se mettre au service de la vie, la volonté d'améliorer la santé des patients. Par conséquent, les médecins eux-mêmes doivent être sensibilisés, mais en principe ils le sont déjà au point de départ. Cependant il faut également sensibiliser les pouvoirs publics pour que la médecine ne devienne pas un instrument d'oppression. Cela s'est déjà produit souvent dans l'histoire. Par exemple au temps du communisme stalinien en Union Soviétique, des psychiatres devenaient fréquemment des serviteurs et complices du régime totalitaire. Ils déprogrammaient les dissidents et les reprogrammaient, en les rendant fous, en les *aliénant* délibérément pour qu'ils soient des esclaves dociles du système. Dans d'autres cas, les médecins ont coopéré avec la torture ; ici même au Brésil, il y a eu des cas de médecins qui ont coopéré avec des tortionnaires pour aider ceux-ci à raffiner leurs pratiques criminelles.

4 *La vigilance que vous recommandez aux médecins et aux pouvoirs publics semble aussi concerner les pharmaciens. La responsabilité de ceux-ci serait-elle aussi engagée que celle des médecins ?*

Certainement ! Ce qui vient d'être dit à propos de certains médecins vaut également pour les pharmaciens. Dans l'industrie pharmaceutique, et plus directement encore dans la pratique quotidienne des officines, des pharmaciens et leurs collaborateurs sont de fait les relais des médecins, dont ils exécutent les ordonnances, et des compagnies pharmaceutiques, dont ils commercialisent les produits. Plus fondamentalement encore, c'est parmi eux que se trouvent les principales chevilles ouvrières de la mentalité contraceptive et abortive, et les « fournisseurs de services » correspondant à cette mentalité.

5 *Comment fait-on pour sensibiliser les médecins et les pouvoirs publics ?*

On ne le fait pas seulement à travers des cours, des causeries et des conférences, mais il faut qu'il y ait une espèce de pression permanente qui s'exerce sur le monde médical.

6 Pression de qui ?

Pression, surtout, de la société elle-même. C'est un des rôles fondamentaux des journaux et des médias en général. Il convient qu'il y ait une pression, non seulement sur les médecins, mais aussi sur les hommes politiques, afin qu'ils cessent d'utiliser les médecins pour mener des programmes politiques inacceptables. Ici au Brésil, selon des données publiées par le gouvernement lui-même en 1999, 43 % des femmes qui utilisent une méthode quelconque de contrôle de la natalité ont été stérilisées. Des médecins stérilisent, pratiquent des castrations mutilant définitivement des hommes et surtout des femmes innocentes et pauvres, qui ne savent même pas ce qui est en train de leur arriver. Dans son *Premier Discours au Sénat* (mars 1991), Darcy Ribeiro a dénoncé vigoureusement cette honte nationale. Voilà quelque chose qui mérite un examen de conscience de la part de chacun d'entre nous. On ne résout pas la question de la pauvreté en recourant à des stérilisations. On ne résout pas la question de l'alcoolisme du mari en stérilisant sa femme. La pauvreté se résout par des mesures volontaristes : politiques, économiques, sociales, fiscales, agraires ; elle se résout par une distribution plus équitable des revenus. Un récent rapport de l'Institut Brésilien de Géographie et Statistiques (IBGE) a révélé que le Ceará est l'État du pays qui présente le pire indice de répartition du revenu. Cela signifie un déficit de justice sociale, et ce n'est pas à travers des campagnes de stérilisation que l'on va remédier à cette situation. On ne corrige pas une injustice grave par une autre injustice grave. Or, beaucoup de médecins ont été amenés à faire ces mutilations parce qu'ils sont devenus fonctionnaires de l'État ou employés de compagnies qui préconisent ces opérations. En résumé : il faut avoir bien clairement à l'esprit que le bon exercice de la médecine fait partie d'un processus de démocratisation.

7 Quelle relation tout cela a-t-il avec le concept de développement durable ?

La notion de développement durable est très ambiguë, parce que, selon l'ONU, cette notion signifie que « pour respecter le milieu ambiant », il faudrait définir certains quotas d'hommes admis à exister. On ne pourrait pas dépasser un certain nombre d'habitants sur la terre, parce que celle-ci ne serait pas capable de supporter un nombre plus grand d'habitants. Or ce type de vision malthusienne manque totalement de fondement scientifique. Personne n'est capable de fixer des limites à la créativité humaine ; celle-ci a une capacité d'invention *indéfinie* et *indéfinissable*. Par exemple, en matière

d'énergie, on dit que le pétrole va s'épuiser ; cela est probable. Mais quand ? Observons d'abord que les hommes n'ont pas toujours connu le pétrole ni vécu avec lui ; en second lieu, l'homme est capable de découvrir de nouvelles sources d'énergie. L'autre jour nous nous promenions près de Beach Park et mon ami Mourão m'a conduit voir les éoliennes : c'est là une technologie énergétique nouvelle, bon marché, et qui ne pollue guère. La mise au point de matériaux composites permet d'économiser les réserves de métaux et rend possibles des applications naguère inimaginables.

8 Alors, en raison de sa créativité, l'homme importe plus que les ressources naturelles ?

Paradoxalement, on peut affirmer que les ressources naturelles n'existent pas. Telle était la thèse brillamment démontrée par Julian L. Simon, décédé prématurément. Ce qui transforme une chose en une ressource naturelle et cette ressource en une richesse, c'est l'être humain, et l'être humain bien formé. C'est pour cette raison que beaucoup de gens aujourd'hui considèrent que ce qui est le plus important c'est le *capital humain*. Un des plus grands économistes du monde, Gary Becker, leader de l'École des Économistes de Chicago, a reçu le Prix Nobel d'économie en 1992 en raison de ses études sur le capital humain. Il a démontré diverses choses surprenantes : premièrement le capital humain est la chose qui risque le plus de *manquer* avec le vieillissement généralisé de la population mondiale ; en second lieu le Professeur Becker a démontré mathématiquement que le capital humain se forme primordialement dans la *famille*; en troisième lieu, il a démontré mathématiquement le rôle déterminant de la *mère* de famille dans la formation du capital humain. En résumé, le capital humain est essentiel pour le bien-être de la société. De telles vues ne passent généralement pas dans les documents de l'ONU. Jusqu'aujourd'hui, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) s'obstine à faire tourner son vieux disque griffé qui répète que l'effectif de la population humaine doit être limité, qu'il faut faire des campagnes pour contrôler la transmission de la vie, etc. Ça, c'est le manuel du *soft terrorism*. Notons que, dans le même temps, d'autres disent exactement le contraire, y compris à la Division de la Population de la même ONU.

9 Comment l'ONU se positionne-t-elle face au vieillissement de la population ?

Le discours anti-vie et anti-famille de l'ONU part surtout du FNUAP. Il se fait d'autre part que la Division de la Population de l'ONU, que nous

venons de mentionner, reconnaît que la population du monde vieillit. Ce vieillissement est devenu très préoccupant, et il atteint le Brésil lui-même. La grande cause du vieillissement d'une population est la chute de l'indice de fécondité. Or, en examinant les dernières informations de l'IBGE, on peut constater la chute de l'indice de fécondité ici au Brésil. Il y a dix ans cet indice était de près de trois enfants par femme en âge de fécondité ; aujourd'hui cet indice a chuté à hauteur de 2,4. Or pour qu'une population se renouvelle il faut que chaque femme ait au moins 2,1 enfants. Cependant, en raison du fait que le Brésil a encore une mortalité infantile de plus de 30 %, l'indice de fécondité de 2,4 doit être considéré comme le seuil en dessous duquel le renouvellement de la population du pays ne peut être assuré. Voyez par exemple les cas de São Paulo et de Rio : l'indice de fécondité se trouve nettement sous le seuil de rénovation puisqu'il est de 1,9. Tous les pays d'Europe se trouvent en dessous du seuil de 2,1.

Or comme la population vieillit, tout le monde commence à se plaindre parce que les caisses de secours mutuel, de pension, de chômage, etc. se tarissent, puisque augmentent le nombre et la proportion des inactifs tandis que les actifs, qui alimentent ces caisses, se font moins nombreux. En dehors de cet aspect économique, cette situation peut en arriver à être politiquement désastreuse, parce que la crédibilité politique d'un pays dépend, en partie, du poids démographique du pays en question. Certains se vantent parce que le Brésil « aurait atteint des niveaux démographiques dignes du premier monde ». Pourvu que cette affirmation reste durablement erronée !

10 Quels sont les changements qui devraient être imprimés dans la dynamique de la population ?

Les suggestions que l'on peut faire vont dans la ligne tracée par Gary Becker. Nous devons favoriser le capital humain, c'est-à-dire l'homme, plus précisément favoriser la transmission de la vie et la formation intégrale de l'homme et de la femme. Le plus grand danger, c'est ce que nous avons appelé *l'illusion coloniale*, qui consiste à penser qu'un pays est riche parce qu'il possède des ressources naturelles matérielles, comme les minerais ou le pétrole. Voilà une conception coloniale tout à fait dépassée. Ce qui importe pour le développement d'un pays, c'est la *structure par âge de sa population*. Ce qui importe c'est que la population soit jeune, active et bien préparée. La population du Brésil souffre de l'influence de nombreuses campagnes - extérieures et intérieures- de contrôle de la population. Selon l'IBGE, 70 % des femmes brésiliennes en âge de fécondité utilisent une méthode quelconque de contrôle de la natalité –une donnée stupéfiante. Évidemment

cela finit par avoir des répercussions sur le profil démographique du pays, mais aussi sur sa stature économique et politique.

En dehors de cela, il convient que la population soit bien *scolarisée*. Sous ce rapport, le Brésil se trouve dans une situation assez précaire, parce que la plus grande richesse du pays, ce sont les enfants de la rue. Comment pourraient-ils accéder à l'université ? Prenons un exemple : la majorité des élèves qui entrent dans les facultés de médecine proviennent d'écoles particulières, généralement bonnes, mais très chères. Voilà qui freine la mobilité sociale et maintient un système discriminatoire. Cette machine éducative et discriminatoire, avec les injustices qu'elle engendre, est encore consolidée par le fait que les élèves, issus généralement de familles nanties, réussissent l'examen d'entrée. Ils sont donc favorisés puisqu'ils auront accès à un enseignement universitaire relativement peu coûteux mais de qualité, dispensé dans les facultés fédérales publiques.

11 Pourquoi l'augmentation de l'espérance de vie est-elle bonne pour le Brésil ?

Cette augmentation est bonne parce que c'est là un indice révélateur de l'évolution favorable de la situation générale du pays, et spécialement des progrès notables en matière d'hygiène et de médecine. A la fin des années 40, l'espérance de vie au Brésil atteignait à peine 50 ans ; aujourd'hui elle dépasse nettement les 70 ans. L'espérance de vie à la naissance est un résumé de beaucoup d'autres paramètres. Elle signifie que l'eau est de meilleure qualité, qu'il y a moins de maladies épidémiques, qu'il y a plus de médecins, que les soins médicaux se sont améliorés, qu'il y a plus de médicaments disponibles, que l'alimentation est plus saine...

12 Il n'est donc pas contradictoire de se lamenter sur le vieillissement et, d'autre part, se réjouir de l'augmentation de l'espérance de vie ?

Ce sont deux phénomènes que beaucoup de démographes ne distinguent pas suffisamment, et que l'ONU elle-même a tendance à mélanger, peut-être pour des motifs qui ne sont pas tout à fait innocents. Le grand démographe français, Gérard-François Dumont qui enseigne à la Sorbonne distingue, d'un côté, ce qu'il appelle la *gérontocroissance* et d'un autre côté le *vieillissement*. La gérontocroissance, c'est l'augmentation de l'effectif des personnes âgées en conséquence de l'évolution favorable de l'espérance de vie. Cela signifie que la mortalité recule parmi les personnes âgées. Ce premier phénomène résulte de l'amélioration des conditions générales de vie : alimentation, hygiène, santé, comme déjà indiqué. En

contrepartie le vieillissement résulte d'une remarquable chute de l'effectif de la population jeune, une chute due à une fécondité déclinante qui compromet la rénovation des générations.

Évidemment, dans les deux phénomènes considérés, la responsabilité sociale du médecin est engagée –pour le meilleur ou pour le pire.

Chapitre 10

Bill Gates et la découverte du droit à la vie**Entretien avec José María Navalpotro¹****1 Dans les actions contre la vie menées par des organismes internationaux, qu'est-ce qui est le plus préoccupant ?**

La manipulation du langage. Celui-ci est utilisé pour créer la confusion comme à Babel, en somme pour « babéliser ». Il y a beaucoup d'exemples : on utilise le mot *mariage* pour se référer à toutes sortes de types d'union ; on utilise l'expression *santé reproductive* et on y inclut l'avortement ; on parle de *pluralisme* pour signifier qu'il n'y a pas de vérité... Des organismes de l'ONU, comme le Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP) utilisent ce type de langage pour perturber les personnes peu informées.

2 Vous dénoncez aussi des milliers de stérilisations dans plusieurs pays...

Il suffit de voir les rapports de l'ONU ou de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). Les gouvernements mexicain et brésilien, par exemple, reconnaissent qu'ils ont financé des campagnes de ce genre avec l'aide de ces organismes internationaux. Les rapports officiels indiquent que, parmi les femmes utilisant une méthode de contraception, quelque 40 % ont été stérilisées. Et la majorité d'entre elles ne savent pas ce qu'on leur fait. Notons que ces campagnes durent toujours.

¹ *Mundo Cristiano*, Madrid, numéro spécial, août-septembre 2006.

3 Est-il vrai que Bill Gates considère qu'il faut contrôler les naissances et qu'il encourage de tels programmes ?

En diverses circonstances, Bill Gates a déclaré publiquement qu'une partie importante de son argent était destiné à des campagnes comportant le contrôle de la natalité. Je ne dis pas qu'il est effronté, mais quelqu'un qui a une telle intelligence pratique, s'il se donne la peine de réfléchir, doit finir par découvrir que des organismes qui mutilent des personnes ne peuvent mériter son appui. S'il ne refuse pas son appui pour des raisons morales, qu'il le refuse au moins pour que puisse s'élargir encore le marché de ses produits ! Après tout, chaque enfant évité ou éliminé est un client potentiel perdu. Ça vaudrait la peine que des catholiques s'approchent de Bill Gates et de gens comme lui pour leur faire mieux découvrir le droit à la vie. Il faudrait amener Bill Gates et consorts à donner leur soutien à des campagnes aidant les femmes à accéder à une éducation respectueuse de leur dignité. L'inclination à faire le bien, qui est présente chez des personnalités comme Bill Gates, peut être réorientée de façon à ce qu'elles découvrent le mal qui se fait avec leur appui, et le bien qu'elles peuvent faire.

4 Quand on examine les lois immorales qui sont adoptées dans différents pays, on a l'impression qu'elles présentent toutes un schéma commun. Croyez-vous que ces lois sont inspirées par un même programme ?

Évidemment. Voyez ce qui se passe. D'abord on légalise et on facilite le *divorce*, même si les situations varient selon les cas. Ensuite, on adopte la *contraception* et on la présente comme un « nouveau droit ». En troisième lieu on légalise *l'avortement*, en montant en épingle l'un ou l'autre cas dramatique, de préférence assorti d'un parfum de scandale. En un premier temps, on ouvre des exceptions à la prohibition générale de l'avortement ; ensuite on en arrive à revendiquer l'avortement comme un « droit ». Désormais légalement exigible, l'avortement est financé par l'État.

A la quatrième étape, on légalise *l'euthanasie*. On affaiblit les services de santé et les mutuelles. Il s'ensuit que beaucoup de personnes âgées ont de moins en moins accès à une médecine de qualité. Soumis à une pression sociale croissante, ils se culpabilisent, ils se perçoivent comme une charge pour le reste de la société et finissent par se faire à l'idée d'être euthanasiés. C'est un peu ce qui s'est passé avec les Juifs dans l'Allemagne nazie : ils auraient pu réagir, mais ils ont été soumis à une telle campagne d'humiliation que beaucoup finirent par accepter, pour ainsi dire, d'être éliminés dans les chambres à gaz.

La cinquième étape, c'est *l'élimination* des êtres jugés politiquement dangereux, économiquement inutiles ou physiquement défectueux, avant ou après leur naissance : ce qui nous ramène à la case de départ.

Chapitre 11

L'euthanasie hier et aujourd'hui Binding et Hoche

Entretien avec Agnès Jauréguibère¹

Avocate, Klaudia Schank est Licenciée en Droit et en Relations internationales. Michel Schooyans est bien connu de nos lecteurs. Ils ont répondu aux questions que nous leur avons posées à propos de l'ouvrage dérangeant qu'ils viennent de publier. Il s'agit de *Euthanasie : le dossier Binding & Hoche*, traduction de l'allemand, présentation et analyse de « La libéralisation de la destruction d'une vie qui ne vaut pas d'être vécue », ouvrage publié à Leipzig en 1922. Précédée d'une importante introduction, la traduction française du texte intégral a été publiée à Paris, Éd. du Sarment, en 2002.

1 *Pouvez-vous présenter l'ouvrage que vous publiez ?*

Le livre que nous avons traduit est l'œuvre du juriste Karl Binding et du psychiatre Alfred Hoche. La première édition date de 1920, la deuxième de 1922. Né en 1841 à Francfort-sur-Main, Binding était un éminent professeur de droit pénal. L'œuvre imposante qu'il a laissée après sa mort, survenue en 1920, suscite encore aujourd'hui un grand intérêt. Né en 1865 à Wildenhain, Hoche était médecin et professeur de psychiatrie. Devenu écrivain à la fin de sa vie, il se suicide en 1943. Leur écrit s'inscrit dans la logique de l'évolution des sciences, caractérisée par la conception « scientifique » de l'homme à laquelle cette évolution conduit certains savants. Réduit à sa dimension corporelle, l'homme devient un être unidimensionnel, dépourvu de toute ouverture à la transcendance.

¹ *L'Homme Nouveau*, Paris, 2 juin 2002.

2 Pourquoi un tel livre en Allemagne en 1922 ?

C'est surtout en Allemagne que se développent, à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, différents mouvements scientifiques qui contribuent à l'avènement du national-socialisme. Une des principales origines de ces mouvements se trouve dans la *théorie de l'évolution* exposée dans l'œuvre de Charles Darwin. Appliquée par Darwin aux êtres vivants, l'idée d'évolution est peu à peu appliquée aussi à la société. Celle-ci est comparée à un organisme dont l'homme est réduit à n'être qu'un membre. Dans ce contexte naît l'idée selon laquelle l'homme a une responsabilité personnelle dans l'évolution. Toute démarche allant à l'encontre du principe de la lutte pour la vie et de la sélection des plus aptes conduit inmanquablement à la dégénérescence de l'espèce humaine et par conséquent à celle de la culture allemande.

C'est pour lutter contre cette dégénérescence, et pour la prévenir, que les « hygiénistes » allemands de la race proposaient des mesures visant à l'amélioration du patrimoine héréditaire. Très vite, leurs propositions furent transformées en revendications eugéniques et raciales.

Seuls ceux qui étaient jugés aptes avaient le droit de se reproduire. Influencés par la « science de la race », avec son postulat de la supériorité de la race nordique, ces « hygiénistes » limitaient leur mission à la conservation du peuple allemand et à sa préservation dans toute sa pureté.

3 Pourriez-vous exposer les grandes lignes de l'argumentation développée ?

L'exigence de Binding et Hoche visant à *libéraliser la destruction d'une vie indigne d'être vécue* constitue une prolongation des idées qui viennent d'être rappelées. Eux aussi s'octroyaient le droit de jauger la valeur d'un être humain et de relativiser sa dignité.

Pour Binding, l'homme est le souverain de sa vie. D'où la légitimation morale et juridique du suicide, qui, selon lui, conduit logiquement à la libéralisation de l'euthanasie. Cette libéralisation doit d'abord porter sur « l'euthanasie pure », qui remplace simplement la cause de la mort par une autre cause de la mort, puis sur l'euthanasie des malades incurables qui demandent avec insistance d'être délivrés de leurs souffrances, et enfin sur l'euthanasie des handicapés mentaux. La décision de procéder à la destruction de tels individus, prise par un Comité de Libéralisation, se fonde sur un devoir légal de compassion. L'éventualité d'une décision prise par erreur ne préoccupe guère nos auteurs. Il y a tellement de gens –disent-ils– qui meurent par erreur qu'une personne de plus ou de moins ne pèse pas dans la balance...

Hoche, lui, développe toute une argumentation tendant surtout à justifier médicalement l'homicide des handicapés mentaux. Il met ceux-ci au même rang que les animaux. À ses yeux, les handicapés mentaux ne peuvent donc pas se prévaloir d'un droit subjectif à la vie. Hoche les caractérise sans hésitation « *d'existences-ballast et de coquilles humaines vides* ».

4 Selon vous, une grande partie de l'argumentation des partisans actuels de l'euthanasie figure déjà dans le dossier de 1922. Pourriez-vous donner des exemples ?

Presque tous les arguments invoqués aujourd'hui en faveur de l'euthanasie se trouvent déjà sous une forme ou sous une autre dans l'ouvrage de Binding-Hoche. Un grand nombre de « raisons » invoquées par ces auteurs sont réutilisées aujourd'hui : autonomie, liberté, dignité, guérison, compassion, inutilité économique, poids pour la société, qualité de l'espèce, etc.

5 Pour vous, en donnant une justification juridique et médicale de l'euthanasie, Binding et Hoche ont une part de responsabilité dans l'établissement de la « solution finale » par le Troisième Reich. Les nazis s'y référaient-ils explicitement ?

L'ouvrage a été maintes fois évoqué lors des procès de Nuremberg. Dès les années qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale, le livre était devenu une telle cause de honte qu'il fut frappé de *damnatio memoriae* : il était condamné à l'oubli. Il devint introuvable. Ironie de l'histoire, c'est ce brûlot que certains veulent rallumer aujourd'hui en le mettant en pratique. L'argumentation de Binding et Hoche a eu effectivement un impact considérable sur le cours de l'histoire. La responsabilité directe de ces universitaires dans l'élaboration et la mise en exécution des programmes d'extermination des handicapés, adultes et enfants, ne fait aucun doute. Par là, ils ont ouvert largement la voie à l'Holocauste et à la banalisation du « *don de la mort* » pour motif d'incorrection politique ou de non-conformité biologique. Lors de l'avènement du nazisme au pouvoir se déclenche en Allemagne un débat public sur l'euthanasie. C'est dans la revue *Ethik* que les différents protagonistes prennent la parole. Les partisans de l'euthanasie, dont un théologien appelé Rose, se réfèrent fréquemment à l'œuvre de Binding et Hoche. Hoche lui-même intervient personnellement dans ce débat. Puisqu'il est établi que toute cette discussion était suivie de près par l'Administration de l'État nazi, nous pouvons affirmer sans crainte que les

deux auteurs ont préparé les bureaucrates, les juristes, les médecins, en particulier les psychiatres, non seulement à l'acceptation, mais aussi à l'exécution des meurtres en masse à partir de 1939, et même avant.

6 Et l'euthanasie aujourd'hui ?

Toutes les idées que nous avons évoquées restent au centre du débat sur l'euthanasie. Sans tomber dans un réductionnisme aveugle, posons-nous quelques questions. Quels sont actuellement les dangers qui résulteraient d'une légalisation juridique de l'euthanasie ? Cette légalisation serait-elle totalement exempte de motivations économiques et sociales ? Cette même légalisation ne nous mettrait-elle pas sur une pente glissante ? Ne sommes-nous pas entraînés, malgré nous, vers d'innombrables situations nous poussant à porter un jugement sur la dignité humaine ? N'aboutit-on pas ainsi à créer des catégories d'hommes dont la vie ne bénéficie plus du droit à une protection légale ? Après les débats sur l'euthanasie des vieillards « onéreux », en divers pays, certains envisagent déjà le débat sur l'euthanasie des handicapés profonds.

7 Quel est alors, selon vous, le cœur du problème ?

Nous devons nous poser clairement la question de la définition d'un acte euthanasique. Un médecin qui administre des analgésiques dans le seul but de soulager les douleurs d'un moribond accomplit son devoir de médecin. Quand la maladie est devenue incontrôlable, on ne tue pas ; l'action thérapeutique change d'objet et se concentre sur le soin de la douleur. Le médecin prend certes le risque d'abrèger ainsi la vie, mais ce qu'il veut et ce qu'il fait, c'est choisir la médication adéquate pour soigner la douleur, non celle qui servirait à tuer. Dans ce cas, il n'y a donc pas euthanasie. Si l'intention était de tuer, on ne ferait pas dans le détail : on injecterait une préparation létale. L'euthanasie est une mise à mort intentionnelle, réputée sans souffrance, par des techniques médicales. C'est la *Tötung*, la mise à mort, de Binding-Hoche. Or qui suis-je pour déclarer qu'une vie humaine ne vaut pas la peine d'être vécue et, en conséquence, qu'elle peut être librement détruite ?

Reste à savoir la signification réelle de la compassion. La demande d'euthanasie traduit une profonde détresse, un sentiment d'abandon, et donc l'échec dramatique d'une communication, grâce à laquelle, si elle était réalisée, le malade percevrait que sa dignité continue à être reconnue par d'autres. Ce qui manque sans doute le plus aux moribonds, c'est donc la tendresse : une communication au cœur de laquelle le patient se découvre

aimé. La meilleure façon d'aider quelqu'un à mourir dans la dignité consisterait-elle à lui donner la mort, à le mettre à mort ?

Troisième partie

Visages et masques du terrorisme

Chapitre 12

Éthique médicale et idéologie du genre**Entretien avec Sabine Chevallier¹**

- 1** *À l'heure où « tente de s'organiser le 'nouvel ordre mondial' et où se définit le profil de la société du XXI^e siècle », vous lancez, dans votre dernier livre, L'Évangile face au désordre mondial (Paris, Éd. Fayard, 1997), un cri d'alarme, appelant chrétiens et hommes de bonne volonté à « relever le défi majeur de notre temps : l'oppression de ceux qui, dans notre société, sont les plus faibles et les plus vulnérables... ». Quel est votre constat ?*

Nous sommes en présence d'un projet de reformulation totale d'une éthique, d'une vision du monde fermée sur elle-même, fermée à la transcendance et à la Révélation. Nous sommes dans une histoire qui tourne en rond et n'a plus d'eschatologie, c'est-à-dire qui n'a plus d'espérance. C'est une civilisation du *désespoir* qui essaie de nous distraire et de nous divertir face à l'interrogation que nous adresse la mort. C'est une civilisation profondément et lamentablement triste.

Les *idéologies et les pratiques anti-vie* entraînent une perversion qui s'insinue aux niveaux les plus divers de l'activité humaine. Perversion de la vie politique, du droit, de la vie économique, de la médecine, de la démographie, de l'agronomie... Dans une nation où sont admises, voire légalisées, des pratiques portant atteinte à la vie humaine dans son intégrité, les plus faibles sont exposés, dans tous les secteurs d'activité, au pouvoir discrétionnaire des plus forts. Ils ne peuvent plus compter sur la protection que tout État épris de justice se doit de leur offrir. Le *positivisme juridique*, qu'on trouve dans tout régime totalitaire, consacre cette volonté des plus forts. Dans la vie économique, le mépris de la vie humaine apparaît à la fois comme la condition et la conséquence d'une conception hyper-individualiste du marché. Les improductifs et les insolubles sont écartés, exclus, éliminés.

¹ Pour *Famille Chrétienne* (Paris), n° 1019, 24 juillet 1997.

Le plus grave est toutefois la *perversion de la conscience morale*, au niveau des individus comme des sociétés. Le mal est déclaré bien et perçu subjectivement comme tel. La stérilisation, l'avortement et la mort donnée sont présentés comme bien, comme « droits » et perçus comme tels. Les références morales les plus fondamentales sont ébranlées.

La culture de la mort, dont notre société est hantée, se traduit par une *mentalité conservatrice*. Ayant peur de la mort, les hommes veillent à leur sécurité à tout prix. Ils voient dans les autres des menaces, des rivaux. Plutôt que de partager, ils accumulent.

Enfin, le mépris dont la vie humaine est l'objet est révélateur de ce qu'on appelle les *structures de péché*. Celles-ci ne s'observent pas seulement dans le domaine économique, mais elles se retrouvent et se vérifient dans les domaines les plus divers de l'activité humaine, et dans l'ensemble des rapports sociaux.

2 Il semble que vous faites découler tout le désordre mondial de cette perte du sens de la vie...

On peut « se divertir », c'est-à-dire se distraire, faire mille cabrioles, occulter l'échéance de la mort : celle-ci est une réalité qui fait partie de la vie. « Qui peut donc vivre et ne pas voir la mort ? », dit le Psaume 88. Ne pouvant nier la mort, les hommes essaient de la conjurer en s'en appropriant la maîtrise, qui coïncide avec la maîtrise de la vie. Se donner la mort, c'est affirmer finalement que l'on ne dépend de personne, qu'on ne dépend pas d'un Dieu créateur, ni d'un Dieu qui nous aime ; c'est affirmer qu'on est totalement *maître de sa propre vie*. Alors, pourquoi me priverais-je de maîtriser également la vie et la mort d'autrui ? C'est le plus grand mensonge, la plus grande aliénation, le plus grand rejet *pratique* de Dieu. Ce rejet se traduit dans les comportements actuels : euthanasie, suicide, avortement, conduites hédonistes qui comportent le risque assumé de donner ou de recevoir la mort.

Le point crucial — ce que nous allons dire n'a rien de « politiquement correct » ! — est la *contraception*. La vie est tarie dans ses sources. La transmission de la vie est sans doute l'acte qui associe le plus étroitement l'homme à l'œuvre créatrice de Dieu. L'acte qui, par sa nature même, devrait être voué à la transmission de la vie est délibérément privé de sa fonction procréatrice. Il y a ici un refus, par l'homme, d'accueillir délégation de Dieu pour participer à son œuvre créatrice. Les membres du couple se recroquevillent sur eux-mêmes pour un plaisir individuel maximum, sans risque, sans responsabilité et sans avenir. Ils détruisent une dimension essentielle de leur union : l'ouverture à la vie. L'une des finalités de la cellule conjugale, à savoir la transmission de la vie, est mise en question et cette

mise en question entraîne la mise en question du mariage, de l'institution matrimoniale. Il y a une relation étroite entre contraception et divorce. À partir du moment où je ne trouve plus d'intérêt ou de plaisir dans l'autre, je le rejette. À notre avis, la crise de la famille est née en grande partie de là. L'horizon du couple qui s'installe dans la contraception systématique, c'est la mort des partenaires, puisqu'il y a volonté d'empêcher l'éclosion d'une nouvelle vie. La contraception est une des allées débouchant sur la « culture de la mort ». Tout en découle : la séparation entre la sexualité et l'amour, le mépris de la vie et le plaisir maximum, non seulement dans la vie sexuelle, mais aussi dans le confort, dans la recherche inconsidérée de profit.

3 Votre analyse des raisons qui veulent « justifier » le contrôle de la vie humaine s'appuie sur deux thèmes : la notion de « genre » et le « nouveau paradigme » de la santé. De quoi s'agit-il ?

L'idée de « genre » est issue d'une coalition idéologique dont les fondements sont à la fois socialistes et libéraux. Venant de Feuerbach (1804-1872), on trouve, chez les *socialistes*, l'idée d'« humanité générique » : seul compte le « genre humain » ; l'homme individuel n'en est qu'une manifestation éphémère, vouée à la mort. Mais l'idéologie *libérale*, avec sa conception utilitariste de l'homme, très marquée par le malthusianisme, rejoint cette vision. Elle le fait notamment par sa conception globaliste du marché : à celui-ci doivent être subordonnées la politique et la production des hommes. Dans ce marché global, mondial, l'individu en est réduit à n'être qu'une simple fonction plus ou moins utile au tout.

Intervient aussi dans la « justification » de l'idéologie du genre un apport du *structuralisme*, qui affirme que nous entrons dans une nouvelle culture appelant de nouvelles règles, qu'il revient à l'homme de créer. Cette coalition idéologique du genre a été lancée par l'ONU lors de la Conférence de Pékin en 1995. Selon ces idéologies, le mariage hétérosexuel monogamique appartient à la culture antérieure : de là dérivait la fonction de la maternité, et la famille. Entrant dans cette nouvelle culture, nous devons balayer ces références « périmées ». Désormais, il faut considérer que la règle qui doit prévaloir est l'interchangeabilité des rôles de l'homme et de la femme. Pour que la femme puisse devenir membre à part entière de la société de production, elle doit prendre en main sa propre libération, en se dégageant du « fardeau » de la procréation et de sa condition « aliénante » d'épouse. D'où une révolution sexuelle très profonde : abolition de la maternité et de la famille monogamique, attribution de sens multiples au mot « famille » : « famille » monoparentale masculine ou féminine, « famille » lesbienne, « famille » provenant de manipulations biologiques diverses, etc. ; ensuite : instauration d'innombrables modalités de pratiques sexuelles,

homosexualité masculine ou féminine, etc. Avec le « père » biologique ou non-géniteur, la « mère » biologique ou porteuse, etc., tous les cas de figure sont envisageables.

Il convient de souligner par ailleurs une certaine superposition entre la diffusion de cette coalition idéologique du genre et les *réseaux* de diffusion de la mentalité « New Age ».

4 N'est-ce pas cette coalition idéologique qui se traduit dans ce que l'ONU appelle le « nouveau paradigme » de la santé ?

Oui, et c'est l'objectif principal de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Ce « nouveau modèle de santé » subordonne le droit à la vie et à la santé à des *considérations économiques*. Il met toute la médecine sous le contrôle des lois du marché. Le médecin va devoir traiter les patients en fonction des *critères économiques* d'utilité, de solvabilité, de probabilité de guérison. Soigner les malades atteints de malaria n'est pas une priorité, car ils sont en majorité impécunieux. Un cancéreux non solvable n'est pas « intéressant » ; plutôt que de soigner sa douleur, il vaut mieux l'euthanasier : ça coûte moins cher à la société. Ces projets n'émanent pas de l'imagination fertile de certains romanciers. Non ! Cela se passe aujourd'hui.

Dans ce nouveau paradigme, la priorité des priorités est la « *santé reproductive* », qui signifie en réalité la liberté totale de l'individu en matière de sexualité, de transmission de la vie et d'avortement. D'où l'importance des recherches financées par l'OMS en matière de sexualité humaine. Un rapport sur la reproduction humaine sort tous les deux ans, et répète qu'il est nécessaire de divulguer tous les moyens possibles et imaginables de contrôle de la transmission de la vie pour que — assure-t-on — « les pays pauvres puissent se développer ».

La mise en œuvre de ce projet correspond à l'application d'une nouvelle éthique. C'est ce qui est préoccupant. L'OMS, qui à l'origine devait être une agence de l'ONU au service de la Communauté médicale, et surtout des malades (et qui a d'ailleurs fait et fait encore des choses excellentes), se pose désormais en *magistère moral*. Elle dicte une nouvelle échelle pour classer les maladies à soigner, une nouvelle typologie des malades qui méritent qu'on s'occupe d'eux. Ces nouveaux critères sont définis en fonction de normes venant du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et de la Banque Mondiale.

Il faut dénoncer ce grave abus de pouvoir de l'ONU. Cette assemblée d'États souverains, où l'influence des États-Unis est déterminante, se comporte de plus en plus comme un gouvernement supranational. En face,

nos gouvernements nationaux sont d'une complaisance, d'une connivence ou d'une ignorance troublantes...

5 Face à ce « désordre mondial », votre réponse est celle de l'Évangile...

Le message de l'Église a la simplicité et la radicalité de l'Évangile : c'est un appel au Bonheur. *Le bonheur, c'est d'aimer*. Il n'y a de bonheur que dans l'amour authentique s'étendant à tous les hommes. Il faut rendre aux hommes la joie de vivre et d'aimer. La Bonne Nouvelle de l'Église concernant la vie en société consiste à annoncer que le bonheur est à chercher dans la *solidarité* : entre les contemporains et entre les générations. La solidarité ne pourra jamais fleurir dans une société où des groupes privés s'obstinent à faire triompher leur bien particulier au détriment du bien de la communauté. La solidarité implique aussi que chaque homme puisse faire bénéficier la communauté humaine de toute la richesse de sa personnalité.

L'homme est non seulement capable d'aimer mais aussi de comprendre son existence concrète ainsi que le monde où celle-ci se déroule. La double capacité de connaître la vérité et d'y conformer librement sa conduite fait qu'il émerge du monde créé dans lequel il est pourtant solidement enraciné. Sauf à être aveuglé par la pesanteur de ses instincts, l'homme perçoit avec une grande clarté que son avenir est ouvert, qu'il n'est pas programmé, qu'il est à inventer. L'avenir doit être construit, parce que *l'amour est invention créatrice* et parce que le bonheur lui-même se construit.

Les éthiques utilitaristes et hédonistes, si courtisées dans nos sociétés, tendent au contraire à réduire l'homme à sa dimension purement corporelle, voire animale. C'est pourquoi, plutôt que de faire fond sur les ressources qu'offrent à l'homme sa raison et sa volonté, ces éthiques tablent sur les déterminismes instinctifs et s'emploient à les satisfaire.

Dans les pays du Tiers-Monde, ces éthiques jouent en outre d'autres mécanismes. Ces pays n'ont guère les moyens d'exercer leur souveraineté. Alors ils dépendent des organisations internationales et sont prêts à toutes les concessions, toutes les humiliations pour recevoir des subventions diverses. Une aide qui les asservit, les corrompt, et les stérilise dans tous les sens du mot.

6 Le bonheur... cela paraît trop simple !

Parfois, on a l'impression que les gens ne veulent pas être heureux : il y a comme un refus de la lumière. Ils préfèrent l'esclavage du péché et un usage pervers de la liberté, plutôt que d'accepter la dépendance d'un Dieu créateur. Et comme beaucoup refusent cette dépendance, ils refusent

d'aimer autrui. Parce qu'*aimer suppose toujours une dépendance acceptée*. C'est ce qui a fait le plus souffrir le Christ en Croix : le rejet des hommes, de ceux-là même qui avaient été préparés à le recevoir.

Il y a aussi à la base une erreur anthropologique. Une conception réductrice de la raison ramène cette faculté à la capacité de mesurer, comparer, calculer. Les questions sur l'origine et le sens de la vie deviennent alors sans intérêt. On perd le sens de l'amour lorsqu'on recherche le bonheur en soi-même. Tout ce qui conditionne l'existence humaine est perçu comme grevant l'autonomie de l'homme. On en voit la conséquence dans la vie des couples: l'idée même de fidélité est hypothéquée et, avec elle, le mariage détruit. Au terme de cette anthropologie, l'homme ne se reçoit plus de personne : ni d'autrui, ni de Dieu.

Or, ce qui fait progresser les civilisations, ce ne sont pas d'abord les réalisations matérielles prodigieuses. C'est la prise de conscience de plus en plus nette que *tous les hommes méritent d'être respectés et aimés*. L'aspiration persistante au bonheur est donc la meilleure pierre d'attente sur laquelle on puisse se fonder pour écarter les menaces qui pèsent actuellement sur la vie humaine.

En résumé, l'échec actuel dans la quête du bonheur appelle aujourd'hui une authentique *conversion des personnes et des sociétés*, afin que les hommes retrouvent la joie d'aimer en vérité. Comme Dieu leur en donne la force et comme il nous en a donné l'exemple dans le Cœur du Christ.

7 Mais comment cela peut-il se faire ?

L'acte le plus important que l'on puisse attendre du pouvoir politique, national ou international, c'est qu'il respecte et fasse respecter l'*égale dignité* de tout homme. La *tolérance civile* consiste précisément à reconnaître que cette égalité de dignité s'étend à l'universalité des hommes. Lorsqu'elles ont légalisé l'avortement, les sociétés qui se prétendent démocratiques ont cessé d'être de vraies démocraties. Elles ont introduit dans leur structure intime un principe d'exclusion, de discrimination injustifiable. De ce fait ces sociétés se trouvent déjà engagées sur la pente glissante du totalitarisme. La caractéristique essentielle d'une société démocratique, celle pour laquelle ont lutté et luttent des peuples entiers, c'est la reconnaissance de la même dignité pour tous.

La *règle de la majorité* ne peut pas être valablement invoquée en cette occurrence, car elle n'est qu'une règle fixant un moyen de fonctionnement, et non la juste fin que se propose la société, à savoir la reconnaissance égale de tous. Il ne suffit pas qu'une loi procède d'un large consensus pour qu'une loi soit juste.

Quant à la tolérance mal comprise, elle conduit au relativisme généralisé et finalement au cynisme : elle ruine alors la tolérance civile. On ne peut pas construire une société démocratique sans fondements anthropologiques et moraux sur lesquels il y a un accord au moins implicite. Dès lors que l'État, devenu amoral, cesse d'être promoteur et gardien vigilant des conditions fondamentales rendant possible la convivialité dans la justice, la force devient la seule source de droit. Les droits des plus faibles ne bénéficient plus d'aucune protection.

La tension entre la morale et la loi positive, celle écrite par le législateur, est le principal moteur de l'histoire des sociétés politiques et de l'histoire du droit. Quand on détruit la morale, la loi positive occupe l'espace laissé vide par cette destruction elle-même. Mais lorsqu'on pose en principe que ce qui est juste c'est seulement ce que définit la loi positive, alors cette tension dynamique est éliminée et la loi positive ne tire son autorité que de la force de ceux qui l'imposent. C'est la même chose dans l'ordre économique. Il faut aussi recentrer la médecine au service de la vie. Et ajuster le secteur agro-alimentaire. Des mesures d'assainissement devraient être envisagées dans la distribution de la production agricole mondiale. Il est inadmissible que des pays riches se servent de leurs excédents alimentaires pour peser sur les prix mondiaux et freiner l'intégration des pays pauvres dans un marché international plus équitable.

En outre, le *partage du savoir* est sans doute la nécessité la plus pressante. Plutôt que d'affecter d'énormes moyens financiers et humains à des programmes moralement inadmissibles de contention de la natalité, il faudrait encourager toutes les initiatives privées et publiques portant sur l'*éducation de base*, dans une optique accordée à la dignité de l'homme. Il est scandaleux de voir que l'on finance plus facilement les recherches portant sur la planification démographique que celles portant sur l'éducation, l'hygiène, l'agronomie, l'aménagement du territoire, etc.

Mais c'est dans la *famille* que se joue le rôle le plus décisif pour la société. Malgré des lois iniques, malgré des tentatives visant à séparer ceux que Dieu a unis, malgré un pouvoir usurpé exerçant un contrôle direct ou sournois sur le comportement sexuel des époux, la famille a été et reste le bastion imprenable de la résistance au pouvoir injuste. Aujourd'hui, la résistance aux pouvoirs qui tuent l'amour et prétendent légaliser le mépris de la vie passe par une revitalisation de la famille.

8 *La réponse est entre les mains de ceux qui ont le moins de pouvoir. La lutte est inégale !*

C'est exactement mon sentiment. Et c'est ce qui, paradoxalement, me donne *beaucoup de confiance et d'espérance*. Parce que si l'on devait mesurer

tous ces enjeux à l'échelle de nos forces, nous serions très pauvres et démunis. Cependant, la confrontation que nous avons évoquée est un combat, le combat de Dieu ; nous luttons pour Lui et en son nom. Puisque c'est *son* combat, il va certainement s'en occuper. Je ne sais pas comment, mais il doit s'en occuper : l'Esprit agit et Saint Michel avec lui !

Il faut dire aux gens une chose très simple, à laquelle ils ont peur de croire: *Dieu nous a faits à son image*, et nous a spécialement *donné un cœur à l'image du sien*, un cœur fait pour aimer. Et Dieu a besoin d'un couple, de deux êtres diversifiés, aimants et féconds, pour dire sa richesse créatrice et aimante. C'est à quoi correspondent les deux finalités du mariage.

Puisque la famille est la cellule de base de la société, et qu'elle est par excellence le foyer du bonheur humain, il est urgent que tous les hommes de bonne volonté s'appliquent à la revaloriser. Une société bâtie sur ces foyers d'amour sera une société où il fera bon vivre ensemble et où la joie du couple accueillant la vie retentira sur l'ensemble de la communauté.

Chapitre 13

L'idéologie du « genre » et le retour à l'astrologie

Entretien avec Denis Lensel¹

1 Vous attribuez au théoricien Friedrich Engels la paternité de l'idéologie ultra-féministe du « genre », substitué au sexe naturel. Cependant, vous y voyez aujourd'hui « une réactivation de la lutte des classes » ?

La dialectique de la lutte des classes est une des sources de l'idéologie du « genre », hostile à la famille. Cette idéologie remonte en réalité, non pas tellement à Marx lui-même, mais à Friedrich Engels (1820-1895), qui était un de ses collaborateurs les plus proches. Engels a publié, en 1884, un livre sur *L'origine de la famille, de la propriété et de l'État*, qui réinterprète la lutte des classes. Il considère que le prototype de cette lutte n'est pas la lutte entre le maître et l'esclave ou entre le bourgeois et le prolétaire ; c'est l'oppression de la femme par l'homme. D'après Engels, comme le prolétaire opprimé, la femme asservie doit contester son lieu d'aliénation, qui est la famille. Elle doit s'engager dans une *révolution culturelle* pour se libérer du joug masculin.

Toutefois, l'idéologie ultra-féministe du « genre », telle qu'elle s'est manifestée au grand jour à la Conférence de Pékin sur la femme (septembre 1995), véhicule aussi l'idée que chaque culture produit ses propres règles de conduite. Elle en déduit un projet de bouleversement culturel, qui doit remplacer l'ère chrétienne du Poisson, jugée périmée, par la nouvelle ère du Verseau. C'est ce que prétend aujourd'hui le courant du « Nouvel Âge ». Il s'agit notamment de la distinction entre les rôles de l'homme et de la femme.

L'idéologie du « genre » veut changer la répartition des rôles masculin et féminin en les rendant interchangeables. Elle veut abolir complètement l'importance de la distinction génitale des sexes, et détruire la famille comme

¹ Paru dans *L'Homme nouveau* (Paris), n° 1162, 15 juin 1997.

lieu de l'hétérosexualité et de la mise au monde, puis de l'éducation des enfants.

Par ailleurs, la nouvelle culture que les idéologues du « genre » veulent imposer s'appuie sur un culte sans frein du plaisir individuel, où tous les cas de figure de comportements sexuels doivent être permis, à commencer par l'homosexualité. La destruction de la famille doit ouvrir la voie à une licence morale absolue.

En outre, cette idéologie du genre met en évidence une convergence entre la théorie antifamiliale d'Engels et la philosophie française du structuralisme...

2 Quelle est ici précisément l'influence du structuralisme ?

Le structuralisme contribue fortement à nier la notion de nature humaine, en présentant l'homme comme un simple objet de science, comme une structure, c'est-à-dire comme disait Michel Foucault, « un ensemble d'éléments tels qu'une modification quelconque de l'un d'entre eux entraîne une modification de tous les autres ». L'homme est ainsi situé dans une culture en évolution constante. Il doit modifier ses règles de comportement héritées de structures antérieures, nécessairement archaïques, comme la famille et le rôle maternel de la femme. Ces règles déclarées « archaïques » — la famille, la maternité, etc. — doivent être supprimées par un travail de « déconstruction ». En outre, cette évolution constante doit permettre à l'homme de remonter à ses racines profondes, c'est-à-dire aux formes de vie animale et végétale.

Le structuralisme de Michel Foucault conduit ainsi à récuser le statut privilégié de l'hétérosexualité. Il aboutit dès lors à l'idée de multiples modèles de nouvelles « familles », notamment homosexuelles ou monoparentales.

3 L'ONU aurait-elle adhéré à l'idéologie du genre ?

L'ONU dans son ensemble a adhéré à cette idéologie du genre. Dans l'esprit d'Engels, qui fut leader de la II^e Internationale (1889), l'ONU à travers plusieurs de ses agences a sacralisé cette idéologie et veut l'imposer à l'échelle mondiale. En réalité, ce qu'elle veut lancer, c'est une nouvelle Internationale, ni plus, ni moins. *L'ONU s'érige en magistère laïc*. Elle conteste l'interprétation traditionnelle de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme de 1948, en préconisant, par exemple, l'idée de « famille polymorphe », c'est-à-dire une pluralité indéfinie de modèles familiaux, ou encore l'érosion de la juste souveraineté des nations.

4 En quoi consiste le « nouveau paradigme » de l'Organisation mondiale pour la Santé ?

Il s'agit d'un nouveau modèle de santé qui s'appuie sur une nouvelle typologie des maladies et des soins, basée sur trois critères : la solvabilité des gens ; le caractère invalidant des maladies ; la probabilité de guérison.

Primo, les gens atteints de maladies graves ne pourront être soignés que s'ils sont solvables, c'est-à-dire capables de payer. Ils pourront être soumis à l'euthanasie s'ils ne le sont pas...

Secundo, les maladies invalidantes, à l'impact aggravé dans le Tiers-Monde, seront reléguées au second plan des préoccupations de la médecine dans la mesure où elles prolongent l'existence de gens inutiles sur le marché du travail.

Tertio, en cas d'espérance nulle ou quasi nulle de guérison, on évitera des interventions médicales jugées comme autant de gaspillages. Ici encore réapparaît le spectre de l'euthanasie.

5 La tradition d'Hippocrate serait-elle reniée ?

Cette logique du nouveau modèle de santé renie non seulement la tradition médicale judéo-chrétienne, mais même, plus radicalement encore, la tradition médicale héritée d'Hippocrate (vers 460-377 a. C.). Selon Hippocrate, le seul souci du médecin doit être le malade, indépendamment du fait qu'il soit riche ou pauvre. Aujourd'hui, à l'OMS, émerge un libéralisme outrancier, où toute notion de solidarité est progressivement éliminée.

En outre, le nouveau paradigme de l'OMS met au premier plan notamment la notion de "*santé reproductive*" qui inclut contraception, avortement et stérilisation définitive ou provisoire. Partout, ce sont les impératifs économiques qui comptent désormais, et non plus le malade.

Fondée en 1948, l'OMS patronne aujourd'hui des recherches banalisant l'avortement, comme celles qui ont permis la fabrication de la pilule abortive RU 486. De plus, elle a la jactance de se présenter comme une instance préparant une nouvelle éthique ! De quel droit l'OMS veut-elle exercer ce nouveau magistère moral ?

6 Quel est le rôle du « Nouvel Âge » dans une telle conception de la santé ?

Dans les *Enfants du Verseau*, livre-programme du « Nouvel Âge », Marylin Ferguson présente l'idée d'une nouvelle culture, celle de l'ère du Verseau, censée dépasser l'époque du christianisme. Elle utilise des thèmes hétéroclites, comme la réincarnation, qui dédramatise l'avortement et freine les efforts de développement du Tiers-Monde. Tout cela dans un magma théosophique, une vraie ratatouille philosophico-astrologique.

7 Vous n'hésitez pas à dénoncer la contagion du « Nouvel Âge ». Vous dénoncez même à ce propos « la plus grande menace depuis l'arianisme »...

Oui, car le « Nouvel Âge » s'infiltré de façon insaisissable, en agissant par réseaux, comme une infection qui contaminerait le système lymphatique de l'homme. On peut être influencé par lui sans le savoir. Son mode de propagation est insensible, et le dispense de fonder des Églises, des temples et des ateliers. Avec le pseudo-savoir de sa gnose, il imprègne les mentalités et les agences internationales de l'ONU, comme l'OMS ou le Fonds des Nations Unies pour la Population.

8 À quoi peut-on s'attendre dans le cadre d'une révision radicale de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme de 1948 ?

Il peut y avoir soit une réinterprétation de ce texte, soit un nouveau document, qui pourrait être une Charte globale de la santé, ou bien plus vraisemblablement, une *Charte de la Terre*, évoquée au sommet mondial de Rio en 1992. On peut réécrire l'article 16 du texte de 1948 sur le droit qu'a tout homme de fonder une famille, en introduisant les nouvelles significations de ce terme famille, devenu « polysémique », c'est-à-dire équivoque, depuis septembre 1995 à la Conférence de Pékin sur la Femme.

On veut également instituer un culte de la Terre Mère. L'homme ne serait qu'un élément parmi d'autres dans le monde ambiant. Or, puisque, à en croire la vulgate idéologique de l'ONU, ce sont les pauvres qui polluent le plus, ces mêmes pauvres doivent être contrôlés en nombre et dans leurs activités ; leur développement doit être durable. Manipulée par les minorités du Nord, l'ONU reformule ici un *remake*, une version réchauffée de la doctrine de l'« espace vital ».

Finalement, on risque aussi d'introduire le concept d'une nouvelle « sécurité sociale », qui serait la sécurité de la société. Il ne s'agit plus ici de

la sécurité qu'une société solidaire devrait offrir à ses membres, mais de la nécessité, pour les membres, de se sacrifier pour la santé du corps social. On est ici tout près de la notion de pureté de la race. On reprendrait ainsi l'idée d'une médecine du corps social, qui permettrait l'euthanasie, l'élimination des malades jugés trop gênants. La relation de confiance du patient à son médecin serait détruite, et vite remplacée par un réflexe de méfiance et de peur, face à un corps médical transformé en agent d'une société eugénique impitoyable.

Chapitre 14

Le visage humain du terrorisme**Entretien avec Antonio Gaspari¹**

Dans cet entretien, Michel Schooyans tente de répondre à nos questions, en analysant les racines du désir de mort, étudiées notamment dans son ouvrage *Le terrorisme à visage humain*, écrit avec la collaboration d'Anne-Marie Libert et publié à Paris en 2006 aux Éditions François-Xavier de Guibert.

1 *Adoption d'enfants par des couples 'gay', euthanasie même pour les enfants, libéralisation de l'avortement, même au Portugal... Qu'est-ce qui est en train d'arriver en Europe ? D'où dérive ce désir de mort et qui le promeut ?*

Plutôt que la vie, l'Europe semble avoir choisi la mort. De fait, partout en Europe le nombre des naissances peine à compenser le nombre de décès ; la population vieillit ; la population active est en train de baisser. Chaque année, la population d'une vingtaine de pays diminue. Rien qu'en 2005, la Russie a perdu près de 800.000 habitants et l'Allemagne 140.000. L'Italie, la Pologne, l'Espagne sont sur la même pente. Jean-Paul II constatait déjà le « suicide démographique » de l'Europe, résumé dans deux données : vers 1914 elle comptait 25 % de la population mondiale ; elle en comportera 7 % en 2050.

2 *Comment s'exprime cette fascination de la mort ?*

A des dizaines de reprises, Jean-Paul II a dénoncé la « culture de la mort ». Cette « culture » est aujourd'hui très affirmée en Europe, où elle est *le signe d'un déclin de l'espérance*. La stérilisation féminine et masculine y est

¹ Pour l'agence *Zenit*, Rome, 17 et 18 avril 2007.

devenue pratique courante. Dans plusieurs pays d'Europe, il y a autant d'avortements que de naissances. Selon le *Population Reference Bureau* (Washington), plus de 70 % des femmes européennes concernées ont recours à la contraception. Les pays européens, où l'encyclique *Humanae vitae* a été largement contestée, figurent parmi ceux où la vie est le plus boudée. Que dire des effets cancérigènes de préparations contraceptives, effets reconnus par l'OMS elle-même ? Que dire des effets éventuellement abortifs de certaines de ces préparations chimiques ? Que dire enfin du risque de mort assumé en connaissance de cause par des patients exposés à des maladies sexuellement transmissibles ?

3 Dans votre ouvrage *Le terrorisme à visage humain*, ainsi que dans d'autres écrits, vous revenez souvent sur les racines de ce désir de mort. Vous signalez l'influence d'une pulsion de mort dans les idéologies contemporaines, surtout dans le communisme, le fascisme, le nazisme, mais aussi dans le libéralisme contemporain...

Il est bien connu que les *idéologies totalitaires* du XX^e siècle survivent aux régimes qu'elles ont inspirés. Ces idéologies ont en commun le rejet de toute référence morale. Il faut être prêt à mourir, ou à donner la mort, si la discipline du Parti, la pureté de la Race ou l'État l'exigent. Ces idéologies, qui ont fleuri à l'enseigne du communisme, du nazisme et du fascisme, sont toujours très vivaces et, en plus, elles sont actuellement confortées par l'onde de choc de *l'idéologie néo-libérale*. Celle-ci trouve ses racines dans le courant « illuministe », qui remonte au XVII^e siècle. L'idéologie néo-libérale retient deux thèmes de cet Illuminisme. D'abord, *l'individualisme* : ce qui compte, c'est l'autonomie, la liberté totale de l'individu. Si cet individu en a la force, il peut utiliser les autres, les exploiter, en tirer profit ou plaisir, les éliminer s'ils sont inutiles. L'homme n'est plus un être sociable ; il est ennemi de l'homme, maître de la vie. Ensuite le *libre-examinisme* : ce qui compte, c'est la raison individuelle ; la vérité est relative aux individus et ceux-ci définissent leur morale en fonction de leurs intérêts et de leurs plaisirs individuels. La raison sert à calculer les plaisirs. La religion doit être combattue, comme doivent l'être tous les *préjugés*.

L'Illuminisme est la source des courants actuels qui contestent toute norme, toute règle morale, et *a fortiori* toute religion qui renforcerait les prescriptions d'une morale naturelle. Cet individualisme et ce libre-examinisme sont aujourd'hui les principaux responsables de la banalisation du don de la mort, par exemple dans l'avortement et l'euthanasie, mais aussi dans la contraception. Certains, dont Hegel, vont même encore plus loin : ils préconisent le suicide non seulement comme un droit mais comme l'affirmation suprême de la liberté individuelle. La logique de ces deux

thèmes –individualisme et libre-examinisme– porte inévitablement à l'élimination de toute morale et de toute religion ; elle conduit au subjectivisme et à l'agnosticisme face à toute affirmation concernant la vie, au relativisme face à la question des valeurs, au nihilisme face au sens ultime de l'existence et de la mort.

4 *Le courant écologique ne pourrait-il pas contrebalancer l'influence de ces idéologies ?*

Il faut voir de quelle écologie on parle, car il y a une écologie douce, non seulement bonne mais nécessaire, et une écologie radicale. Cette dernière trouve son expression contemporaine la plus affirmée dans la *Charte de la Terre*, document patronné par l'ONU. L'idéologie dont s'inspire cette charte reprend des thèmes proches de ceux divulgués il y a cinquante ans par Julian Huxley, premier directeur de l'UNESCO : l'homme est « prédateur » ; il est le « cancer de la planète ». Il est le produit d'une évolution purement matérielle et ne peut revendiquer aucune supériorité de dignité par rapport aux autres êtres qui peuplent le monde ambiant. Pour l'éthologue matérialiste contemporain Peter Singer, mieux vaut un chien bien portant plutôt qu'un enfant malade. Aujourd'hui, ces idées sont reprises non seulement dans la *Charte de la Terre*, mais par des anthropologues comme Claude Lévi-Strauss. Selon cette idéologie écologiste, à forte connotation *New Age*, l'homme, à sa mort, devra retourner définitivement à la terre d'où il est issu. La mort définitive, sans place à l'espérance, aura toujours le dernier mot.

5 *Face aux Nonces d'Amérique latine, le Pape Benoît a fait référence à la pression de lobbies qui pourraient peser négativement sur les processus législatifs. Y a-t-il des groupes de pression, des lobbies promouvant la culture de la mort ?*

Pour répondre à cette question, il faut d'abord clarifier les termes. Les partisans du laïcisme entretiennent soigneusement la confusion entre *laïcisme* et *laïcité*. Par le mot *laïcité*, on entend, au moins depuis Renan, la séparation de l'Église et de l'État, du pouvoir temporel et du pouvoir spirituel. En principe, la laïcité ne soulève pas de problème majeur dans nos sociétés. Quant au *laïcisme*, c'est une *doctrine* se réclamant explicitement de la tradition illuministe. Cette doctrine s'est toutefois laissé imprégner par ses satellites idéologiques, notamment fasciste et écologiste. Cette doctrine entend justifier l'élimination de toute croyance, chrétienne ou autre. Le laïcisme est en outre un faisceau de *mouvements d'action* qui militent pour

faire triompher ce rationalisme anti-religieux. Certaines républiques européennes se sont attribuées un rôle messianique dans la divulgation universelle du laïcisme. C'est le cas de la France et de l'Espagne, qui tentent d'exporter leur laïcisme, la France vers l'Europe, l'Espagne vers l'Amérique latine.

Dans la mesure où elle trouve ses points d'ancrage dans le *rationalisme* et le *libre-examinisme*, cette doctrine et ces mouvements laïcistes se trouvent être au service de la culture de la mort. Outre des agences de l'ONU, comme le puissant FNUAP (Fonds des Nations Unies pour la Population), d'innombrables ONG, dont la redoutable *International Planned Parenthood Federation (IPPF)*, s'emploient à agresser la religion et à divulguer des pratiques visant à contrôler la vie. Mentionnons deux autres exemples de mouvements divulguant la doctrine du laïcisme. Le premier, sorte d'internationale clandestine, c'est la *franc-maçonnerie*, qui bénéficie d'un tabou qu'il faudrait briser. D'innombrables publications, parfois signées par des maçons eux-mêmes, déclarent ouvertement le rôle des loges dans la fabrication de lois « bioéthiques » précarisant le droit à la vie. De l'avis même de certains de ses membres, cette organisation a participé, et continue de participer, à des campagnes visant à priver de protection légale efficace l'enfant non-né, le malade incurable ou dépressif ; seuls sont légalement protégés les personnels qui procèdent à l'avortement et à l'euthanasie. Le second, ce sont les innombrables lobbies qui financent et tentent de donner une couverture légale au commerce de la mort. Mention spéciale doit être faite ici de l'ONG *Catholics for a Free Choice*, vaste escroquerie intellectuelle, qui abuse de la crédulité de nombreux chrétiens en leur faisant gober qu'elle est au service de la vie, alors que son seul objectif c'est d'amener les « innocents utiles » à faire le choix de la mort.

6 Dans votre dernier livre, vous dénoncez une nouvelle forme de terrorisme, le terrorisme en col blanc et en blouse blanche. En quoi ce nouveau terrorisme favorise-t-il la culture de la mort ?

A la différence du terrorisme classique, le nouveau terrorisme est d'autant plus efficace qu'il est discret. Il recourt à une panoplie où se côtoient les sciences biomédicales, la démographie, le droit, les techniques de communication. Ce terrorisme bénéficie de l'appui logistique et financier de quelques-unes des plus importantes organisations internationales. Ce terrorisme nouveau s'en prend d'abord à l'intégrité intellectuelle et morale des personnes. Il *paraît* avoir un visage humain ; il *semble* honorer la vérité ; il *donne l'impression* de flatter la liberté, alors qu'en réalité il essaye d'entraîner les hommes dans la culture de la mort. Le sens naturel des mots est détourné, retourné, pour habiller des entreprises homicides. Il n'y a plus

de critère pour distinguer le vrai du faux ni le bien du mal. La justice est le produit d'un marchandage puis d'un consensus. Il s'ensuit que le droit, par exemple, doit être sauvé de l'indignité où il est tombé lorsqu'il est instrumentalisé pour justifier n'importe quoi.

7 *Ce terrorisme à visage humain est, soulignez-vous, un phénomène tout à fait nouveau. Mais que dire de la propagande et du lavage des cerveaux dans les grands systèmes totalitaires contemporains...*

Effectivement, de tout temps les hommes ont eu tendance à accepter volontairement leur servitude. Ce mécanisme psychologique est exploité jusqu'aujourd'hui, avec des techniques raffinées. La nouveauté dramatique, c'est l'organisation, à l'échelle mondiale, d'un *front commun contre la vie et contre la famille*, qui en est le berceau. Un front commun où travaillent en synergie des juristes, des hommes politiques, des médecins, des économistes, des éthiciens, des philosophes, dont on attendrait plutôt que tous protègent la vie sans ambiguïté. En fait nous sommes en présence d'une *nouvelle révolution culturelle*, de portée mondiale, totalement fermée à la transcendance et dominée par l'utopie d'une société interdite d'espérance.

8 *L'Église semble bien seule dans cette défense de la vie. Par leurs responsabilités dans la société, beaucoup de chrétiens sont confrontés à la question de l'objection de conscience. Dans plusieurs pays, apparaissent des signes avant-coureurs de persécution...*

Nous faisons le même constat. Et Jésus, le premier, a été confronté à l'hostilité de ceux qui estimaient que le salut procédait de leurs œuvres et non d'un don gratuit de Dieu. Jésus a été confronté à l'alliance diabolique du mensonge et de la violence. Sa passion commence dès les tentations où il est confronté à l'Adversaire. Il est vrai qu'à vue humaine, l'Église est aujourd'hui bien seule dans la lutte contre la culture de la mort. Effectivement nous nous trouvons dans une guerre d'un type nouveau, une *guerre essentiellement religieuse*. Le terrorisme à visage humain s'attaque à l'être humain parce que celui-ci est image de Dieu. Ne pouvant atteindre Dieu, les forces du mal se sont déchaînées contre la créature qui, par sa raison et sa volonté, reflète quelque chose du divin visage. Face à ceux qui refusent de reconnaître qu'ils sont finis, et d'accueillir l'invitation à devenir enfants de Dieu pour toujours, les chrétiens doivent offrir au monde le message de tendresse, qui ravivera la capacité d'aimer somnolant dans les cœurs les plus endurcis.

9 *Nombreux sont les obstacles que rencontre aujourd'hui l'Église pour réaliser sa mission dans un monde moralement déboussolé...*

Effectivement, dans son action, l'Église est confrontée à des obstacles dont la liste serait longue. Bornons-nous à mentionner ici deux écueils que les chrétiens doivent éviter. Le premier, insidieux, c'est la *privatisation* de la religion : la religion devrait être confinée dans les strictes limites de la sphère privée. Préconisée par le laïcisme, la privatisation de la religion vise à neutraliser l'action des chrétiens au plan social et à démobiliser ceux-ci. Le second écueil, c'est la *récupération*, le fait, pour les chrétiens, de *se laisser neutraliser* ou même acheter. C'est ce qui se passe avec des chrétiens qui acceptent imprudemment des invitations à des réunions maçonniques. Tenu à s'engager à ne pas révéler le nom de personnalités présentes à la réunion, le visiteur chrétien a vendu une part significative de sa liberté. Il est devenu complice de la restriction mentale qui pousse le maçon à occulter une dimension essentielle de son identité : l'appartenance à la loge. Au terme de ce processus, il sera bien difficile au visiteur de critiquer publiquement, par exemple, tel projet moralement inadmissible provenant des « frères » qui l'ont accueilli.

10 *Un chapitre de votre livre est intitulé Quelle anthropologie ? Quelle morale ? Pourriez-vous expliquer le but de ce chapitre ?*

Le terrorisme à visage humain ne peut s'installer que dans une société qui considère l'homme comme un simple individu. Nous avons signalé tout à l'heure les racines illuministes de cette conception individualiste de l'homme. Or nous ne sommes pas toujours assez attentifs à la persistance de cette vision strictement individualiste de l'homme. Dans la mesure où cette vision prédomine, la famille est tôt ou tard mise en question. La famille suppose en effet une vision personnaliste de l'homme, c'est-à-dire une vision au terme de laquelle l'homme est un être de relation, un être sociable, un être capable d'aimer et d'aider autrui à s'épanouir, un être qui a besoin d'autrui pour s'épanouir lui-même, un être qui dans la relation conjugale est disposé à donner la vie. Or quand domine la vision individualiste de l'homme, l'individu incline à dissocier fin unitive et fin procréative dans la sexualité humaine ; le plaisir est un bien, l'enfant est un risque. Quand domine cette même vision, *la sexualité est dissociée de l'amour*, elle est une fonction physiologique réduite à servir l'hédonisme individuel. Cet individualisme trouve son point d'aboutissement dans l'idéologie du « genre », selon laquelle les individus choisissent leur genre, quelles que soient par ailleurs leurs caractéristiques génitales. Les programmes de « santé reproductive »

divulgués par diverses agences onusiennes sont au service de ce choix idéologique. Dès lors, des mots comme mariage, famille, maternité, mère, paternité, père, etc. n'ont plus de pertinence et disparaissent du vocabulaire. La magie du langage truqué aidant, l'idéologie du « genre » rêve ainsi de reconstruire un monde strictement utopique. Il y a des « négationnistes » qui nient la réalité de l'Holocauste. Il y a aussi des « négationnistes » aveugles face aux réalités naturelles les plus évidentes.

Chapitre 15

La terreur douce**Entretien avec Maryvonne Gasse¹**

Non pas un événement, mais un effondrement éthique et démographique par secousses sismiques à peine perceptibles. Michel Schooyans alerte les consciences. Une bombe !

1 *En comparant le terrorisme guerrier avec le bioterrorisme, ne faites-vous pas un peu de terrorisme intellectuel ?*

Voyez les chiffres du Fond des Nations Unies pour la Population (FNUAP, 2004) : 45 millions d'avortements par an ; quelque 70.000 femmes en meurent. La plupart de ces avortements sont opérés sur des femmes très jeunes. Actuellement 39,5 millions de personnes sont infectées par le sida ; on estime à 2,9 millions le nombre de nouveaux cas en 2006. Est surtout concernée la population de 15 à 49 ans. Sans parler de la baisse de la fécondité, du vieillissement et parfois de la dépopulation. Des phénomènes qui affectent d'abord l'Europe occidentale, mais aussi les pays de l'hémisphère Sud. Et que dire de l'euthanasie ? *Ce sont les droits fondamentaux et l'équilibre démographique du monde qui sont menacés !* Aujourd'hui, même à l'ONU, existent de vives discussions sur ces questions. Joseph Chamie, par exemple, l'ancien Directeur de la Division de la Population, attire l'attention sur la chute généralisée de la fécondité dans le monde. Le terrorisme intellectuel, si bien analysé par Jean Sévilla, commence là où de telles données ne sont pas prises en compte, sont occultées, voire niées.

¹ Pour *Famille Chrétienne*, Paris, 15 décembre 2006.

2 Comment un tel séisme démographique n'a-t-il pas été prévu ?

Il y a eu une longue occultation de phénomènes démographiques connus depuis longtemps par les meilleurs spécialistes de la science de la population. Dans cette occultation, *l'idéologie malthusienne* a joué un rôle important. Si les pauvres transmettent la vie, les richesses du monde vont, dit-on, se répartir en fractions de plus en plus petites et conduire à une pénurie généralisée ; donc il faut contenir leur croissance démographique. C'est le cœur de l'idéologie malthusienne martelée depuis la fin de la II^e guerre mondiale. L'idéologie malthusienne méconnaît l'importance du *capital humain*, c'est-à-dire le fait que l'homme soit capable de créer des richesses. Démentie depuis ses origines, cette idéologie est toujours rabâchée. L'Inde qui, vers 1960, comptait 250 millions d'habitants, dont une majorité d'affamés, alimente aujourd'hui un milliard d'habitants et exporte des céréales.

3 Quand ce terrorisme a-t-il commencé ?

Lors de son procès, un haut magistrat qui avait été responsable de la terreur nazie se demandait précisément quand ce terrorisme avait commencé. A quoi le juge chargé du procès de ce magistrat répondit : « Ce terrorisme a commencé le jour où, pour plaire, ou cédant à la pression, vous avez condamné à mort un être dont vous saviez qu'il était innocent ».

4 D'où vient cet immobilisme ? L'intérêt financier du marché pharmaceutique ?

Aujourd'hui, on crée des embryons pour le plaisir, on les supprime pour le confort. Le marché potentiel de la contraception coïncide avec le nombre de femmes en âge de procréation (entre 15 et 49 ans). Selon le Population Reference Bureau (PRB, Washington, 2006), environ 70 % des femmes européennes concernées ont recours à la contraception. La contraception chimique est généralisée et banalisée partout. L'argument soi-disant *savant*, déjà mentionné, est malthusien : la menace d'une pénurie alimentaire généralisée. Mais l'autre argument est *hédoniste* : le droit au plaisir, à la consommation sexuelle sans risque ! Les féministes utilisent l'un ou l'autre argument, selon les convenances médiatiques ou le contexte géopolitique. Dans ce dernier cas, on prétend résoudre un problème social avec des produits chimiques.

5 **S'agit-il vraiment de contraception ?**

La pilule peut produire trois effets au moins: en bloquant l'ovulation, elle prévient la fécondation ; en agissant sur la glaire cervicale, elle barre le cheminement des spermatozoïdes ; en cas de fécondation, elle empêche la nidation, dans l'utérus, de l'individu humain le plus ténu. Cela signifie qu'il y a ici avortement précoce. Cependant, depuis plus de cinquante ans, on joue sur les mots ; on les trafique ; *on trompe les femmes avec un langage truqué*. Les magiciens du diable occupent l'avant-scène. On martèle un raisonnement mystificateur, une pétition de principe, disant: « Il n'y a pas d'avortement avant la nidation. Or la pilule contraceptive agit avant la nidation ; donc elle n'est pas abortive ». On suppose acquis ce qui devrait être démontré. On restreint la signification du *concept* « avortement » pour pouvoir « établir » le *fait* que la pilule contraceptive n'est pas abortive. Pourtant, dès les années cinquante, les chercheurs qui ont mis au point cette pilule ont eux-mêmes informé à propos de son action sur l'embryon et de ses effets nocifs pour la femme. D'ailleurs, sur les prospectus actuels figurent des mises en garde, souvent euphémiques, et en caractères à peine lisibles. Non pas que les laboratoires se soucient fort de morale, mais ils veulent éviter des procès. Une femme sur dix risquerait un cancer suite à l'usage durable de la pilule. Dans l'Union Européenne, les vaches sont mieux protégées que les femmes contre le bombardement hormonal.

6 **Pourquoi le Concile Vatican II ne l'a-t-il pas dit ouvertement ?**

Les experts convoqués par Paul VI pour préparer *Humanae vitae* (1968) *ont passé ces études sous silence*, soit par incompetence, soit par mauvaise foi. Et il est étrange que ça continue ! Heureusement, et à l'évidence, l'Esprit-Saint est intervenu. Malgré cette désinformation, le pape a prononcé une juste déclaration doctrinale, mais celle-ci aurait pu être encore plus percutante si les experts avaient fait convenablement leur boulot. A cela s'ajoute qu'avant 1968 plusieurs moralistes catholiques ont fait campagne pour la contraception, en essayant d'amener Paul VI à réviser l'enseignement de Pie XI dans l'encyclique *Casti connubii* (1930). La pression de ces conseillers concernait trois objectifs : une éthique du plaisir ; le contrôle démographique des pays pauvres ; la révisibilité d'un enseignement pontifical. Problème *moral et ecclésiologique*, donc, et risque de mettre en conflit l'enseignement de deux papes.

7 Mais parlant de la pilule, personne n'évoque le risque d'avortement ?

Il y a à ce sujet un problème de vocabulaire et de raisonnement, comme nous l'avons déjà vu à propos de la nidation. Prenons donc un autre exemple : les stades de l'embryon. On parle de zygote, de morula, de blastocyste, puis de fœtus. Ces mots désignent les stades de développement d'une même réalité originelle : ce petit être va devenir un enfant puis un adulte. Cette terminologie est employée par les scientifiques pour décrire que ce petit individu humain se réalise progressivement, graduellement. Mais dans l'emploi spécieux de cette terminologie, on laisse croire qu'à chaque *terme* correspond une *réalité* distincte, comme si le zygote disparaissait pour faire place à la morula et ainsi de suite. Au saucissonnement par le langage correspondrait un saucissonnement de la réalité. Selon cette logique, supprimer un embryon ne serait donc pas supprimer un enfant.

8 Cet illusionnisme sémantique favorise-t-il la tactique du salami ?

Oui parce que ces manipulations sémantiques du langage facilitent la transfusion indolore d'un nouveau langage. Les mots cessent de dire la réalité ; ils la déguisent. Pire : on recourt à *l'antiphrase*, faisant dire aux mots le contraire de ce qu'ils signifient naturellement. Sous la « maternité sans risques » se cache le droit à l'avortement ; sous le « suicide assisté » se cache l'acte de donner la mort, l'homicide volontaire, le meurtre. Le *droit* lui-même est ainsi précipité dans l'indignité puisque la définition de ce qui est juste procède de la volonté du plus fort. Les gens sont ainsi amenés à souscrire, tranche par tranche, à des programmes anti-vie qu'ils refuseraient si on les leur proposait en bloc. A nouvelle révolution culturelle, nouvel esclavage !

9 C'est un autre séisme, philosophique ?

Oui. Si les hommes n'utilisent pas leur raison pour reconnaître des vérités qui s'imposent à eux, ils retournent à Babel ; ils s'installent dans *un relativisme qui conduit à la violence*. Nous sommes bel et bien aux prises avec une *révolution culturelle*, qui n'est pas étrangère aux « pathologies de la raison » pointées par Benoît XVI, dans son fameux discours à l'Université de Ratisbonne. Il faut revenir aux philosophes qui posent, au point de départ de l'activité intellectuelle, l'admiration de la réalité, la capacité d'émerveillement.

10 Quelles sont les conséquences pratiques de ce séisme ?

Le plongeon dans le *nihilisme* ! L'homme ne peut décidément rien dire de lui-même, ni du sens de son existence, encore moins de la mort. D'où la perte du sens de la personne. La raison de l'être humain est bridée, déprogrammée-reprogrammée. Son corps est réduit à un matériau disponible « à toutes fins utiles ». Embryons, handicapés, tétraplégiques, accidentés, grabataires, vieillards coûteux, et même simples citoyens, nous sommes tous exposés aux bombes d'une terreur douce, en col blanc, en blouse blanche. Cette terreur est subventionnée par les États, votée par les parlements, célébrée dans les médias.

11. On a parfois le sentiment que des questions comme la contraception, l'avortement, la stérilisation, l'euthanasie sont des sujets tabous dans les milieux chrétiens..

Effectivement, aborder ces questions a pour effet, dans bien des milieux chrétiens, de provoquer un silence gêné, de créer un malaise. Il est perçu comme incongru de parler « de ces choses », parce qu'il y a parmi les présents, parmi les amis, dans la famille, dans l'auditoire, dans l'assemblée dominicale, des gens qui sont personnellement et directement concernés par ces pratiques. Il s'ensuit que l'on a recours à la langue de bois, et que les chrétiens se trouvent paralysés au moment même où ils devraient, avec courage, témoigner de leur amour de la vie.

12 Que faire ?

Nous attendons des paroles claires, fortes et unanimes de nos pasteurs. A tous les niveaux, il faut réconcilier autorité et compétence, et donc s'informer et informer. Il faut mobiliser les fidèles, les amener à un engagement éclairé, à une conduite cohérente, et, si nécessaire, suggérer l'objection de conscience. Un excès de circonspection hypothéquerait la crédibilité de l'Église et l'autorité de ses pasteurs. Car pas plus que la foi religieuse ne peut être réduite à un problème strictement personnel, la défense de la vie et la défense de la famille ne peuvent être réduites à des questions de morale privée. Il faut sortir la religion de la « privatisation » dans laquelle on veut confiner les chrétiens. Jamais n'a été aussi pressant un sursaut prophétique de l'Église.

Quatrième partie

Face aux défis de la société

Chapitre 16

L'enseignement social de l'Église**Interview par Antonio Gaspari¹**

Dans cet entretien avec *Zenit*, Michel Schooyans évoque son livre *Pour relever les défis du monde moderne : L'enseignement social de l'Église*, paru à Paris, aux Presses de la Renaissance, en 2004.

1 *Comment et en quoi y a-t-il cohérence entre la doctrine sociale de l'Église et la défense des droits de l'homme ?*

Dans les premiers documents où l'enseignement social de l'Église a commencé à être systématisé, les Papes se référaient à des situations d'exploitation ou d'oppression que la conscience morale devait dénoncer. Il s'agissait de questionner les structures établies afin de les transformer en structures économiques et politiques plus justes. Rien de tout cela n'est périmé, bien au contraire.

Mais deux facteurs nouveaux sont intervenus, qui ont provoqué un approfondissement de l'enseignement de l'Église sur la société. Le premier, c'est l'expérience du totalitarisme, dont les différentes formes ont en commun de vouloir détruire psychologiquement et physiquement la personne humaine. Le second, c'est l'essor de la philosophie personnaliste, dont *Gaudium et Spes* a largement bénéficié, et que Jean-Paul II a commencé à développer très tôt, à Cracovie et à Lublin. Désormais, dans son enseignement social, l'Église souligne que les hommes sont faits pour vivre ensemble, qu'ils ont tous reçu la vie en partage du même Dieu, dont ils sont tous l'image. Ainsi l'enseignement de l'Église bénéficie désormais d'une riche anthropologie qui fonde les droits de l'homme : droit à la vie, à fonder une famille, à pratiquer sa religion, à travailler, à s'associer, etc. Autant de droits inaliénables que l'État et les organisations internationales doivent promouvoir et protéger.

¹ pour l'Agence *Zenit*, Rome, 26 juillet 2004.

2 Dans votre dernier livre Pour relever les défis du monde moderne, vous parlez de la théologie de la création et de la théologie du travail. Il s'agit là de deux enseignements refusés par une certaine culture « environnementale ». Pouvez-vous expliquer les fondements de la théologie de la création et de la théologie du travail ? A quelle conception de l'homme et de Dieu ces théologies se réfèrent-elles ?

La théologie de la création trouve ses fondements dans les premiers chapitres du livre de la Genèse. L'homme y est appelé à transmettre la vie et à être gérant responsable de la création. Or des problèmes moraux surgissent lorsque l'homme se comporte comme s'il pouvait accaparer le don de Dieu qu'est le monde ambiant. Il y a aujourd'hui de nouvelles formes d'avarice qui poussent certains groupes privés ou certains États à faire main basse sur les ressources matérielles du monde, à les exploiter à leur seul profit particulier. On oublie que les biens de la terre ont été mis par le Créateur à la disposition de toute l'humanité. Cela signifie que nous avons une responsabilité non seulement vis-à-vis de nos contemporains, mais aussi vis-à-vis des générations futures. D'où les appels répétés du Saint-Père à une écologie humaine. « L'homme est le plus beau cadeau de Dieu à l'homme », écrit-il en substance dans *Centesimus Annus* (cf. n° 38). On n'est pas crédible si l'on prétend respecter le monde ambiant alors que l'homme n'est pas le premier à être honoré et que sa place unique n'est pas reconnue au sommet de la création.

En outre, et contrairement à une écologie bucolique, résidu des rêveries rousseauistes d'intellectuels en chambre, là où l'homme manque, ou qu'il s'abstient d'intervenir dans la nature, celle-ci devient violente. L'homme doit constamment cultiver le monde ambiant pour prévenir l'érosion, la désertification, les inondations, l'envahissement des routes par la forêt, la destruction des cultures par des insectes nocifs, etc.

Enfin, contrairement à l'écologie panthéiste inspirée du Nouvel Age, l'homme n'est pas le simple produit d'une évolution matérielle ; il ne doit pas s'aliéner, ni être aliéné, en rendant un culte néo-païen à la Terre-Mère.

3 Dans un chapitre de votre livre, vous abordez le rapport entre politiques démographiques et démocratie. Dans un autre chapitre, vous montrez que les enfants sont le meilleur investissement. Pouvez-vous nous expliquer ce qui fait le cœur de votre argumentation ?

Les démocraties occidentales continuent à utiliser et à divulguer à leur profit l'idéologie malthusienne et ses prolongements néo-malthusiens. Selon

les présentations contemporaines de cette idéologie, la sécurité des pays riches serait menacée par la croissance de la population des pays dits du Tiers-Monde. Une « bombe » démographique venue du Tiers-Monde serait sur le point d'exploser, submergeant les pays riches et menaçant leur confort. Dès lors –toujours selon cette idéologie de la sécurité démographique– il serait urgent que les pays riches contrôlent efficacement la croissance de la population pauvre. Ce contrôle devrait se faire avec la connivence des classes dirigeantes des pays en développement eux-mêmes.

Mais un tel contrôle volontariste ne peut être que coercitif, ainsi que l'illustrent les exemples de l'Inde, du Brésil, du Mexique, du Pérou, etc. C'est mentir aux gens, les agresser physiquement et surtout psychologiquement, que de leur dire que le développement et la démocratie passent par la mutilation de 40 % de la population féminine en âge de procréer. Les pays européens, qui ont largement financé de telles campagnes, ont d'ailleurs été pris à leur propre piège. Légalisant et finançant *chez eux* le rejet de la vie, les populations de ces pays vieillissent et parfois même diminuent. C'est ce que le grand démographe français Gérard-François Dumont a appelé « l'hiver démographique ». Dans sa doctrine sociale, l'Église confirme, pour des motifs moraux et religieux, ce que disent beaucoup d'experts en économie, en démographie, en sciences politiques, à savoir que ce qui importe le plus aujourd'hui, ce n'est pas le capital physique, c'est-à-dire les choses qu'on trouve dans et sur la terre, mais le capital humain, c'est-à-dire l'homme bien formé moralement et intellectuellement.

4 Vous critiquez le socialisme et l'impérialisme. Vous établissez en outre un rapport entre paix et développement. Vous proposez aussi une concertation mondiale en vue du développement. De quelle manière la doctrine sociale de l'Église indique-t-elle un chemin vertueux conduisant au développement économique, social et spirituel ?

Depuis ses origines au XIX^e siècle, la doctrine sociale de l'Église a émis des critiques fondées à l'endroit du socialisme et du libéralisme. Au socialisme, elle reproche de ne pas assez faire confiance à la personne humaine et de trop attendre des pouvoirs publics; au libéralisme, elle reproche de favoriser un individualisme consacrant la suprématie des plus forts au détriment des plus faibles, et de ne pas vouloir reconnaître le rôle nécessaire et légitime des pouvoirs publics.

Dans son enseignement social, l'Église reconnaît le rôle *subsidaire* des pouvoirs publics : ceux-ci doivent être au service des personnes, des corps intermédiaires et de la société civile ; ils doivent rester sous le contrôle de ceux-ci. Il y a là un équilibre précaire qui ne peut être maintenu que si les acteurs sociaux ont une forte motivation morale et religieuse les poussant à

promouvoir le bien commun, à avoir une tendresse particulière pour les plus vulnérables, à oeuvrer à la justice et à la paix.

Cet idéal, le seul digne de l'homme, implique que les pouvoirs publics eux-mêmes, les organisations internationales, les structures économiques ne soient ni indifférents à la vérité, ni oublieux de la vertu morale de justice, ni moralement relativistes, purement utilitaristes voire même cyniques, mais qu'ils aient, tous, le souci de servir et non de se faire servir. Dans une société qui se globalise, l'enseignement social de l'Église apparaît ainsi comme une lumière porteuse d'espérance. Une lumière que, pour notre plus grande joie, nous sommes invités à faire briller dans le monde...

Chapitre 17

Bâtir la « Civilisation de l'Amour »**Entretien avec Wlodzimierz Redzioch¹**

- 1** *Pendant des siècles les documents du Magistère de l'Église se sont occupés des questions doctrinales, théologiques, philosophiques ou disciplinaires. Il n'était pas fréquent qu'ils abordent systématiquement des problèmes de société. Pour la première fois dans l'histoire, l'Église s'est exprimée sur la question sociale il y a plus de 100 ans, avec la publication par Léon XIII de l'Encyclique Rerum novarum. Les successeurs de Léon XIII publieront aussi des encycliques sociales. Vous venez de consacrer un ouvrage à L'enseignement social de l'Église (Paris, Presses de la Renaissance, 2004). Pourquoi l'Église doit-elle s'occuper de l'ensemble des problèmes de société ?*

Depuis le récit de la Création, dans le livre de la Genèse, nous savons qu'il n'est pas bon que l'homme reste seul. Dieu n'a pas créé des individus humains, mais des personnes humaines. Créés à l'image de Dieu Trinitaire, les hommes ont reçu de Dieu un cœur capable d'aimer et aspirant à être aimés. Cette disposition a été reconnue par les plus grandes traditions philosophiques et morales de l'humanité. Dans ces traditions, on souligne la *sociabilité* de l'homme, et on trouve de nombreuses formulations de la Règle d'Or : « Fais à autrui ce que tu voudrais qu'il te fasse. » La forme fondamentale de sociabilité se vit *dans l'union conjugale et dans la famille*. Mais la sociabilité passe aussi par des *médiations*, c'est-à-dire des organisations, des institutions, qui nous permettent de collaborer avec d'autres personnes, de travailler ensemble au bien commun, même si nous ne connaissons pas le visage de ces personnes. L'Église se soucie donc de ces médiations politiques et économiques parce qu'elles peuvent être utilisées pour exploiter les hommes, mais surtout parce qu'elles peuvent être orientées vers le bien, vers une société de justice et de paix, vers ce que Paul VI a appelé une « civilisation de l'amour ».

¹ Rome et Varsovie, mai 2004.

2 Jean-Paul II a écrit trois Encycliques qui traitent des problèmes sociaux: *Laborem exercens* (1981), *Sollicitudo rei socialis* (1987) et *Centesimus annus* (1991). Quel est l'apport du Pape Jean-Paul II à l'enseignement social de l'Église ?

Il serait prématuré de vouloir établir un bilan définitif de l'apport de Jean-Paul II à l'enseignement social de l'Église, car un Pape –quel qu'il soit– a toujours des projets sur le métier. Mais on peut déjà relever que la dimension sociale est présente dans *tous* les grands documents qu'il a publiés. Qu'il s'agisse des sacrements ou de l'œcuménisme, de morale conjugale ou de l'Esprit-Saint, la dimension sociale est toujours présente. Son action, ses voyages, ses gestes ont toujours une dimension de catéchèse sociale. Dans les documents sociaux proprement dits, toutes les questions sociales nouvelles sont traitées : habitat, population, organisations internationales, commerce des armes, corruption, violence, liberté religieuse, réforme agraire, chômage, vieillissement, etc. Toutefois, ce qui me paraît le plus novateur, c'est la place centrale que le Pape donne à l'homme et à ses droits inaliénables dans son enseignement social. Tout l'enseignement social traditionnel de l'Église est réorganisé et développé à partir de cette référence fondatrice à l'homme, image du Dieu Trinitaire.

3 Les critiques accusent l'Église de manquer de "réalisme économique" dans son enseignement social, et de pécher par irénisme. Que pensez-vous de ces critiques?

L'Église n'ignore ni les réalités économiques ni les réalités politiques. Mais elle sait que ces réalités sont souvent ambiguës : elles sont tantôt au service de l'oppression, tantôt au service de la justice. Elles ne procurent pas automatiquement le bien commun, ni le développement des peuples, ni la justice dans les relations internationales. L'Église a donc un rôle propre à jouer : *moraliser les relations sociales* en général, et en particulier les relations économiques et politiques. Dans ces deux domaines prévalent trop souvent le cynisme et les rapports de force. L'expression *Realpolitik* insinue elle-même la nécessité de mettre entre parenthèses les préoccupations morales dans les relations politiques. La seule chose qui compterait, ce serait l'efficacité. L'Église ne saurait toutefois se résigner à cette façon de concevoir les relations politiques ou économiques. En ce sens *elle doit déranger* dans la mesure où elle énonce une parole prophétique à propos de la société. Elle doit même faire preuve d'une vigilance constante pour que

son message social ne soit pas manipulé et mis au service d'une idéologie quelle qu'elle soit.

4 *Quels sont, selon vous, les plus grands « défis sociaux » pour l'Église dans le monde moderne ?*

Le plus grand défi qui se pose à la conscience chrétienne, c'est que, sur les six milliards d'hommes que compte la planète, plus d'un milliard disposent de moins d'un dollar par jour. C'est une situation scandaleuse qui crie vengeance au ciel au moment où se prépare la conquête superfétatoire de la planète Mars. Mais il y a d'autres défis : ouvrir à tous l'accès au savoir et aux techniques ; garantir l'accès aux soins de base en matière de santé ; mettre un terme aux causes qui provoquent encore des famines d'un autre âge ; révoquer les lois et les pratiques monstrueuses que sont l'avortement, l'euthanasie, la stérilisation des pauvres ; en finir avec les guerres interminables, etc. Les défis ne manquent pas, et l'Évangile, qui en met à nu le caractère scandaleux, enseigne aussi le chemin qui nous permet de les relever.

5 *Vous avez déjà écrit plusieurs ouvrages sur les questions politiques et sociales. Avez-vous une motivation particulière en écrivant ce nouveau livre ?*

Pour autant que je sache, il y a peu d'ouvrages récents présentant de façon synthétique l'enseignement social de l'Église. J'ai voulu combler un peu cette lacune, en proposant un exposé accessible à tous. A tous, c'est-à-dire aux chrétiens, bien sûr ; mais aussi à de nombreux hommes de bonne volonté en quête de balises. Au cours des dernières années, j'ai été frappé par le nombre de personnes habituellement éloignées de l'Église, mais qui confessaient leur vif désir de connaître cette « doctrine sociale », souvent mentionnée, plus rarement exposée. En outre, dépassant l'état actuel de cette doctrine, j'ai voulu proposer des pistes à explorer, une méthode à réviser, de nouveaux centres de documentation à visiter, une bibliographie multilingue à découvrir. Cependant, en fin de compte, ma préoccupation fondamentale et constante a été de faire voir comment et pourquoi l'enseignement social de l'Église est appelé à être et à devenir de plus en plus un volet essentiel de la Nouvelle Évangélisation.

Chapitre 18

Les USA et les droits des immigrés**Entretien avec Andrés Beltramo Álvarez¹**

Dans une interview exclusive pour *Notimex*, Michel Schooyans réfléchit sur l'accueil des migrants latino-américains en Amérique du Nord et sur la légitimité de leurs manifestations pour la défense de leurs droits. A travers une politique d'ouverture progressive, et non de méfiance, les États-Unis doivent reconnaître l'égalité des immigrants latino-américains. C'est ce qu'a affirmé Michel Schooyans.

1 Une attitude réaliste

« La présence mexicaine aux USA doit être considérée comme avantageuse pour les deux pays. Le gouvernement de ce grand pays doit donner à ceux qui viennent d'y arriver et aux citoyens de fraîche date des conditions d'inculturation et d'adaptation, grâce à une politique d'accueil », a-t-il souligné.

Le chercheur insiste d'emblée sur un point : avant de commencer tout débat sur le thème des migrations, il faut admettre que les USA sont un pays dynamique et en pleine transformation. Cette vitalité est due en grande partie au sang nouveau apporté par des immigrants d'origine mexicaine ou latino-américaine.

Michel Schooyans qualifie de légitimes les manifestations visant à défendre les revendications des immigrants, dès lors que « face à une situation de fait –en l'occurrence la présence en grand nombre de latino-américains– le gouvernement nord-américain doit adopter une attitude réaliste ».

« Tôt ou tard, affirme le professeur, la réalité va s'imposer. Politiquement, ce serait une erreur de penser qu'il ne faut rien faire, ou penser qu'il faut *contenir* la poussée migratoire en recourant à des mesures

¹ Correspondant de l'Agence *Notimex* (México), Cité du Vatican, 9 mai 2006.

légales répressives ou violentes. Il est politiquement beaucoup plus réaliste, continue-t-il, de considérer que cette population doit être accueillie et qu'il faut mettre à sa disposition des ressources éducatives afin de hâter son intégration. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé avec les générations antérieures d'immigrants venus de toutes les régions du monde ».

Michel Schooyans a rappelé les innombrables colonies qui ont forgé le voisin du Nord. Selon lui, cette donnée historico-culturelle est fondamentale si l'on veut aboutir à une solution adéquate face au défi de l'immigration.

2 Le panaméricanisme revisité ?

Le professeur rappelle également qu'il existe une abondante rhétorique sur le *panaméricanisme*, c'est-à-dire sur le resserrement graduel des relations entre toutes les nations du grand Continent américain –Nord, Centre, Sud, Caraïbes– sous forme de communauté confédérée ou même fédérée. Selon lui un tel discours est réaliste et évident. Cependant, pour atteindre cet objectif, il ne suffit pas de préconiser la libre circulation des biens ; il est urgent de faciliter la circulation des personnes.

« Historiquement, une partie importante des USA actuels a été "achetée" ou "volée" au Mexique. A vrai dire on n'a jamais très bien su ce qui s'était passé au XIX^e avec le Texas, le Colorado, l'Arizona, la Californie, etc. Mais une chose est sûre : ces territoires étaient mexicains, rappelle le professeur. Le problème est donc incontestablement complexe. Il importe de prendre en considération toutes ses facettes : géographiques, historiques, politiques, diplomatiques, juridiques, économiques, culturelles, religieuses, etc. ».

Selon Michel Schooyans, « aux USA prédomine actuellement –du moins dans la haute administration– une vision protestante de l'être humain, et cette vision, assez individualiste, est pour ainsi dire ratifiée par et dans les institutions. Comme l'a montré Max Weber, il y a une connivence entre l'éthique protestante et l'esprit du capitalisme anglo-saxon. L'homme doit être économiquement compétitif et entrer dans le marché de production, sans quoi il sera relégué aux limbes de la société ; la réussite est la preuve de la prédestination divine. Cette conception protestante exerce un grand impact sur la vie économique et politique du pays, même si elle s'est fortement "sécularisée". La vision de l'homme que l'on observe au Mexique est sensiblement différente. Malgré une tradition anticléricale virulente et longtemps violente, prédomine au Mexique la tradition catholique, ouverte et sensible à l'égale dignité des êtres humains ; cette tradition attend des pouvoirs publics que ceux-ci fassent œuvre de justice sociale. Les différences entre ces deux visions créent évidemment certaines difficultés, mais on ne saurait oublier que les tenants des deux visions sont fondamentalement

chrétiens. C'est pourquoi on est fondé à espérer, qu'à terme, surgisse une juste solution menant à une entente harmonieuse ».

3 Les mouvements migratoires en Amérique

« *L'avenir des USA dépend de la population latino-américaine*, affirme Michel Schooyans, surtout en raison du fait que la population anglo-saxonne des États-Unis a un indice de fécondité trop bas. Les *latinos*, eux, ont des indices de fécondité sensiblement plus élevés, malgré les fortes pressions antinatalistes, extérieures et intérieures, auxquels ils sont soumis et auxquelles ils résistent ».

Le professeur signale également les dangers, pour tout le monde, d'une *immigration incontrôlée*. Il souligne la nécessité d'une immigration concertée, sans préjugés, une immigration n'obéissant pas à des critères arbitraires, racistes ou eugéniques. En matière d'immigration, la tradition des USA est fort différente de la tradition européenne. Aux USA, on observe une tradition constante d'accueil organisé et généreux. Il n'y a pas de raison pour que cette tradition ne se confirme pas.

4 Droit à la vie, droit au travail

« Dans ce débat, il faut s'interroger sur les motivations humaines qui poussent tant de Mexicains à s'établir aux USA. Michel Schooyans insiste sur le fait qu'on ne saurait perdre de vue tout ce que des milliers de Mexicains apportent, par leur travail, à la communauté nord-américaine. Loin d'être de simples consommateurs, ils contribuent de manière significative au bien-être de cette Nation ».

« La terre nous est donnée ; elle nous a été prêtée, confiée. Nous avons reçu intelligence et cœur pour la gérer, et pour gérer la société humaine, avec compétence et responsabilité, avec justice et générosité. Les ressources naturelles, rappelle Michel Schooyans, ont été mises par le Créateur à la disposition de toute la communauté humaine. Ces ressources sont destinées à pourvoir tous les hommes de ce qui leur est indispensable pour vivre, et pour vivre avec dignité ». Et le prélat ajoute immédiatement : « Le droit à la vie, et à une vie digne prévaut sur le droit à la propriété privée. Aucune nation ne peut invoquer sa souveraineté pour refuser à des moins favorisés l'accès à des biens indispensables à leur vie et à la vie de leur famille. Aucune nation ne peut invoquer sa souveraineté pour refuser à quiconque le droit au travail, qui est une des composantes essentielles du droit à la vie et du droit à fonder une famille ».

« Quand des Mexicains n'ont pas la possibilité d'élever leur famille dans leur propre pays –ajoute-t-il– il est normal qu'ils cherchent à travailler et à s'établir à l'étranger. Cela est souvent arrivé au cours de l'histoire. Nous sommes tous des immigrants ! Cependant, ces situations mettent en évidence la nécessité, pour le gouvernement mexicain, de procéder à des réformes radicales. Seules de telles réformes pourront dissuader les Mexicains de quitter leur propre pays, c'est-à-dire de transférer à la riche nation voisine ce que le Mexique a de plus précieux : une des fractions les plus vigoureuses de son capital humain. Il ne faudrait pas que les USA aient le champ libre pour aller puiser dans le vivier mexicain et s'y servir de la principale ressource dont le Mexique a tant besoin : la ressource humaine ».

Chapitre 19

Le Saint-Siège et la question de la population

Entretien avec Caroline Chaumont¹

1 Pourquoi le Vatican s'intéresse-t-il aux changements démographiques ?

Le Saint-Siège s'intéresse à cette question depuis longtemps : signe qu'il a de bonnes raisons de le faire. L'encyclique *Humanae Vitae* de 1968 porte sur la population, la famille et la vie. Quand l'Église se prononce sur les questions relatives à la vie, elle n'envisage pas seulement les problèmes de morale conjugale ; elle fait également référence à la morale sociale. Il est important que les couples sachent que la transmission de la vie n'est pas seulement une question qui les concerne à titre privé mais qu'elle comporte une dimension sociale. Il n'est pas indifférent pour la société civile ni pour l'État que les couples aient ou n'aient pas d'enfants. C'est une question de survie de la communauté humaine, mais aussi de bien-être, de mémoire, de transmission des valeurs, de la culture, de la foi. Une société, comme il en existe, où il y aurait plus de décès que de naissances serait vouée à disparaître tôt ou tard, et cette disparition entraînerait le déclin inexorable d'un patrimoine culturel irremplaçable.

2 Quelles sont les préoccupations de l'Église ?

Il y a d'abord une préoccupation d'ordre purement numérique : *Comment se présentera la carte des populations du monde ? Combien serons-nous dans cinquante ans ?* Mais dans une perspective de morale sociale, il importe aussi qu'il y ait des *familles* et des familles bien constituées. Des études du meilleur niveau scientifique montrent que c'est dans la famille hétérosexuelle, fondée sur le mariage, que se forme le capital humain, grâce auquel des choses peuvent être transformées en richesses. La communauté

¹ *La Croix*, Paris, 16-17 juillet 2005.

humaine a besoin d'hommes bien formés, qui apportent du sang neuf et une créativité en éveil. Gary Becker montre, avec beaucoup d'autres, dont Jean-Didier Lecaillon et Gérard-François Dumont, le rôle primordial de la famille, et particulièrement de la *mère*, dans la préparation du capital humain. Il est donc important de protéger la famille et de l'aider à être la cellule de base, la communauté de base de toute société.

D'autre part, le Pape et les autorités romaines s'intéressent aussi aux questions démographiques pour une autre raison, car ces questions ne sont pas sans rapport avec *le développement*. Certains vont même jusqu'à parler d'une « explosion démographique » qui ferait obstacle au développement.

3 Pourquoi récuserez-vous la thèse d'une explosion démographique ?

Parce qu'elle ne tient pas la route. Réchauffée vers 1970 par le Club de Rome, cette thèse est dans la droite ligne des idées malthusiennes qui estiment que nous courons à la catastrophe. La population augmenterait selon une progression géométrique alors que la production alimentaire augmenterait selon une progression arithmétique ; il faudrait donc faire cesser de façon volontariste cette croissance de la population. Démenties par les faits, par exemple en Inde, ces idées continuent pourtant à avoir la vie dure pour des raisons idéologiques. Elles sont ressassées par plusieurs organisations internationales. Dans certains milieux riches, on croit que la population du Tiers Monde est si nombreuse qu'elle constitue un obstacle à la prospérité des nations riches. Le Sud, c'est-à-dire la partie économiquement pauvre du monde, deviendrait une menace pour le Nord des riches.

Mais la thèse de la surpopulation est de plus en plus mise en échec par les études qui reconnaissent unanimement qu'aujourd'hui les cas de *famines* sont tous liés à l'incompétence, aux guerres, à la corruption. De son côté, l'Europe ne sait que faire de ses excédents alimentaires. Problème politique, donc, et de juste répartition des savoirs et des techniques. Quant à la *fécondité*, elle est en baisse partout. Les pays dits sous-développés sont poussés à imiter les sociétés riches, même si la baisse de la fécondité n'y est pas aussi prononcée qu'en Europe. Nous sommes entrés dans une situation préoccupante que l'humanité n'a jamais connue.

4 Vous récusiez, outre les chiffres, la philosophie de cette thèse ?

On répète que des gens sont pauvres parce qu'ils ont trop d'enfants. Mais c'est l'inverse qu'il faut dire : ils ont trop d'enfants parce qu'ils sont pauvres. Dans une société où les systèmes d'allocations familiales, de

mutuelles, de retraites ne fonctionnent pas et où il n'y a pas d'emplois, avoir beaucoup d'enfants est un réflexe de survie. Dans le Tiers Monde, et même dans certaines régions des pays émergents, la mortalité infantile reste très élevée : au Brésil elle est de 33 ‰ ; en Afrique de 80 ‰; alors qu'en Europe elle est de 7 ‰. Or dans les pays pauvres, les enfants survivants contribuent à lutter contre la pauvreté car ils travaillent pour subsister, et quelques-uns s'occuperont de leurs parents devenus vieux. Quand le réseau de solidarité sociale s'améliore, cette motivation de survie disparaît et la fécondité diminue.

5 Quelles solutions faut-il apporter ?

Il faut aider les femmes à élever leurs enfants car elles ont un rôle fondamental dans l'éducation et la formation du capital humain. Mais il faut aussi aider les hommes à avoir un travail digne. C'est un problème social complexe, qui est loin de se réduire à une question de morale conjugale. Il n'y a pas de solution miracle. Il faut une meilleure répartition et une meilleure gestion des richesses à travers des réformes scolaires, fiscales, agraires. Il faut tirer un meilleur parti des ressources, humaines surtout, mais aussi physiques, dont dispose chaque pays. Il faut une plus grande justice dans l'accès à la médecine, à l'éducation, au savoir. *L'ignorance est la forme moderne la plus grave de pauvreté.* Un cas parmi d'autres : avec la hausse du prix du pétrole, le Venezuela voit affluer quotidiennement des revenus fabuleux. Que font les dirigeants vénézuéliens pour les 85 % de la population nationale qui vivent dans des conditions précaires ?

6 La question démographique sera-t-elle une préoccupation de Benoît XVI ?

Il y a quelques années déjà, le Cardinal Ratzinger nous a fait l'honneur de préfacer notre ouvrage *L'Évangile face au désordre mondial*, preuve de l'intérêt qu'il porte à ces questions. Déjà dans de multiples interventions, Benoît XVI a manifesté sa détermination à défendre la vie et la famille, et à fédérer toutes les énergies pour lutter contre toutes les formes de pauvreté. Il précisera certainement les raisons pour lesquelles les préoccupations concernant *les populations* font partie de la Nouvelle Évangélisation. Sous l'impulsion du Saint-Père, plusieurs instances romaines suivent ces questions. Tel est le cas du Conseil Pontifical pour la Famille, auquel nous devons le précieux *Lexique des termes ambigus et controversés sur la famille, la vie et les questions éthiques*, rédigé sous la direction du Cardinal López Trujillo, et publié à Paris, chez Téqui, en 2005.

Tel est encore le cas du Conseil Pontifical Justice et Paix, du Conseil Pontifical pour la Pastorale des Migrants, de l'Académie Pontificale des Sciences Sociales et de l'Académie pour la Vie, etc. Des groupes de travail se réunissent fréquemment, regroupant des experts internationaux de premier plan et différents responsables de la Curie romaine. La tendance est de continuer à examiner ces questions du point de vue de l'éthique conjugale mais aussi d'élargir la réflexion en y incluant davantage le point de vue de la morale sociale.

Chapitre 20

Un moratoire contre l'avortement**Interview par François Cwik¹****1. Un politicien et journaliste italien, Giuliano Ferrara, propose un moratoire contre l'avortement. Que pensez-vous de cette initiative ?**

Je pense qu'après un examen attentif cette initiative mérite d'être appuyée, même si elle ne résout pas le fond du problème. Si un moratoire est adopté concernant la peine de mort, cela signifie que l'on suspend l'application de cette peine pour se donner un temps de réflexion. Ce moratoire est favorable à des gens reconnus coupables et condamnés au terme d'un procès en bonne et due forme. A plus forte raison un moratoire analogue devrait être adopté pour suspendre l'effet des lois autorisant l'avortement, c'est-à-dire l'exécution capitale d'êtres humains innocents et sans défense.

2. De quelle manière la loi devrait-elle protéger la mère et l'enfant à naître ?

Les lois légalisant l'avortement ont pour effet de pervertir la conscience morale. Elles soumettent les femmes à un retournement psychologique pervers. La femme sait naturellement très bien qu'avorter, c'est un mal grave pour son enfant et pour elle-même. Mais à partir du moment où la loi autorise l'avortement et où celui-ci est même présenté comme un « nouveau droit » pour la femme, celle-ci est privée, par la loi, d'un repère moral fondamental. Le mal se travestit et se fait passer pour le bien. La suppression de son enfant est présentée à la femme comme un « bien » pour elle. La protection de l'enfant non né appelle donc une protection légale de la mère face aux tentatives de tuer, en elle, sa fibre maternelle.

¹ *Nasz Dziennik*, Varsovie, 22 mars 2008.

3. Si le moratoire est voté par l'ONU, de quelle manière cela pourrait-il changer le système juridique des pays et les jugements des tribunaux européens ?

Il est peu vraisemblable que le moratoire proposé par Ferrara donne lieu à un instrument juridique international contraignant. L'ONU n'a pas le pouvoir de légiférer au plan mondial. Les États doivent protéger leur souveraineté et ne pas solliciter le placet de l'ONU pour valider les lois nationales que se donnent ces mêmes États autonomes. Le moratoire Ferrara offre cependant à l'ONU l'occasion d'exprimer clairement son attachement moral au droit fondamental de tout homme à la vie. En réaffirmant cet attachement, l'ONU pourrait inciter les États concernés à suspendre l'effet de lois légalisant des exécutions capitales et à révoquer toutes les lois autorisant l'élimination d'enfants avant leur naissance.

4. Pensez-vous que le moratoire permettra de prendre conscience que l'avortement est un crime contre l'humanité ?

Je l'espère. Encore faut-il que le moratoire proposé par Ferrara soit largement répercuté au plan international et national. Cela suppose une mobilisation des hommes politiques, des juristes, des moralistes, des médias, etc. L'information à ce sujet n'est pas assez divulguée. La proposition de Giuliano Ferrara mérite pourtant de déclencher un vaste débat mondial, puisqu'il a pour enjeu le droit fondamental de tout être humain : le droit à la vie.

5. L'initiative de Ferrara est-elle unique ? Y a-t-il d'autres projets de moratoire, portant, par exemple, sur l'avortement ou l'euthanasie ?

Au moment où, en Italie et ailleurs, était divulgué le moratoire de Giuliano Ferrara, on prenait connaissance, en France, d'un arrêt de la Cour de Cassation, daté du 6 février, décidant que l'enfant né sans vie, quels que soient son âge ou son poids, peut recevoir un nom et être déclaré à l'état civil. Alain Legoux, avocat général, a aussitôt relevé que cet arrêt ferait jurisprudence. Cet arrêt ouvre la voie à une reconnaissance juridique des enfants morts *in utero* (N. de l'A. : cf. Anne CHEMIN, dans *Le Monde*, 9 février 2008). Il est clair que le moratoire de Ferrara et l'arrêt de la Cour de Cassation de Paris signalent un important progrès dans la volonté de protéger le droit à la vie. Le moratoire de Giuliano Ferrara et l'arrêt d'Alain Legoux s'inscrivent dans la ligne de la doctrine exposée par Jean-Paul II au § 73 de l'encyclique *Evangelium vitae* (1995).

6. Et en ce qui concerne l'euthanasie ?

Actuellement, seuls trois pays ont légalisé l'euthanasie et la pratiquent : la Hollande, la Belgique et le Luxembourg ; la Suisse la tolère et la pratique. A ma connaissance, il n'y a aucun moratoire en vue à ce sujet. On peut cependant rappeler que le pays le plus réticent face à cette pratique, c'est l'Allemagne, qui ne veut pas ressusciter des démons qui ont trouvé accueil chez ses amnésiques voisins.

7. L'avortement est devenu une affaire politique. D'après vous, quels sont les courants politiques et économiques qui se trouvent derrière cette philosophie ?

La source principale des législations libéralisant l'avortement est à chercher dans une conception de l'homme popularisée par l'idéologie néolibérale radicale. Selon ce courant, les hommes sont des individus vivant en compétition et en concurrence perpétuelles. Ils nouent entre eux des contrats, s'ils y ont intérêt ; ils négocient, ils marchandent tout, même les droits de l'homme, même leur propre liberté ! Le vrai et le faux, le bien et le mauvais, le juste et l'injuste sont définis par consensus. Les plus forts ont donc toujours le dernier mot. Tant pis pour les autres...

8. Actuellement, il y a une campagne féministe pour que l'avortement puisse être considéré comme un droit de l'homme. Si cela arrive, quelles en seront les conséquences pour l'avenir de l'humanité ?

Dans la société humaine, la femme reflète le cœur maternel de Dieu. Elle incline à faire prévaloir des relations d'amour sur les rapports de force. La femme est toujours la première à reconnaître en son sein la présence d'un nouvel être humain, qu'elle offre à la reconnaissance et à l'accueil des autres, et d'abord du père. Les lois autorisant la femme à avorter détruisent, dans la femme, ce qui est l'essence même de la féminité : la tendresse maternelle. Non seulement ces lois *dématernisent* la femme ; elles la *déféminisent* ; elles aliènent les femmes de ce qu'elles sont et de ce qu'elles ont en propre. Ces lois font des femmes les servantes du plaisir des hommes. Enfin, lorsqu'elle octroie à la femme le droit de vie et de mort sur l'enfant qu'elle porte, une société fait de la femme l'agent principal de son suicide assisté et collectif.

9. Est-ce que la proposition de moratoire fait débat en Belgique ?

Non.

Chapitre 21

A l'ONU : Menaces sur les droits de l'homme

**Entretien avec Alexandre Ribeiro,
traduit du portugais par Élisabeth de Lavigne¹**

Soixante ans après la signature de la *Déclaration Universelle des Droits de l'Homme* (10 décembre 2008), la plus grave menace contre le document et contre les principes qui y sont proclamés vient de l'organisation même qui est à l'origine du texte : l'ONU. C'est en substance ce qu'affirme Mgr Michel Schooyans, spécialiste de philosophie politique et de questions démographiques dans un entretien à *Zenit*.

1. Pouvez-vous nous parler de la genèse de la Déclaration de 1948 ?

L'ONU a été fondée en 1945 avec la proclamation de la *Charte de San Francisco* ; d'une certaine façon, elle a été confirmée en 1948 par la *Déclaration Universelle des Droits de l'Homme*. Elle a été consolidée sur la base d'une mission essentielle qui lui a été confiée, celle de promouvoir les droits fondamentaux de tout être humain. Tout individu a droit à la vie, proclame l'Article 3 de la Déclaration. Le texte invite tous les hommes, nations, gouvernants, à reconnaître la dignité de chaque personne humaine, sans considération de sa puissance, de la couleur de sa peau, de sa religion, de son âge. Tous, par le simple fait d'être des hommes, nous méritons d'être reconnus. C'est sur cette base, affirme la Déclaration, que nous pourrons édifier de nouvelles relations internationales, une société de paix et de fraternité. S'il y a eu une guerre mondiale, qui a duré de 1939 à 1945, c'est parce qu'il y avait une méconnaissance de la réalité de ces êtres humains qui, tous, naissent avec des droits inaliénables.

¹ Pour l'agence *Zenit*, 18 et 19 janvier 2009.

La Déclaration se situe dans la continuité de toutes les grandes Déclarations qui ont jalonné l'histoire politique et juridique des nations occidentales. Il s'agit, par exemple, des déclarations classiques que sont la *Déclaration d'Indépendance des États-Unis* (1776), la *Constitution des États-Unis* (1787), la *Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen en France* (1789). La Déclaration de 1948 se situe dans la tradition fidèle de ces Déclarations qui ont prouvé leur efficacité en matière de reconnaissance et de promotion des droits de l'homme. Ces droits sont reconnus en vertu d'une attitude morale et anthropologique. Je reconnais la réalité de mon semblable. Je m'incline en sa présence. Je reconnais sa dignité. Qu'il soit malade, qu'il soit en début ou en fin de vie, il possède une dignité égale à la mienne.

2. Quel genre de document est la Déclaration de 1948 ?

La Déclaration n'est pas un document juridique au sens technique du terme. Le document énonce les droits fondamentaux. Mais pour que ces droits fondamentaux soient mis en application, ils ont besoin d'une traduction dans des textes de loi. Ils ont besoin d'être codifiés. Ils doivent être prolongés dans des instruments juridiques appropriés, dans ce que l'on appelle le droit *positif*. Ce qui signifie que les droits proclamés en 1948 doivent trouver leur expression dans des lois qui seront appliquées par les gouvernements des nations et que leur respect sera vérifié par le pouvoir judiciaire. Il y a donc deux choses à relever: d'abord, la reconnaissance de la réalité d'êtres humains qui ont la même dignité et les mêmes droits fondamentaux, et ensuite des instruments juridiques qui confèrent une forme concrète, exigible, à ces droits reconnus comme fondamentaux.

S'agissant de la Déclaration de 1948, il faut bien comprendre que les mêmes droits fondamentaux peuvent donner lieu à des codifications diverses selon les traditions juridiques des pays. Les nations peuvent traduire de différentes manières le même respect qu'elles ont des droits fondamentaux de l'homme.

Ce que nous venons d'évoquer est ce que l'on appelle la tradition *réaliste*. Cette tradition s'incline face à la réalité d'êtres concrets: vous, moi et l'universalité des êtres humains. Cette même tradition commande tout l'édifice des nations démocratiques: non seulement leurs institutions juridiques mais aussi leur organisation politique, dont le fondement se trouve aussi dans la reconnaissance que tous les hommes sont égaux en dignité. Or voici qu'à l'heure actuelle la Déclaration de 1948, qui s'inspire de façon nette et explicite de la tradition réaliste, est contestée.

3. Quel type de contestation ?

Une contestation qui vient de l'influence de la théorie *positiviste* du droit, élaborée principalement par Hans Kelsen (1881-1973). Sous l'influence de Kelsen s'est propagée une nouvelle conception du droit, et dès lors des droits de l'homme. Tout ce qu'on a pu expliquer concernant les droits inaliénables de l'homme est contesté. Tout cela est nié, mis entre parenthèses, bafoué, oublié. Seules subsistent la loi écrite, les normes juridiques ; seul subsiste le droit positif, à l'exclusion de toute référence aux droits inhérents à la nature de l'homme. Dans cette conception du droit, seules les décisions juridiques méritent étude et respect. A présent, ces ordonnances juridiques, ces dispositions écrites dans les codes, peuvent changer au gré de celui qui a pouvoir de les définir. Elles sont le pur produit de celui qui détient le pouvoir, de ceux qui réussissent à imposer leur vision selon laquelle tel ou tel acte est un « nouveau droit de l'homme ».

Il saute aux yeux que la vision purement positiviste des droits de l'homme dépend en fin de compte des décisions de ceux qui peuvent faire prévaloir leur propre conception des droits de l'homme, puisqu'on a exclu toute référence à la vérité, à la réalité de l'homme.

4. Quelles sont les conséquences ?

Elles sont tragiques. Le positivisme juridique a ouvert et ouvre la voie à toutes les formes de dictature et de tyrannie. Comme Kelsen lui-même l'écrivait, dans l'Union soviétique de Staline il y avait un Etat de droit, puisqu'il y avait des lois. Staline était certes un dictateur, mais il faisait la loi. Mais quelle loi ? Une loi qui était l'expression et l'instrument de sa volonté de puissance, de sa brutalité. Il n'y avait dans les lois staliniennes aucune référence à des droits qui seraient naturels, qui seraient l'objet d'une vérité à laquelle tout le monde adhère, une vérité fulgurante qui s'impose par son seul éclat. La loi du temps de Staline était l'expression de la volonté du plus fort. Aujourd'hui, la loi qui autorise l'avortement, qui autorise l'euthanasie, n'est pas autre chose. C'est une loi qui permet le triomphe du plus fort, qui déclare: puisque telle est ma volonté, nous décidons qui a droit à l'existence et qui ne l'a pas.

5. Y aurait-il péril sur la vie des Nations ?

La mentalité positiviste s'est infiltrée dans certaines des agences de l'ONU. Et l'ONU se comporte aujourd'hui comme une super-puissance mondiale, transnationale, dans la droite ligne de Kelsen. Actualisant leur

messianisme, les États-Unis sont les premiers à pousser l'ONU dans ce sens et à bénéficier de son action internationale. Des agences de l'ONU s'appliquent à faire en sorte que les lois nationales, celles que nous connaissons dans nos codes nationaux, soient soumises à l'approbation, à la validation, d'un centre de pouvoir pyramidal. La validité des lois nationales dépend de la validité consentie, concédée par le pouvoir supranational aux codes nationaux, particuliers. Ce qui signifie que les nations sont totalement dessaisies de leur souveraineté et les êtres humains de leur autonomie. On assiste à tout cela quotidiennement, dans les débats parlementaires. Bon nombre de parlements en sont réduits à n'être que des théâtres de marionnettes qui appliquent les décisions venant d'en haut et de l'extérieur, exécutent la volonté de celui qui impose ses décisions, en achetant s'il le faut leurs votes, en recourant à la corruption.

Tout cela se passe sous le simulacre de la mondialisation, qui mérite toute notre vigilance. En effet, dans l'esprit de ceux qui adhèrent à cette conception purement positiviste du droit, la loi n'est pas au service des hommes ni de la communauté humaine; elle est seulement au service de tel ou tel centre de pouvoir. Ce centre peut être une nation, comme les États-Unis, mais ce peut être surtout l'alliance des volontés qui s'agglomèrent aux Nations unies, avec l'appui de nombreuses ONG, et aussi celui de quelques sociétés secrètes, comme la franc-maçonnerie. Ceci montre que le droit international a aujourd'hui tendance à prévaloir sur les droits nationaux, à les écraser ; ceux-ci sont de plus en plus grignotés, peu à peu désactivés. C'est terrible! Nous sommes entrain d'assister à l'émergence d'un droit international tyrannique parce que purement positiviste, ignorant les droits inaliénables de l'homme proclamés en 1948. Et cela n'est pas perçu...

6. Un nouveau type de totalitarisme ?

Oui, parce que désormais la souveraineté des nations n'est plus qu'une simple façade. Kelsen l'explique très bien: le droit international, qui dicte sa loi aux nations, doit être lui-même validé, approuvé, par le sommet de la pyramide, par l'instance suprême postulée par la volonté. Prenons un exemple: un débat se déroule de façon récurrente aux Nations Unies visant à faire admettre que l'avortement est un « nouveau droit de l'homme ». L'introduction de ce « nouveau droit » équivaldrait à une nouvelle version de la Déclaration de 1948. Cette modification serait calamiteuse, car elle introduirait subrepticement une disposition purement positive dans une déclaration de nature anthropologique et morale. Là prendrait également place un autre « nouveau droit », le « droit » à l'euthanasie. Il ne resterait plus à chaque nation qu'à ratifier ces « nouveaux droits humains » émanant de l'instance suprême. Or comme la référence aux droits naturels de

l'homme aura été désactivée, cela signifie que *l'ensemble de cette nouvelle Déclaration se transformera en un document juridique purement positif*, qui sera à appliquer par toutes les nations adhérant à la nouvelle mouture de la Déclaration, ou à tout autre document similaire.

Ce qui est en train de se passer est tout simplement effrayant. Et cela n'est pas fini. Instituée il y a quelques années, la Cour pénale internationale va avoir comme domaine de compétence de juger les nations, les organismes ou les personnes qui refuseraient de reconnaître ces « nouveaux droits » inventés ou à inventer. L'Église catholique est l'une des cibles possibles de cette Cour internationale. Il s'en est déjà trouvé, il y a quelques années, pour dire que le pape Jean-Paul II pourrait être intimé de comparaître devant le Tribunal international pour s'être opposé à un « nouveau droit », le « droit » de la femme à l'avortement. Une même menace plane sur Benoît XVI. Et c'est pareil dans le domaine de l'éducation avec l'idéologie du genre (*gender*). En vertu d'un « nouveau droit de l'homme », les individus pourraient choisir leur genre, pourraient changer de genre. Le genre doit alors être enseigné dans les écoles. C'est l'endoctrinement idéologique à grande échelle, au point que celui qui ne souscrirait pas à cette idéologie serait pénalisé par une cour internationale.

7. Il y a donc un débat sur une modification du texte de la Déclaration ?

Oui, et on en trouve aisément l'écho dans la presse. La Déclaration de 1948 énonce des principes fondamentaux. Il s'agit de vérités premières, fondatrices. Nous reconnaissons un fait : tous les êtres humains naissent avec le droit à la vie, à la liberté, à la propriété, à se marier, à s'associer, à s'exprimer librement, etc., et ces droits ne découlent pas de la volonté arbitraire des hommes. Avant même d'entrer dans une société politique organisée, l'homme a déjà des droits humains fondamentaux. *Et les droits précèdent la loi*. Mais l'homme a besoin que la société s'organise pour que ces droits soient appliqués, respectés et que les infractions soient éventuellement sanctionnées. Tout cela est actuellement remis en question. Des campagnes s'organisent, des pétitions circulent faveur de l'avortement. Cependant, ceux qui crient le plus fort sont les partisans de l'introduction d'une modification de la Déclaration de 1948 qui dénaturerait la Déclaration, comme d'ailleurs l'ONU elle-même. Or une modification en ce sens dénaturerait la Déclaration et cette altération rejaillirait sur l'ONU elle-même.

8. Cette évolution dans la conception des droits de l'homme et du droit est-elle uniquement le fruit de la manipulation du pouvoir ou provient-elle

également d'un « obscurcissement des consciences », pour reprendre une expression de Benoît XVI?

Benoît XVI a des raisons on ne peut plus solides pour insister sur le rôle et la noblesse de la raison. Tout ce que nous venons de passer en revue sont des problèmes d'anthropologie et de morale naturelle. Remarquez ici que la défense de l'être humain n'est pas un privilège de l'Église; elle fait partie du patrimoine des grandes traditions morales de l'humanité. La nécessité de défendre l'homme, de reconnaître sa dignité, est accessible à tout le monde moyennant un bon usage de la raison. Malheureusement, nous assistons à une sorte de perversion de la raison même. On se sert de la raison pour prendre celle-ci à ses propres pièges. L'homme est susceptible d'être manipulé; il est susceptible d'être dominé. En portugais, il y a une expression très imagée pour dire cela : « Faire la tête de quelqu'un ». On peut « faire la tête de quelqu'un », l'embobiner, lui laver le cerveau. C'est exactement cela. La raison d'un individu ou d'un peuple peut être déconnectée, piégée. A partir de ce moment, vous pouvez lui bourrer le crâne avec des idées complètement loufoques et folles. C'est le cas de l'avortement et de l'euthanasie.

9. Il y a donc des « rationalistes » qui défendent les droits de l'homme, à commencer par le droit à la vie ?

Sans aucun doute. En Belgique, la loi réprimant l'avortement a été votée en 1867. Ceux qui ont demandé proposé cette loi n'étaient pas les catholiques, mais bien les libéraux qui, à l'époque, étaient de tendance plutôt maçonnique, comme d'ailleurs aujourd'hui encore. Ce sont eux qui ont fait cette loi. Les catholiques l'ont approuvée, mais l'initiative est venue des libéraux, alors majoritaires. Cela signifie que la raison fonctionnait. A la lumière de leur seule raison, ces hommes politiques avaient découvert avec évidence que l'être humain doit être protégé dès avant sa naissance. La mémoire de ce courage a été occultée et les temps ont changé. La raison est non seulement fragile et vulnérable ; aujourd'hui elle est aussi exposée aux ravages opérés par les techniques de manipulation et de retournement psychologique. En témoignent les cas de l'avortement, de l'euthanasie, du genre. Il y a aussi la question de l'homosexualité : il y a encore trente ans, qui aurait pensé à promouvoir un « nouveau droit » à l'homosexualité ? La raison humaine est capable de génie, mais c'est aussi une faculté qui peut hiberner, être démobilisée. La pire forme d'esclavage est l'esclavage mental, l'esclavage de la raison, qui comporte en prime un « malus » : le naufrage de la foi, car il n'y a pas d'acte de foi qui ne soit fondé sur la raison. Alors si vous entrez dans cette confusion mentale de déclarer que l'avortement est

un droit, l'euthanasie est un droit, vous entrez dans un processus qui finit par corrompre non seulement votre raison, mais aussi votre foi.

Cinquième partie

Le sel de la terre

Chapitre 22

Confessions sur l'Église**Entretien avec Cláudio Ribeiro,
Demitri Túlio et Felipe Araújo¹**

On dit de Michel Schooyans qu'il connaîtrait un certain nombre de secrets concernant le Vatican. Mais il a l'art de faire diversion ; il rit ; il dit que ce sont des histoires inventées. En réalité, il s'agissait d'un préambule à une longue entrevue de plus de deux heures. Dans les longues déclarations de Michel Schooyans, faites dans un portugais des plus corrects, on peut extraire une ligne de fond dans la pensée actuelle de l'Église catholique, apostolique et romaine.

Michel Schooyans a été l'un des proches de Jean-Paul II. Il se souvient du jour où il a reçu un coup de téléphone l'invitant à se rendre à Rome pour une première conversation avec le pape venu de Pologne. C'était en 1980. Michel Schooyans se souvient en particulier de la cordialité du pape. Il fait partie de ses consultants, fixes ou occasionnels, que la Curie appelle à l'aide sur les questions polémiques ou sur des questions difficiles qui se posent à l'Église. Ainsi en va-t-il de la question de la paganisation de l'Europe, de la crise de la famille, du vieillissement de la population, etc. Tous ces thèmes sont abordés dans l'interview ci-dessous. Plus précisément, ainsi qu'on le notera, cette entrevue donne un relief tout particulier au thème de la famille. Ce thème a été d'une certaine façon le thème conducteur de notre conversation. L'aisance avec laquelle Michel Schooyans s'exprime en portugais s'explique par les nombreuses années passées au Brésil, en particulier à São Paulo. Sa première visite à Fortaleza date de 1961 : « Vous n'étiez pas encore nés ». Michel Schooyans était venu dans la capitale du Ceará pour participer au Congrès organisé par l'Instituto Brasileiro de Filosofia ; il y avait fait une communication sur Pascal et Leibniz. Nous donnons ci-dessous les passages principaux de l'entrevue qu'il a donnée au journal *O Povo*.

¹ Pour le Cahier Spécial de *O Povo*, Fortaleza, 29 janvier 2007.

1 Actuellement, vous vivez au Vatican ?

Non, je n'ai jamais vécu de façon continue au Vatican. Je vis dans mon pays, la Belgique. Mais je travaille beaucoup avec le Vatican et pour le Vatican. Je vais plusieurs fois par an à Rome. Et surtout, comme vous le savez, aujourd'hui on travaille beaucoup par ordinateur, ce qui simplifie jusqu'à un certain point le travail sans pour autant alléger celui-ci. De temps en temps, le matin, quand j'ouvre mon ordinateur, je vois apparaître à l'écran un message qui me dit ceci : « Nous avons besoin d'une note de travail sur tel ou tel point. Voyez le dossier attaché à ce message. Rien ne presse, mais si vous pouviez envoyer vos conclusions pour hier soir, ce serait très bien ! » (*Rires*). Vous connaissez bien ce système de travail ; dans le journalisme, c'est la même chose qui se passe : ce n'est pas urgent, mais il faudrait que ce soit fait dans l'heure qui vient. C'est très stimulant (*Rires*).

2 Quel type de travail faites-vous pour le Vatican ?

Je travaille essentiellement sur des questions nouvelles à forte connotation politique : problèmes liés à la famille, à la « crise » de la famille traditionnelle. J'étudie aussi les questions relatives au respect de la vie : avortement, stérilisation, contraception, etc. Mais le dossier qui dernièrement a retenu une attention toute spéciale, c'est celui de l'évolution de la population mondiale, et en particulier de la baisse de la fécondité, avec tous les bouleversements géopolitiques qui se profilent.

3 Quel profil l'Église trace-t-elle aujourd'hui pour la famille brésilienne ?

L'Église insiste beaucoup sur la famille traditionnelle, composée d'un homme et d'une femme qui s'aiment et veulent avoir des enfants. Elle s'intéresse donc à l'aspiration intime du cœur de l'homme et de la femme, qui désirent se rencontrer, s'aimer, pour être heureux et pour transmettre la vie. Bien sûr, nous savons tous qu'il y a toujours eu des problèmes dans la famille. La vie conjugale n'est pas une chose facile ; chaque couple traverse des périodes de crise ; mais nous savons également que ce modèle traditionnel est celui qui est le plus attesté au cours de l'histoire de l'humanité et dans les diverses cultures de l'humanité. Le mariage traditionnel n'est pas une invention de Jésus. Jésus a béni une institution qui existait déjà dans les sociétés anciennes, antérieurement à sa venue sur

terre. Mise en évidence par les anthropologues, cette institution se rencontre en Inde, en Chine, en Amérique latine, dans les grandes cultures traditionnelles de l'humanité. L'Église d'aujourd'hui est très préoccupée par des formes nouvelles d'union, que certains voudraient appeler curieusement « mariage ». Elle considère que les unions de personnes homosexuelles ne peuvent pas être considérées comme de « nouveaux modèles » de familles ; ce sont des options privées, particulières.

4 *Mais ces unions n'en sont pas moins une réalité ?*

En effet, bien que ce ne soit pas mon domaine de recherche, je me permets d'inviter ceux qui sont concernés par ces questions de considérer que ces formes d'union ont de quoi laisser perplexe. Par exemple, du point de vue démographique, puisque, par définition, les unions homosexuelles sont stériles. Il s'ensuit que l'Église d'aujourd'hui invite les hommes et les femmes du monde à redécouvrir la réalité du mariage, de l'union conjugale traditionnelle, de l'homme et de la femme, avec la fidélité qui lui est propre, et avec un projet de vie heureuse et féconde.

Nous devons reconnaître par ailleurs que la famille traditionnelle est l'objet de pressions très fortes. Ces derniers jours, je remarquais dans *O Povo* et dans d'autres journaux des articles présentant de récentes analyses réalisées par le prestigieux Institut Brésilien de Géographie et Statistiques (IBGE). Ces analyses révèlent que beaucoup de familles ne comportent qu'un seul enfant. En outre, si je me souviens bien, dans 38 % des cas, le chef de famille est la femme. C'est là ce qu'on appelle maintenant des « familles monoparentales ». Une analyse plus fine révèle que la femme chef de famille a souvent eu des enfants de plusieurs hommes, qu'elles ont été abandonnées par leur compagnon, qu'elles se trouvent dans une situation de précarité. Il est clair qu'une situation comme celle-là a un impact sur la fécondité.

D'autre part, l'Église admet et admire le travail de la femme, sa réalisation personnelle, mais elle dit aussi que la femme doit avoir la possibilité d'une véritable option libre. Si elle désire s'occuper de ses enfants, qu'elle puisse le faire ; si elle désire se réaliser professionnellement, qu'elle puisse le faire également ; et si elle désire concilier son activité maternelle et son activité professionnelle, qu'elle puisse également le faire. Aujourd'hui, rarissimes sont les sociétés où existe cette possibilité d'un choix vraiment libre, tant sont fortes les pressions exercées sur la femme pour qu'elle participe au système de production de la société, et à son corolaire : la consommation.

5 *Toujours à propos des personnes homosexuelles : que faire ? Exclure ces personnes ? Maintenant, on ne discute plus seulement sur ces unions, mais sur l'adoption...*

L'Église sait évidemment très bien que ces unions existent. Elle sait aussi que dans certains pays, ces unions sont légalisées ou en voie de l'être ; de même pour l'adoption. Mais l'Église dit aussi que ces unions ne correspondent pas à la psychologie profonde de l'homme. Elle rappelle que l'être humain a été créé par Dieu homme et femme. Confortée par des conclusions scientifiques dûment étayées, l'Église reconnaît cette complémentarité. Elle admet que l'union homosexuelle peut être un reflet du refus de la différenciation sexuelle. C'est cela qui préoccupe l'Église : ces unions seraient une espèce de refuge identitaire. L'Église craint que ces unions ne soient l'expression d'un refus de la première forme d'altérité, la première différenciation fondamentale, la différenciation homme-femme, une différenciation sexuelle inscrite dans la physiologie, la psychologie, et l'anthropologie. Pour ces raisons, et pour d'autres qui apparaissent notamment dans l'Écriture Sainte (cf. Ro 1), l'Église juge non fondé et inopportun de donner un statut « matrimonial » à ce type d'union. Cependant, l'Église ne condamne pas les personnes homosexuelles ; elle ne les expulse pas ; elle ne les marginalise pas. Elle invite ces hommes et ces femmes à essayer de redécouvrir la diversité sexuelle et l'institution matrimoniale dans laquelle cette différenciation reçoit son institutionnalisation.

6 *Mais un fils issu d'une famille de ce « nouveau modèle », un fils issu d'un couple homme-homme ou femme-femme, recevrait-il les sacrements de l'Église ?*

Ah, c'est clair ! La responsabilité de l'enfant n'est en effet nullement engagée par la situation dans laquelle il se trouve. A ce propos, l'Église souligne le fait qu'éduquer un enfant est une tâche difficile, une tâche qui requiert une dualité d'éducateurs. Il est reconnu que, même dans les écoles, il est bon qu'il y ait des professeurs et des professeuses. L'éducation donnée par la femme, par la mère, est différente de l'éducation donnée par le père. Ce sont deux types d'éducation tout à fait complémentaires. L'enfant doit savoir que le père, c'est la force ; c'est lui qui va dire ce que l'on ne peut pas faire : qu'on ne peut pas mentir, qu'on ne peut pas voler, qu'on ne peut pas tuer... Le père va être l'élément « mâle », dans le bon sens de ce mot ; c'est celui qui va indiquer à l'enfant les limites qu'il faut accepter librement et personnellement si l'on veut vivre en société. La mère, de son côté, a une psychologie plus amoureuse, plus portée vers la compréhension de l'autre.

L'homme tend à mettre en relief les relations de force ; la femme tend à mettre en relief les relations de tendresse. A chacun son avantage comparatif ! En d'autres mots, il y a une manière masculine et une manière féminine d'être sel de la terre. Tout cela pour dire que, dans le cas d'une union entre personnes homosexuelles masculines, l'éducation d'un enfant serait privée de la contribution typique de l'élément féminin psychologiquement différent.

7 *Mais vous ne trouvez pas que l'école, et la famille elle-même, pourraient suppléer à ce manque d'un homme ou d'une femme dans la nouvelle « configuration familiale » ?*

Je ne le pense pas. Ce qui arriverait, et qui d'ailleurs est déjà arrivé dans certaines sociétés, c'est que l'enfant dépendrait de la Cité, de l'État ou des pouvoirs publics. Ce ne serait pas une bonne chose. En France, on parle des « pupilles de la République », des « pupilles de la Nation ». La Nation serait le père et la mère pourvoyant à l'éducation. Ce n'est pas là une bonne chose ; c'est tout au plus un pis-aller pour certains orphelins, pour certains cas particuliers ; ce n'est en aucun cas un idéal. Il convient en effet que l'enfant ait deux parents, qu'il se forme à travers un contact quotidien et personnel avec eux. Cela est confirmé par des études auxquelles le Saint-Siège consacre actuellement une grande attention. Dans un livre désormais classique, l'économiste Gary Becker démontre qu'il n'y a rien de plus important que la famille pour la prospérité et le bien-être d'une société, pour le bonheur d'un homme et d'une femme, ainsi que de leurs enfants. La famille est essentielle pour que la société fonctionne bien, pour qu'il y ait paix, développement, éradication de la pauvreté. Analysant ce rôle de la famille, Gary Becker en arrive à démontrer le rôle essentiel de la femme. Il a observé et mesuré le travail des femmes, des maîtresses de maison, des mamans. Il a chronométré tous les types de travaux réalisés par ces mères de famille, et il a constaté que, selon les circonstances, la mère de famille nourrit, va au supermarché, cuisine, alimente ; elle est infirmière, médecin, hygiéniste, couturière, chauffeur, juge de paix entre les enfants ; elle aide les enfants à faire leurs devoirs, les stimule à faire du sport, à participer à des mouvements de jeunesse ; elle apprend aux enfants à partager le produit de leur tirelire ; elle leur enseigne les rudiments de la vie économique, à bien gérer leurs petites économies ; elle apprend aux enfants à avoir de l'ordre, à ranger leurs jouets, leurs livres, leurs vêtements ; elle leur apprend à se respecter, à s'entraider. Elle est la grande confidente des chagrins et des joies. Elle inculque aux enfants le sens de la beauté ; elle les éveille à la distinction entre le bien et le mal ; elle les initie à la prière et à la découverte de Dieu. En résumé, la mère exerce d'innombrables fonctions. Gary Becker a

donc calculé ce qu'était la contribution de la mère de famille au Produit Intérieur Brut d'une Nation (PIB); il est arrivé à la conclusion que cette contribution représentait « au moins 30 % de ce PIB ». La mère éduque en effet l'enfant aux vertus de base : la solidarité, le dévouement aux autres, l'organisation, la générosité, la responsabilité, la disponibilité, la loyauté, etc. Bref, Becker montre que c'est dans la famille, et en particulier grâce à la contribution spécifique de la mère, que se forme le capital humain.

8 *Mais l'Église ne ratifie-t-elle pas la culture « machiste », quand elle prêche des valeurs selon lesquelles, dans la famille, c'est l'homme qui doit tout décider. La femme n'aurait qu'une participation limitée dans les affaires de la famille, même si elle y est très active. Est-ce bien cela la position que l'Église ratifie ?*

Certainement pas. Revenons d'abord aux faits. Comme nous l'avons observé ci-dessus, il est hélas aujourd'hui fréquent que les hommes, au lieu de dominer et de tout décider, abandonnent femme et enfants. Ensuite, d'un point de vue moral, reconnaissons que si quelqu'un ou si une société imprégnée de christianisme cède au « machisme », l'Église a la responsabilité de rectifier cette tendance et que le machisme n'a pas sa place dans l'Évangile. Il faut rappeler que l'homme et la femme ont été créés égaux en dignité, et préciser aussitôt que égalité ne signifie pas identité. Il y a en effet beaucoup de confusion à ce sujet. On peut être égaux en dignité tout en étant très différents, comme d'ailleurs nous quatre qui sommes ici, nous sommes très différents mais égaux en dignité... Toute prépotence machiste est condamnée par l'Église au nom de la fraternité et de l'égalité. Dans la prédication courante, on souligne beaucoup trop peu que l'homme n'a pas le moindre droit à se prévaloir de sa force pour dominer, et parfois pour exercer sa violence sur la femme. Tous les jours, les journaux relatent des cas où des femmes ont été brutalisées par leur compagnon. Comment l'Église endosserait-elle de telles conduites ?

9 *Vous parlez de la survalorisation de la femme dans la famille. Mais le modèle familial de l'Église est un modèle patriarcal, dominé par l'homme. Au centre de tout, il y a les hommes. L'Église manque d'ouverture face à la femme...*

Commençons par une petite mise au point. La survalorisation –mot que je n'ai pas employé– de la femme aboutirait à une réaction exacerbée d'un machisme inadmissible. On ne peut remédier aux poussées *androcratiques*, à la tyrannie des mâles en y substituant la *gynécration*, la

tyrannie des femmes. Ce n'est pas en survalorisant la femme que l'on briderait les débordements du machisme. En revanche, la femme a besoin d'être valorisée dans tout ce qui constitue son originalité par rapport à l'homme. Cette valorisation est œuvre de justice, dans laquelle la part de l'homme est essentielle. La valorisation de la femme passe par la reconnaissance, par la femme elle-même, de sa dignité propre. Elle passe aussi par la qualité du regard que l'homme porte sur elle, et qu'on appelle le respect. Dans ces domaines, j'en conviens, il y a encore beaucoup à faire.

10 Précisément : que peut-on faire pour reconnaître la dignité de la femme ? N'y a-t-il pas là un blocage dans l'Église ?

Aux yeux de l'Église, qu'est-ce qui fait la dignité de la femme ? Sur ce point, nous sommes très souvent influencés par plusieurs traditions protestantes à propos du rôle de la femme dans la société et dans l'Église. Cette vision ne fait généralement pas assez droit à la dignité de la femme. La tradition de l'Église catholique valorise beaucoup plus la femme parce qu'elle aime Marie et parce qu'elle se laisse aimer par Marie, la mère de Jésus. Ce point est vraiment essentiel. C'est ce qu'ont parfaitement compris les gens simples qui vont en pèlerinage à Aparecida, à la Vila de Guadalupe, à Fatima ou à Lourdes. Nous devons redécouvrir que, dans la vision catholique, la femme est l'être le plus étroitement associé à l'œuvre *créatrice* de Dieu parce que la femme transmet la vie. Nous devons surtout reconnaître que, dans la vision catholique, la femme, parce que sœur de Marie, est associée de façon unique à la *médiation surnaturelle* de la Mère de Dieu. La femme ne donne pas seulement la vie physique ; elle est la première à reconnaître en son sein l'enfant qui, si petit qu'il soit, est l'image de Dieu ; elle est la première à proposer librement cet enfant à la reconnaissance et à l'amour des autres. Dieu renaît parmi nous chaque fois que la femme donne au monde un enfant qui diffracte le visage de Jésus. Tel est le privilège, l'avantage comparatif, qu'aucun homme ne pourra jamais ravir à la femme.

Sous ce rapport, la femme est bien plus exaltée dans la tradition catholique que dans d'autres confessions chrétiennes, exception faite de l'Orthodoxie. Pour nous, catholiques, Marie est la femme et la mère qui apprend aux hommes à aimer et à se laisser aimer; *elle est l'icône de Dieu dans la société humaine ; elle est le reflet du cœur maternel de Dieu.*

11 *Mais l'Église va devoir rediscuter le rôle de la femme dans l'Église elle-même ; il faudra rediscuter de la possibilité pour la femme d'exercer le sacerdoce ?*

L'Église est tenue à nous aider à comprendre le pourquoi de certaines traditions et à nous aider à les respecter. Dans le cas que vous évoquez, celui de l'exercice du sacerdoce, l'Église ne peut modifier ni encore moins rejeter d'un revers de main la tradition solidement et constamment attestée dans l'histoire, selon laquelle seuls les hommes sont appelés au sacerdoce. Cette disposition remonte au Christ lui-même et est maintes fois attestée dans les textes du Nouveau Testament. Le Christ lui-même, sur ce point, reprend et précise une tradition nettement attestée dans le Premier Testament. Il est vrai que gommer l'histoire, c'est « très tendance » ! Certains ne vont-ils pas jusqu'à œuvrer à la disparition de l'histoire comme discipline scientifique ? Quoi qu'il en soit, l'Église n'évolue pas à coup de pressions venant de lobbies ou de médias idéologiquement orientés. Les progrès de la psychologie différentielle, qui mettent en relief des différences psychologiques entre l'homme et la femme, tendent à confirmer la tradition de l'Église. Mais le vrai fondement de cette tradition se trouve dans l'attitude de Jésus lui-même. Par ailleurs, on ne saurait perdre de vue la place spécifique de la femme dans le dessein de Dieu. Mais ceci nous ramènerait à la question précédente.

12 *Selon vous, la voie n'est donc pas ouverte pour l'admission des femmes au sacerdoce. Mais alors, qu'est-ce qui peut changer effectivement ? Peut-on s'attendre à de nouvelles dispositions ?*

Je vais vous donner un exemple concret, que je connais directement. A l'Académie Pontificale des Sciences Sociales, nous sommes un peu moins de quarante membres, dont un tiers de femmes. Et vous savez qui préside cette Académie ? C'est une grande dame, mère de famille et même déjà grand-mère. Elle s'appelle Mary-Ann Glendon, et est professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Harvard. Elle a elle-même publié plusieurs études remarquables sur le féminisme, sur la famille, sur la vie, etc. Il est évident que comme présidente de cette Académie pontificale, Madame Glendon a l'oreille du Saint-Père. Ce qui complique et ralentit les discussions concernant la place de la femme dans l'Église, c'est que cette question est fréquemment abordée en termes de « pouvoir » ou de « droit » que l'on pourrait revendiquer. D'où une attitude revendicatrice : on présente comme un droit ce qui est théologiquement parlant un pur don de Dieu. « Nul ne peut s'arroger l'honneur d'être prêtre », comme l'indique *l'Épître aux Hébreux*. Le sacerdoce est un appel du Seigneur ; nul homme ne peut

prétendre y avoir droit ou en faire un objet de revendication. C'est un appel au service. Le modèle de la femme, dans l'Évangile, c'est Marie, et non pas la mère des fils de Zébédée (cf. Mt 20, 20-23).

13 Mais le changement dans ce domaine, dans combien de temps pourrait-il arriver ?

Une évolution visant à reconnaître davantage le rôle spécifique de la femme dans l'Église ne peut se faire que lentement. L'Histoire n'avance pas à coup de décrets. On ne peut pas prendre une décision de type autoritaire ou démagogique. C'est une évolution qui doit mûrir, mais qui peut mûrir assez rapidement. Je vais vous raconter à ce sujet une petite histoire, sans doute un peu embellie pour la circonstance ! Saint Ambroise a vécu aux environs de l'année 350. C'était une époque difficile pour l'Église de Milan. Un beau jour, l'évêque de Milan mourut et il fallut trouver un autre évêque. Apparurent deux candidats, qui commencèrent à se disputer. La dispute prit une tournure vraiment désagréable, et il y eut des troubles. Alors pour calmer les esprits, on fit appel au préfet pour qu'il rétablisse l'ordre. Or quel était ce préfet ? C'était Ambroise. A ce moment de sa vie, Ambroise était catéchumène, il se préparait au baptême. Au milieu de la confusion générale, Ambroise intervint. Il parvint à calmer les esprits. Et, selon une tradition peut-être un peu légendaire, mais qui n'en a pas moins beaucoup de vraisemblance historique, dans cette assemblée en bonne voie d'apaisement, un enfant cria : « Ambroise évêque ! ». Et Ambroise fut nommé évêque. Et lui, qui n'était pas encore baptisé, fut baptisé ; il fit sa première communion ; il fut confirmé, reçut le sacrement de l'ordre et la consécration épiscopale. Ce fut l'un des plus grands évêques de l'Antiquité. Il nous a même laissé une œuvre écrite qui est arrivée jusqu'à nous. Une œuvre de premier ordre.

14 A cette époque, tout est parti d'un cri ?

(Rires) Les circonstances étaient fort différentes de celles qu'ont connaît aujourd'hui. En évoquant très librement cet exemple, je veux dire qu'il y avait une réelle liberté, une spontanéité, comme il y en a d'ailleurs beaucoup dans l'Évangile à propos des aveugles, des handicapés, qui s'exclamaient, comme Saint Pierre, « Tu es le fils de Dieu ! ». Mais si, dans l'Église, on a changé la procédure de choix des pasteurs, c'est sans doute dû en partie aux défauts des procédures anciennes, dont il nous arrive de rêver. Mais nulle procédure n'est parfaite...

15 *Quand vous avez parlé de Gary Becker, vous avez résumé sa pensée en disant qu'il considère que la famille est l'unité de base qui garantit la prospérité de la société...*

Je me permettrais de faire d'abord une petite réserve à la pensée de Gary Becker. C'est un économiste, et il est normal qu'un économiste soit jusqu'à un certain point utilitariste : les mécanismes économiques doivent fonctionner. Cependant certains critiques de la pensée de Gary Becker font remarquer que s'il défend la famille, il défend la famille en vue de la prospérité. Cette critique ne manque pas de fondement. Becker veut le bien-être de la famille ; il veut que la famille soit bien constituée pour qu'il y ait prospérité. Malgré cette réserve, la publication de son imposant traité sur la famille reste à bien des égards un des grands événements de l'histoire économique contemporaine.

Nous ne pouvons d'ailleurs pas oublier qu'avant de se lancer dans l'étude de la famille, Gary Becker s'était déjà rendu célèbre par ses études sur la *délinquance*. Dans les années soixante, Becker a étudié le coût social de la délinquance, ce que coûtent à la société des enfants et des adultes qui font des attaques à main armée, participent à des réseaux de prostitution, ou rejoignent les mafias de la drogue. Ces délinquants de tous niveaux et de tout acabit coûtent cher à la société : prison, police, juges ; détérioration de la santé, etc. Becker ne tarda pas à découvrir très tôt le lien étroit entre délinquance et détérioration de l'institution familiale. Il commença à tirer parti des méthodes qu'il avait mises en œuvre dans ses études sur la délinquance pour appliquer celles-ci à l'étude de la famille.

16 *La prospérité va de pair avec ces nouvelles technologies, qui entraînent avec elles de nouvelles sociabilités. Les jeunes conversent plus par internet que par dialogue face-à-face. Quel regard l'Église porte-t-elle sur ces nouvelles technologies, qui modifient les sociabilités et même le profil de la famille ?*

Je pense comme vous, et d'ailleurs comme l'Église, que d'une part les nouvelles facilités de communication dont nous disposons aujourd'hui sont fondamentalement merveilleuses. Elles peuvent rapprocher les hommes, faciliter les échanges, accélérer des découvertes de techniques ou de médicaments qui peuvent être bénéfiques pour la société humaine. Il faut cependant ajouter également que ces nouveaux moyens de communication peuvent présenter une dimension négative. Ces moyens de communication, quelque efficaces qu'ils soient, comportent une dimension d'impersonnalité. En réalité rien ne remplace la présence physique, le dialogue en face à face.

La preuve c'est que nous nous trouvons réunis ici physiquement. L'interview ne se fait pas de la même façon selon que les questions sont envoyées par e-mail ou que l'échange se fait en face à face. Dans une entrevue où le contact est immédiat, direct, et où chacun peut intervenir, celui qui parle peut aussi nuancer, rectifier sa pensée.

Un autre grand risque de notre société, c'est non seulement que tout soit transmis à travers des systèmes anonymes, mais qu'en conséquence les progrès techniques fassent disparaître de nombreuses opportunités d'emploi. Ici, dans l'immeuble où a lieu notre entrevue, il y a encore un portier. Dans l'immeuble où j'habite, en Belgique, vous appuyez sur un bouton. Avec ces boutons, et autres machines à codes barres, on a supprimé des milliers d'emplois. On est en train de généraliser un système auquel j'ai résisté jusqu'à présent, qui consiste à procéder à des opérations bancaires via internet. Les supermarchés sont en train de supprimer les caissières, pour les remplacer par des machines électroniques. Il ne s'agit pas seulement, dans tous ces cas, de supprimer des emplois. Il s'agit –et c'est beaucoup plus grave encore– de faire disparaître d'innombrables occasions de rencontres entre personnes. Le portier, la caissière, le guichetier de la banque sont des personnes auxquelles vous avez affaire, dont vous reconnaissez la dignité et qui reconnaissent votre dignité ; ce sont des personnes dont vous appréciez le travail et qui se sentent valorisées par leur travail du fait que quelqu'un fait appel à leurs services.

17 *Nous vivons une époque où tout le monde s'accorde à reconnaître la pénurie de ressources naturelles, la dégradation du milieu ambiant, tout cela provenant précisément de l'augmentation de la population. Sur ces questions si préoccupantes, l'Église n'est-elle pas en porte-à-faux avec le monde d'aujourd'hui ?*

Pardonnez-moi, mais votre question comporte au moins trois pétitions de principe. Vous supposez démontrées trois propositions que vous devriez précisément démontrer. D'abord qu'il y a pénurie de ressources naturelles et dégradation du milieu ambiant. Deuxièmement que tout le monde s'accorde à reconnaître cette pénurie et cette dégradation. Troisièmement, que cette pénurie et cette dégradation proviennent de l'augmentation de la population. Aucune de ces trois thèses ne fait l'unanimité, ni n'a d'ailleurs jamais été démontrée. De nouvelles ressources naturelles ne cessent d'être mises au point, ainsi que nous l'expliquons ailleurs. Les scientifiques sont perplexes et divisés sur la dégradation de l'environnement. Par exemple, si le *réchauffement climatique* est un fait généralement reconnu, il y a d'après discussions sur ses causes : ce réchauffement est-il dû à l'action de l'homme ou est-ce un phénomène naturel comme il s'en est déjà produit ? Le doute

des scientifiques sur cette question, et même l'impossibilité de trancher, hypothèquent l'affirmation selon laquelle l'augmentation de la population serait la cause des pénuries, de la dégradation de l'environnement. Je remarque aussi au passage l'amalgame entre pénurie et dégradation de l'environnement, deux problèmes distincts. Je rappelle aussi qu'il y a une trentaine d'années on nous annonçait une *glaciation* imminente, et les devins nous faisaient partager leur panique en pointant du doigt un trou dans la couche d'ozone.

Enfin sur des questions scientifiques aussi fondamentales, affirmer que « tout le monde s'accorde à reconnaître » la pénurie, la dégradation, l'augmentation de la population est tout à fait insuffisant et même dangereux. Car la majorité peut se tromper. Une majorité d'intellectuels allemands ont approuvé le nazisme ; une majorité d'intellectuels italiens ont approuvé le fascisme. On raconte que lorsque la théorie de la relativité a commencé à être connue en Allemagne, des centaines de savants allemands ont fait circuler une pétition dénonçant cette théorie qui ne pouvait être que méprisable au motif qu'elle était l'œuvre d'un Juif. A quoi Einstein aurait répondu que pour réfuter sa théorie, il n'était pas nécessaire de réunir des centaines de signatures ; il suffisait d'un seul argument, pourvu que cet argument fût scientifique ! *N. de l'A.* : à ce sujet, on pourra se reporter à l'article de Serge GALAM, « Pas de certitude scientifique sur le climat », paru dans *Le Monde* du 7 février 2007.

18 *N'est-il quand même pas contradictoire que l'Église prenne une position favorable à la famille de plus en plus nombreuse alors qu'il y a encore de nombreuses régions où sévissent la disette et la pauvreté ?*

Cette question est fondamentale. Dans ce que dit l'Église sur la famille et sur la population, les positions de l'Église tiennent d'abord compte de données provenant d'études scientifiques. Évidemment, ces données ne sont pas mentionnées dans l'Évangile –et pour cause !– mais l'Église les incorpore parce que ce sont précisément des données scientifiques. D'ailleurs, l'Église fait siennes les conclusions dûment établies de nombreuses disciplines scientifiques. Elle le fait depuis longtemps avec la philosophie, avec la philologie, avec l'histoire; elle le fait aujourd'hui avec la biologie, la physique, la médecine, l'agronomie, la démographie, les sciences économiques, le droit, la psychologie, etc.

Arrêtons-nous plus particulièrement à l'ingénierie et à la démographie. Prenons le cas qui nous préoccupe, celui des ressources naturelles. Le problème est que ces ressources sont effectivement limitées, mais qu'il est impossible de définir ces limites. Et cela pour un motif très simple. C'est que le volume des ressources naturelles disponibles ne cesse pas de varier et

varie même suivant les pays. Aujourd'hui, quand un ingénieur invente un moteur ou un réacteur qui consomme moins que ses prédécesseurs, il contribue à l'augmentation des ressources naturelles et il fait baisser la pollution ; un ingénieur qui met au point un matériau composite contribue à augmenter les disponibilités en métaux ferreux. La même chose se passe quand un agronome développe de meilleures techniques de culture. Les ressources naturelles ne cessent pas d'évoluer. Le cas de l'Inde est tout à fait typique. Si l'Inde comporte aujourd'hui une population impressionnante, et qu'elle exporte des céréales, c'est qu'il y eut une importante évolution dans les techniques de culture, la distribution, et la qualité de l'alimentation.

19 *Mais l'Inde n'est-elle pas toujours misérable ?*

Il est clair qu'en Inde et ailleurs il y a encore des problèmes très sérieux, liés en partie au système de castes. Mais il n'en est pas moins évident que s'il y avait pénurie alimentaire comme il y en avait avant, il n'y aurait pas un milliard d'habitants en Inde. Le changement dans la perception des ressources naturelles est dû à certains savants qui ont brisé les fatalismes ancestraux et qui ont offert à la communauté humaine des découvertes qui ont transformé la perception des ressources qui sont nécessaires à la communauté. Dans le cas de l'Inde, le grand bienfaiteur de ce pays est Norman E. Borlaug, qui a mis au point des céréales offrant des rendements très supérieurs aux rendements obtenus jusqu'alors. Un autre exemple que nous avons déjà commenté, c'est celui de l'électronique. Autre exemple, en Hollande, on a mis au point un système de culture dans l'eau, l'aquaculture. En peu de semaines, et en utilisant des produits relativement simples, les Hollandais parviennent à produire des fruits, des tomates et toute sorte d'autres produits agricoles en mettant en œuvre des techniques nouvelles. Bref, on ne peut avoir une vision *fixiste* des ressources humaines. Ces ressources ne cessent pas de croître, de changer. Par exemple, le problème principal qui se pose en Europe occidentale c'est celui de savoir ce que l'on peut faire avec les *surplus* alimentaires, qui commencent à polluer le milieu ambiant. Il faut donc prendre en considération « l'évolutivité » des ressources naturelles.

20 *Mais dans ce cas comment se pose la question de la population ? Depuis longtemps des organismes ayant pignon sur rue mettent en garde contre l'explosion démographique...*

Tous les indicateurs actuels disent qu'au lieu d'avoir peur d'un affolement de la croissance démographique, ce que nous devons craindre

c'est beaucoup plus la chute de la fécondité, un phénomène universel et observé dans le monde d'aujourd'hui. Dans près de vingt pays d'Europe, la population est en croissance négative, ce qui signifie que l'effectif de la population diminue en nombre absolu. L'espérance de vie augmente alors que le nombre de naissances diminue. Et la grande cause du vieillissement de la population, c'est-à-dire de l'augmentation du nombre et de la proportion des personnes âgées, c'est le manque d'enfants, c'est une fécondité trop basse.

21 *Pourquoi les hommes et les femmes ne veulent-ils plus se marier ni avoir d'enfants, comme jadis ? Il y a de plus en plus de personnes qui évitent d'avoir des enfants pour des raisons socioéconomiques.*

La chute de la fécondité, et les conséquences de cette chute, présentent au moins ceci de bon qu'elles permettent aux gens de prendre conscience qu'avoir des enfants, c'est bon pour le couple, mais c'est bon aussi pour la société. C'est en effet pour cela que l'Église insiste sur la dimension sociale et politique de la famille. Aujourd'hui, ce que l'Église souligne, c'est la nécessité, pour les pouvoirs publics, de reconnaître que la décision du couple a un impact sur la qualité de la société. Il est en effet de l'intérêt et du devoir de l'État d'aider et de protéger les couples qui veulent avoir des enfants. Beaucoup de jeunes couples n'ont pas ou n'ont que très peu d'enfants parce qu'ils ne reçoivent guère d'aide de la part de la société et de l'État. Jadis, même les familles pauvres avaient beaucoup d'enfants. Les parents se disaient que s'ils avaient treize enfants, au moins quelques-uns vont survivre et vont s'occuper d'eux pendant leurs vieux jours. Ce système était, à l'époque, exemplaire car il était basé sur la *solidarité intergénérationnelle*, à laquelle l'Église donne tout son appui. Par ailleurs à cette époque, l'État ne voulait pas ou n'avait pas les moyens d'encourager des politiques favorables à l'accueil de la vie. Aujourd'hui il en va autrement, mais les politiques familiales ne se sont guère améliorées pour autant.

22 *La question qui se pose concerne alors le modèle économique qui prédomine aujourd'hui dans la société humaine. Ce modèle préconise une diminution accentuée du rôle de l'État, une libéralisation plus large des échanges économiques ; ce modèle est basé sur l'exclusion. D'où la crainte, en particulier dans la classe moyenne, d'avoir plus de deux ou trois enfants. On craint ne pas pouvoir les élever. Quelle critique l'Église adresse-t-elle à ce modèle économique ?*

La critique de l'Église face au modèle néolibéral de société va dans le sens que vous indiquez. Nous ne pouvons pas oublier que l'idéologie néolibérale considère l'homme comme un individu et non comme une personne qui a besoin des autres et d'une famille pour être heureux. Nous ne sommes pas de simples producteurs de biens matériels ; nous ne sommes pas de simples travailleurs au service de la société. Quand on voit, par exemple, ces femmes dans la trentaine, stressées par la compétition professionnelle, harassées par la seconde journée de travail qu'elles font en rentrant chez elles après leur boulot, on comprend mieux que dans notre société tout est orienté vers l'individualisme et la consommation. L'homme et la femme apparaissent ici comme des producteurs et des consommateurs. C'est là une vision que l'Église ne saurait reconnaître comme idéale. Pourtant, dans le cœur de la plupart des jeunes, il y a non seulement une aspiration à se marier ; il existe aussi un désir très affirmé d'avoir des enfants, de constituer une famille. Cependant, à cause d'une pression sociale, économique et médiatique très forte, ces jeunes se demandent s'ils vont parvenir à réaliser leur rêve. Or cette appréhension des jeunes est un désastre pour la société. Une enquête récente a révélé que les jeunes couples français souhaitent avoir en moyenne 2,4 enfants. Or la fécondité observée, révèle que ces mêmes couples n'ont que 1,8 enfants. Il y a donc écart entre la réalité observée et l'idéal auquel on aspire.

23 *On dit que la population européenne vieillit. Ce vieillissement s'observe-t-il également au Brésil ?*

Dans les villes comme São Paulo et Rio de Janeiro, l'indice de fécondité se situe à hauteur de 1,9 enfants par femme en âge de procréer. Cela signifie que cet indice se trouve en dessous du niveau de renouvellement de la population, qui, théoriquement, devrait être d'au moins 2,1. En réalité cependant, cet indice devrait être un peu plus haut, parce que la mortalité infantile au Brésil est encore assez élevée. On constate ici que la tendance au vieillissement est en train de gagner le Brésil. Il faut insister sur ce fait parce que, aujourd'hui, l'avantage comparatif d'un pays, c'est son capital humain. Les enfants, et des enfants bien formés : c'est cela qui compte pour l'avenir d'un pays. Cependant, il ne suffit pas d'avoir des enfants ; il convient de leur offrir une éducation de qualité. Au niveau primaire et secondaire, le système éducatif public est très précaire ; les enfants qui y sont formés sont désavantagés au moment de se présenter à l'université.

24 Vous avez parlé de la paganisation de l'Europe. Ici au Brésil et en Amérique Latine nous constatons les progrès des églises et des sectes évangéliques. S'il y a cette crise de la foi dans diverses parties du monde, quel est aujourd'hui le territoire sûr de l'Église catholique ?

Le Pape Jean-Paul II a eu sur ce point une vision vraiment prophétique. Je suis convaincu que l'Amérique Latine a vraiment un rôle décisif à jouer dans l'avenir de l'Église. Ce n'est pas la première fois que je vis la fête de Noël à Fortaleza, capitale du Ceará. Mais j'ai toujours été impressionné par la religiosité de la population, toutes classes confondues. Les célébrations sont très belles ; les familles se réunissent ; les gens s'embrassent. Tout cela révèle une très grande vitalité religieuse. Malgré toutes les difficultés que l'Église connaît au Brésil et dans les autres pays d'Amérique Latine, j'ai la certitude que cette Église a un grand avenir devant elle pour le plus grand bien de l'Église universelle et de toute la communauté humaine.

25 Mais quelle doit être alors la priorité ?

L'évangélisation ; l'annonce de la Parole de Dieu ; l'engagement pour la justice ; et la discussion ouverte des grands défis auxquels est confrontée la communauté latino-américaine.

26 Pourquoi n'y a-t-il jamais eu un pape venant du Tiers-Monde ?

Il faut remarquer qu'avant Jean-Paul II, le dernier pape non italien avait été Adrien VI, mort en 1523. Avant d'être nommé évêque à l'initiative de Charles-Quint, Adrien VI avait été professeur à l'Université de Louvain, où son Collège, le « Collège du Pape », existe toujours. A cette époque les Pays-Bas étaient en quelque sorte la périphérie de l'Empire. Il est vrai que des méchantes langues disent que le Pape Adrien VI est mort au bout de deux ans de pontificat, dans des circonstances restées obscures ! (*Rires*). On admettra qu'entre Adrien VI et Jean-Paul II, l'Église a été dirigée par des papes d'origine italienne qui, durant toute la période moderne, ont donné une grande impulsion aux œuvres éducatives, à la catéchèse, aux missions. Plusieurs de ces papes ont été canonisés. A l'époque qui est la nôtre, nous avons eu un pape d'origine polonaise, qui a incontestablement conforté le respect dont la papauté est entourée. Nous avons maintenant un pape d'origine allemande, ou plus précisément d'origine bavaroise, et nous savons tous que les Bavarois sont « les plus italiens des Allemands ». Chaque pape est évidemment enraciné dans un contexte socioculturel particulier, comme

l'étaient du reste Jésus et ses premiers disciples. C'est un signe de santé de l'Église de pouvoir, sous l'impulsion de l'Esprit-Saint, recevoir de Dieu des pasteurs très différents par leur origine, leur culture, leur formation, leur caractère, leur personnalité. A n'en pas douter, l'Esprit-Saint nous réserve encore bien des surprises. Les épiscopats non européens, et en particulier latino-américains, comportent des personnalités d'exception que le Seigneur est probablement en train de préparer. A ce niveau de responsabilité, l'origine géographique a certes son importance ; mais plus importantes encore sont les qualités multiples et complexes que doit réunir le pasteur suprême pour mener à bien sa mission d'ailleurs humainement impossible.

27 *Le pape Benoît XVI est un pape de transition, surtout en raison de son âge. Travaille-t-il déjà à sa propre succession ?*

Je n'ai jamais entendu le pape parler de ce problème. Mais il en va sans doute dans l'Église comme dans toute grande institution : dès que quelqu'un est appelé aux plus hautes responsabilités, un de ses premiers soucis c'est de penser à sa succession. C'est de la bonne gestion du capital humain ! Mais en tout état de cause, tout dépendra du choix de l'Esprit-Saint. On raconte que, quelques mois après son élection, Jean XXIII commença à souffrir d'insomnies. Les difficultés auxquelles il devait faire face l'empêchaient de dormir. Puis un beau jour, au cœur d'une nuit blanche, l'Esprit-Saint lui apparut et lui dit : « Mais, Jean, le gouvernement de l'Église, est-ce *ton* affaire ou *mon* affaire ? » A partir de ce jour, Jean retrouva un sommeil de bienheureux. (*Rires*).

28 *Des collaborateurs comme vous, combien le pape en a-t-il ?*

Pour répondre, enchaînons avec une autre anecdote bien connue que l'on prête à Jean XXIII. Selon la légende, on demandait un jour au Bon Pape : « Combien y a-t-il de personnes qui travaillent au Vatican ? » ; « La moitié ! » aurait répondu le Pape. (*Rires*). Revenons à un registre plus sérieux. Il n'y a pas un nombre fixe de collaborateurs. Il y a des collaborateurs permanents, qui travaillent et vivent à Rome. Au Vatican il y a moins de quatre mille fonctionnaires de tous niveaux qui font de ce mini État une Cité très vivante. Parmi ces fonctionnaires, il y a les gendarmes, les sacristains, les chauffeurs, les jardiniers, les cuisiniers, les huissiers, les peintres, les secrétaires, les informaticiens, les pompiers, les architectes, les ingénieurs, les restaurateurs, les imprimeurs, les journalistes, les médecins, les musiciens, les photographes, les postiers, les conservateurs du musée, sans oublier les gardes suisses, etc. Il y a même un supermarché, une

pharmacie, une antenne médicale. Mais des personnes qualifiées – théologiens, canonistes, par exemple -qui collaborent avec le pape dans l'exercice direct ou indirect de sa tâche, il doit y en avoir moins de deux mille qui sont fixes. Ce sont eux qui, avec le pape, portent le poids du travail journalier. Par ailleurs, il y a des collaborateurs extérieurs, qui ne vont à Rome qu'occasionnellement, lorsqu'ils y sont appelés pour une tâche particulière. Ces collaborateurs extérieurs sont appelés suivant les besoins, c'est-à-dire suivant les dossiers à examiner, et sur lesquels il faut donner un avis motivé. J'ajoute que, contrairement à ce que l'on prétend parfois, l'Église n'est pas gouvernée par une administration hyper-centralisée.

29 Combien y a-t-il de collaborateurs extérieurs, contribuant à l'étude de la pensée et de l'action de l'Église ?

Il est difficile d'avancer un chiffre. Je dirais qu'il y en a moins de trois cents. On pourrait faire un décompte assez précis en épluchant l'*Annuario pontificio*. Le Vatican a déjà été reconnu par des publications spécialisées en management comme un État fonctionnant de façon exemplaire. Ce qu'on attend surtout de nous, les extérieurs, c'est un double type de collaboration. D'une part, il faut répondre à des demandes émanant du pape à propos de problèmes nouveaux au sujet desquels il se sent interpellé. D'autre part, nous sommes appelés également à signaler au Saint-Père des problèmes nouveaux qui émergent et qui nous semblent devoir mériter son attention.

30 Avec quelle régularité avez-vous des entretiens avec le pape ?

C'est totalement irrégulier. Cela dépend de lui. C'est lui qui convoque. Mais n'oublions pas que le Vatican vit, comme toutes les sociétés modernes, à l'heure de la globalisation, dans tous les sens de ce mot. Comme toutes les sociétés qui se sont modernisées, le Vatican utilise les moyens les plus modernes de communication sociale et en particulier l'internet. L'Église a besoin de ces outils pour réaliser sa mission. Par ailleurs, le Saint-Siège, avec ses 44 hectares, a une place des plus importantes dans les relations internationales. Le Saint-Siège est devenu pratiquement le *seul acteur global* dans la société mondiale. Le Saint-Siège n'a pas d'intérêts « nationaux » à défendre ; il se veut et il est de fait au service de l'Évangile, de l'ensemble de la communauté humaine et de chacun des membres qui constituent celle-ci. Son action peut donc s'exercer au niveau bilatéral comme au niveau multilatéral.

31 *Comment s'est passé votre premier contact avec le pape Jean-Paul II ?*

Ce que je vais vous raconter est très révélateur de la personnalité de Jean-Paul II et de sa délicatesse. Un beau jour, en 1980, j'ai reçu un coup de téléphone du nonce apostolique à Bruxelles. Le nonce me dit : « Voici que j'ai reçu un message de Rome. Le Saint-Père désire parler avec vous ». Et le nonce ajoute cette phrase : « Le Saint-Père vous demande quelles sont vos convenances ». Il est évident que j'ai répondu immédiatement que mes convenances seraient celles du Pape. (*Rires*). Que le pape dise cela montre la grande attention qu'il portait aux personnes. Plusieurs années plus tard, quand j'ai accédé à l'éméritat à l'Université de Louvain, le Pape m'a demandé de continuer à travailler pour la famille et pour le respect de la vie.

32 *Quel est le problème le plus compliqué sur lequel vous ayez eu à vous prononcer ?*

Pour des raisons évidentes de discrétion, je préfère ne pas répondre directement à cette question. Je précise cependant aussitôt que lorsque le pape demande à des collaborateurs extérieurs de donner leur avis, c'est toujours parce qu'il désire être éclairé concernant des problèmes complexes, délicats, et souvent inédits.

33 *Dans une conversation avec le pape, vous sentez-vous vraiment libre de dire ce que vous pensez ?*

Lorsqu'on est appelé à un entretien avec une personnalité comme le Pape, la grande tentation, c'est de ne dire au Pape que des choses qui vont lui plaire. On se dit, avant de le rencontrer, « Le Pape a bien des soucis. Chaque jour on lui soumet des dossiers difficiles ; on lui rapporte des situations attristantes ; on alourdit ses préoccupations. Je ne vais pas lui donner de nouveaux soucis. » Donc, la tentation, c'est de gommer les difficultés. Or c'est précisément ce que le Pape ne veut pas. Adopter cette attitude serait un manque grave de loyauté au Saint-Père, qui désire être informé sur des dossiers complexes et recourt dans ce but aux canaux de son choix. En pratique toutefois, aussi bien avec Benoît XVI qu'avec Jean-Paul II, ce danger de « gommage » n'existe pas. Ce qui domine, c'est l'impression très forte qu'on est en confiance, qu'on parle avec un père, que l'entretien sera à cœur ouvert. Lors du tout premier entretien que j'ai eu avec le pape Jean-Paul II, le pape lui-même a exposé les motifs pour lesquels il nous avait convoqués et il a terminé sa présentation en disant : « Et je demande avec insistance que chacun d'entre vous s'exprime avec la plus

totale liberté ». Cela est révélateur, une fois de plus, du respect que Jean-Paul II avait des personnes, mais une telle demande révélait également l'extraordinaire capacité d'écoute d'un homme qui attendait que tous, nous collaborions avec lui, au service de Celui qui est le chemin, la vérité et la vie.

Index des noms propres

- ADRIEN VI : **22**, 26
 AMBROISE, Saint : **22**, 13
 ANNAN, Kofi : **1**
 ARROW, Kenneth J. : **3**, 11
 ARAÚJO, Felipe : **22**
- BECKER, Gary S. : **3**, 11 ; **9**, 8, 10 ; **19**, 2 ; **22**, 7, 15
 BELTRANO ÁLVAREZ, Andrés : **18**
 BENOÎT XVI : **8** ; **14**, 5 ; **15**, 9 ; **19**, 6 ; **21**, 6, 8 ; **22**, 12, 33
 BINDING, Karl : **11**
 BOLIVAR : **8**, 17
 BONVINI, Rino : **3**
 BORLAUG, Norman E. : **3**, 4 ; **22**, 19
- CHAMIE, Joseph : **15**, 1
 CHAUMONT, Caroline : **19**
 CHEMIN, Anne : **20**, 5
 CHEVALLIER, Sabine : **1** ; **12**
 CHEVÈNEMENT, Jean-Pierre : **1**
 CHIRAC, Jacques : **1**
 CICÉRON : **3**, 7
 COSTA, Josué : **5**
- DARWIN, Charles : **11**, 2
 DUMONT, Gérard-François : **9**, 12 ; **16**, 3 ; **19**, 2
- ENGELS, Friedrich : **13**, 1, 3
- FABIOLA, Reine : **1**
 FERGUSON, Marilyn : **3**, 7
 FERRARA, Giuliano ; **20**
 FIORE, Luca : **4**
 FOUCAULT, Michel : **13**, 2
- GALAM, Serge : **22**, 17

GASPARI, Antonio : **14** ; 13

GASSE, Maryvonne : **15**

GATES, Bill : **10**

GLENDON, Mary-Ann : **22**, 12

GORBATCHEV, Mikhail : **4**, 2

GRAMSCI, Antonio : **4**, 1

HEGEL : **14**, 3

HIPPOCRATE : **7**, 5

HUXLEY, Julian : **14**, 4

HOCHE, Alfred : **11**

JACQUES, saint : **3**, 9

JEAN, saint : **3**, 9

JEAN XXIII : **22**, 27 s.

JEAN-PAUL II : **1** ; **3**, 6 ; **6**, 3 s. ; **7**, 6, 11 ; **8** ; **14**, 1 s. ; **16**, 1 s. ; **17**, 2 ; **20**, 5 ; **21**, 6 ; **22**, 24 s., 31, 33

JÉSUS : **7**, 1, 8 ; **14**, 8 ; **22**, 3, 10 s., 26

JONCHERAY, Loïc : **6**

KELSEN, Hans ; **21**, 3-6

KHUN, Thomas S. : **4**, 2

LAVIGNE, Élisabeth (de) : **21**

LECAILLON, Jean-Didier : **19**, 2

LEGOUX, Alain : **20**, 5

LEIBNIZ : **22**

LENSEL, Denis : **13**

LÉON XIII : **17**, 1

LEMOINE, Enriqueta : **7**

LÉVI-STRAUSS, Claude : **14**, 4

LOCKE : **7**, 4

LÓPEZ TRUJILLO, Alfonso : **19**, 6

MALTHUS : **2**, 3 ; **3**, 3 - 5 ; **4**, 2 ; **9**, 7 ; **15**, 2, 4

MARIE : **22**, 10, 12

MARX, Karl : **5**, 9 ; **7**, 1 ; **13**, 1

MATOS BRITO, Juliana : **9**

MEURVILLE, Laurence : **6**

MOURÃO CAVALCANTE, Antônio : **3** ; **9**, 7

MUSSOLINI, Benito : **7**, 9

NAVALPOTRO, José María : **10**

NIETZSCHE, Friedrich : **7**, 1

PASCAL, Blaise : **22**

PAUL, saint : **3**, 9

PAUL VI : **15**, 6 ; **17**, 1

PÉREZ-OSUNA, Nitu : **8**

PIE XI : **15**, 6

PIERRE, saint : **22**, 14

REDZIOCH, Włodzimierz : **17**

RENAN, Ernest : **14**, 5

RIBEIRO, Alexandre : **21**

RIBEIRO, Cláudio : **22**

RIBEIRO, Darcy : **5**, 10 ; **9**, 6

SAMARITAIN : **7**, 1, 8

SEN, Amartya : **3**, 13 ; **5**, 14

SERRAS PEREIRA, Nuno : **7**

SÉVILLA, Jean : **15**, 1

SIMON, Julian L. : **9**, 8

SINGER, Peter : **14**, 4

SISMONDI, Sylvain : **2**

SMITH, Adam : **2**, 6

STALINE, Joseph ; **21**, 4

STIGLITZ, Joseph E. : **3**, 11

TÚLIO, Demitri : **22**

VERZELETTI, Carlos : **5**, 1

VEIL, Simone : **4**, 5

VOLLMER, Alberto : **8**

WEBER, Max : **18**, 2

ZÉBÉDÉE : **22**, 12

ZICO, Vicente Joaquim : **5**, 1

Index des thèmes

- Âge médian : **3**, 1
 Agnosticisme : **14**, 3
 Aliénation : **9**, 3 ; **12**, 2 - 4
 Alimentation : **2**, 3 ; **12**, 7
 Anthropocentrisme : **3**, 7 ; **4**, 1, 3 ; **5** ; **14**, 4
 Anthropologie : **3**, 7 ; **5**, 2, 6 ; **11**, 3 ; **12**, 6 ; **14**, 10 ; **16**, 1 s. ; **18**, 2 ; **22**, 5, 22
 Arianisme : **13**, 7
 Athéisme pratique : **6**, 4
 Autonomie : **12**, 6 ; **21**, 5
 Avenir : **12**, 5
 Avortement : **5**, 2 ; **7**, 2, 7, 9 – 11, 13 s. ; **10**, 4 ; **14**, 2 s. ; **15**, 1, 5, 7 ; **17**, 2 ; **21**, 4, 6-9 ; **22**, 2

 Barbarie : **7**, 6
 Bonheur : **12**, 6
 Brésil : **3** ; **5** ; **9** ; **10** ; **22**

 Capital humain : **3**, 6 ; **5**, 11 ; **8**, 11 ; **9**, 8, 10 ; **15**, 2 ; **16**, 3 ; **19**, 2
Casti connubii : **14**, 6
 Catholics for a Free Choice : **14**, 5
Centesimus annus: **16**, 2
Charte de la Terre : **4**, 3 s. ; **14**, 4
Charte de San Francisco : **21**, 1
 Club de Rome : **4**, 2 ; **19**, 3
 Compassion : **3**, 3 ; **11**, 3 – 7
 Conscience morale : **12**, 1
 Consensus : **3**, 8 ; **4**, 4 ; **5**, 2 ; **12**, 7 ; **20**, 7
 Consommation : **3**, 2
Constitution des Etats-Unis : **21**, 1
 Contraception : **5**, 2 ; **7**, 13 s. ; **9**, 6 ; **10**, 4 ; **12**, 2 ; **14**, 2 s. ; **15**, 4 - 6
 Convention : **4**, 4
 Corruption : **3**, 4
 Création : **3**, 5 ; **16**, 2 ; **17**, 1 ; **22**, 10
 Créativité : **3**, 4

Cuba : **8**, 9 s.

Culture de la mort : **3**, 6 ; **6**, 4 ; **14**, 6

Culture de la vie : **3**, 6 ; **12**, 2

Cynisme : **12**, 7

Déclaration de 1948 : **3**, 6 ; **4**, 3 ; **5**, 2 ; **13**, 8 ; **21**

Déclaration d'Indépendance des Etats-Unis ; **21**, 1

Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen en France ; **21**, 1

Démocratie : **9**, 1 ; **16**, 3

Démographie : **3**, 11 ; **14**, 6 ; **15**, 6 ; **16**, 3 ; **22**, 18, 20

Dépendance : **12**, 6

Désespoir : **12**, 1

Développement : **3**, 13 ; **4**, 2 ; **9**, 7

Développement durable : **13**, 7

Dictature : **21**, 4

Dignité : **2**, 3 ; **6**, 5 ; **7**, 8 ; **11**, 6 ; **12**, 7 ; **18**, 2 ; **22**, 10

Discrimination : **7**, 5 ; **9**, 1 ; **10**, 4 ; **11**, 4 s. ; **12**, 7

Division de la Population : **9**, 8 ; **15**, 1

Divorce : **12**, 2

Droit : **4**, 4 ; **7**, 3 s. ; **12**, 7 ; **14**, 6 ; **15**, 8 ; **17**, 2 ; **18**, 4 ; **21**

Droit naturel : **7**, 4

Droit positif : **21**, 2

Droits : **12**, 1 ; **20**, 2-4

Droits de l'homme : **2**, 3 ; **3**, 7 ; **7**, 2, 4 ; **8**, 7 ; **21**

Écologie : **3**, 7 ; **6**, 1 ; 16, 2

Éducation : **3**, 5, 10 ; **5**, 14 ; **8**, 4, 13 ; **9**, 1, 10 ; **12**, 7 ; **13**, 1 ; **19**, 5 ; **22**, 6, 23

Égalité : **21**, 2

Église : **21**, 8

Endoctrinement : **21**, 6

Environnement : **3**, 5 ; **4**, 2 ; **5**, 2, 7 ; **14**, 4 ; **16**, 2

Épicurisme : **3**, 7

Espace vital : **13**, 8

Espérance : **6**, 1 ; **12**, 1

Espérance de vie : **9**, 11 s.

État souverain : **12**, 4

Éthologie : **3**, 7

Eugénisme : **2**, 3 ; **7**, 5 ; **13**, 8

Euthanasie : **2**, 4 ; **5**, 2 ; **7**, 2 ; **10**, 4 ; **11**, 7 ; **14**, 1, 3 ; **15**, 1, 8 ; **20**, 6 ; **21**, 4, 6, 8-9

Évangélisation : **20**, 5 ; **22**, 25

Evangelium Vitae : **6**, 3 ; **7**, 11

Évolution : **3**, 7 ; **4**, 1 ; **5**, 6

Exclusion : **12**, 7

Explosion démographique : **3**, 1 ; **19**, 3

Faim : **3**, 4 ; **19**, 3

Famille : **2**, 2, 6 ; **3**, 9 ; **5**, 11 ; **8**, 11 ; **9**, 8 ; **12**, 3, 7 s. ; **13**, 2 s., 8 ; **14**, 7 ; **17**, 1 ; **18**, 4 ; **19**, 1 s. ; **22**, 2 - 4, 7, 9, 15

Fécondité : **3**, 1 ; **8**, 1, 6, 13 s. ; **9**, 9 ; **15**, 1 ; **19**, 3 ; **22**, 2, 4, 20 s.

Femme : **3**, 6 ; **13**, 1 ; **15**, 5 ; **20**, 2, 8 ; **22**, 4, 6 s., 9 - 12, 22

Fidélité : **12**, 6

Fiscalité : **3**, 10 ; **5**, 10 ; **8**, 16 ; **9**, 6

FNUAP : **2**, 3 ; **8**, 6 - 8 ; **9**, 8 ; **14**, 5 ; **15**, 1

Foi : **21**, 9

Franc-maçonnerie : **4**, 5 ; **14**, 5, 9

Fraternité : **7**, 8

Gaïa : **5**, 2 ; **16**, 2

Gaudium et Spes : **16**, 1

Génération : **6**, 1, 5

Genre : **8**, 7 ; **12**, 3 ; **13**, 1 ; **21**, 6, 9

Gérontocroissance : **9**, 12

Globalisation : **3**, 8 ; **4**, 1 ; **5**, 4, 13 ; **9**, 1 ; **22**, 30

Gnose : **13**, 7

Gouvernement supranational : **12**, 4

Gouvernements : **3**, 3

Guerre : **8**, 17 ; **14**, 8

Handicapé : **6**, 4

Hédonisme : **4**, 5 ; **12**, 5 ; **14**, 10 ; **15**, 4, 6

Hiver démographique : **16**, 3

Holisme : **4**, 1

Homosexualité : **12**, 3 ; 21, 9 ; **22**, 3 - 5

Humanae Vitae : **15**, 6 ; **19**, 1

Idéologie : **7**, 1

Ignorance : **3**, 4

Illuminisme : **14**, 3, 5

Illusion coloniale : **5**, 14 ; **9**, 10

Image : **12**, 8

Implosion démographique : **3**, 2

Inde : **22**, 19

Individualisme : **14**, 3, 10

Ingénierie sociale : **3**, 9 ; **20**, 18

Internationalisme : **21**, 5-6
 Internet : **3**, 12 ; **4**, 5 ; **22**, 16, 30
 IPPF : **8**, 6 ; **14**, 5

Jeunes : **6**, 2
 Justice : **5**, 4 ; **7**, 9 ; **14**, 6 ; **16**, 4 ; **17**, 3

Laborem exercens : **17**, 2
 Laïcisme : **14**, 5
 Langage : **14**, 6, 10 ; **15**, 5, 7 s. ; **22**, 16, 30, 33
 Législation : **7**, 7, 9 s.
 Libéralisme : **7**, 1 ; **14**, 3 ; **16**, 4 ; **20**, 7
 Libération : **3**, 13
 Liberté : **12**, 5
 Libre-examinisme : **4**, 5 ; **14**, 3, 5
 Loi : **21**
 Loi positive : **12**, 7
 Loup : **6**, 5
 Lutte : **12**, 1

Machisme : **22**, 6, 8 s.
 Magistère : **12**, 4
 Magistère laïc : **13**, 3, 5
 Maître : **12**, 2
 Majorité : **7**, 4, 9 ; **12**, 7
 Malaria : **12**, 4
 Malthusianisme : **12**, 3
 Maternité : **12**, 3 ; **13**, 2
 Mariage : **8**, 2 ; **12**, 2 s., 6
 Médecine : **2**, 1 ; **5**, 4 ; **7**, 4 s. ; **8**, 9, 12 ; **9** ; **13**, 8
 Mentalité conservatrice : **12**, 1
 Mercantilisme : **5**, 4
 Mère : **8**, 15 s. ; **9**, 8 ; **22**, 7
 Migrations : **2**, 4 ; **7**, 2 ; **18**, 3
Millenium : **3**, 8
 Moindre mal : **7**, 11
 Mondialisation : **21**, 5
 Morale : **9**, 5 ; **12**, 7 ; **19**, 6
 Moratoire : **20**
 Mort : **3**, 7 ; **12**, 2
 Mortalité infantile : **19**, 4

Natalité : **3**, 6

Nations : **2**, 6 ; **8**, 17 ; **21**, 2, 5
 Nature : **7**, 1, 8
 Nazisme : **7**, 3
 New Age : **3**, 7 ; **12**, 3 ; **13**, 1, 6 s. ; **14**, 4 ; **16**, 2
 Nihilisme : **14**, 3 ; **15**, 10
 Nouveaux droits : **21**, 4

Objection de conscience : **14**, 8
 Œcuménisme : **3**, 11 ; **18**, 2
 OMS : **2**, 3
 ONG : **2**, 3 ; **3**, 8
 ONU : **3**, 7 s. ; **4** ; **5**, 5 ; **9**, 8 ; **15**, 1 ; **20**, 3 ; **21**
 Oppression: **12**, 1
 Organismes : **10**, 1

Panthéisme : **16**, 2
 Paradigme : **12**, 3 s. ; **13**, 4
 Partage : **3**, 2, 9 ; **9**, 1 ; **16**, 1
 Pauvres : **6**, 6 ; **17**, 4 ; **19**, 5
 Peine de mort : **20**
 Persécution : **14**, 8
 Peur : **12**, 1
 Pharmaciens : **9**, 4
 Politique : **21**
 Politiques : **7**, 9
 Population : **2**, 5 ; **3**, 1, 5 ; **8**, 1 ; **9**, 7 ; **16**, 3 ; **18**, 3 ; **22**, 17
 Positivisme : **21**, 3-5
 Positivisme juridique : **12**, 1
 Privatisation : **14**, 9 ; **15**, 12
 Pyramidal : **21**, 5

Race : **13**, 8
 Raison : **12**, 6 ; **21**, 8-9
 Réalisme : **21**, 2
 Réchauffement : **22**, 17
 Récupération : **14**, 9
 Règle d'Or : **17**, 1
 Relations internationales : **4**, 1 ; **17**, 3 ; **21**, 1
 Relativisme : **12**, 7 ; **14**, 3 ; **15**, 9
Rerum novarum : **17**, 1
 Réseaux: **12**, 3

Ressources : **3**, 4 s. ; **5**, 2, 7 s., 14 ; **8**, 11, 15 ; **9**, 7, 10 ; **16**, 2 ; **18**, 4 ; **22**, 17 – 19

Révélation : **12**, 1

Révolution culturelle : **4**, 4 ; **8**, 7 ; **13**, 1 ; **14**, 7 ; **15**, 8

Révolution verte : **3**, 4

Sacerdoce : **22**, 11 s.

Santé : **17**, 4

Santé reproductive : **12**, 4 ; **13**, 5

Savoir : **3**, 9 ; **5**, 14 ; **12**, 7 ; **17**, 4

Scolarisation : **5**, 9 s.

Sexualité : **14**, 10

Sociabilité : **17**, 1

Solidarité : **6**, 6 ; **12**, 5

Sollicitudo rei socialis : **16**, 2

Solvabilité : **12**, 4 ; **13**, 4

Suicide : **6**, 4 ; **11**, 3 ; **14**, 3 ; **20**, 8

Souveraineté : **3**, 8, 13 ; **8**, 8, 10 s., 17 ; **11**, 3 ; **18**, 4 ; **21**, 5

Stérilisation : **3**, 6 ; **5**, 5 ; **9**, 6 ; **10**, 2

Structuralisme : **12**, 3 ; **13**, 1 s.

Structures de péché : **12**, 1

Subsidiarité : **16**, 4

Subventions : **12**, 5

Tactique du salami : **15**, 8

Terre Mère : **13**, 8

Terrorisme : **5**, 12 ; **9**, 8 ; **14**, 6 ; **15**

Tolérance : **12**, 7

Totalitarisme : **7**, 1 - 4 ; **12**, 7 ; **14**, 3 ; **16**, 1 ; **21**, 6

Travail : **22**, 16

Tyrannie : **21**, 4

Union Européenne : **8**, 6

Universalité : **21**, 2

Universités : **3**, 11

Utilitarisme : **4**, 5 ; **12**, 3, 5 ;

Venezuela : **8** ; **19**, 5

Veritatis splendor : **6**, 3

Vérité : **5**, 2, 4 ; **7**, 9 ; **12**, 5 ; **16**, 4 ; **21**, 3-4

Vieillesse : **2**, 2, 4 ; **5**, 3 ; **6**, 4 ; **8**, 3, 11, 13 ; **9**, 9, 12 ; **14**, 1 ; **15**, 1 ; **22**, 20, 23

Violence : **7**, 8

Table des matières

Du même auteur.....	2
Introduction.....	4
1. Le goût de la vie.....	6
Première partie : Préparer l'avenir.....	8
2. L'avenir d'un pays se prépare dans la famille	9
3. Enfants de la rue, richesse de la nation	13
4. La face cachée de l'ONU	26
5. La priorité de l'homme dans la société globalisée.....	31
6. Un avenir gonflé d'espérance	39
Deuxième partie : Protéger la démocratie	44
7. « Tu ne tueras pas ! »	45
8. Souveraineté nationale et protection de la vie.....	56
9. La fonction sociale du médecin	63
10. Bill Gates et la découverte du droit à la vie.....	71
11. L'euthanasie hier et aujourd'hui. Binding et Hoche	74
Troisième partie : Visages et masques du terrorisme	79
12. Éthique médicale et idéologie du genre.....	80
13. L'idéologie du « genre » et le retour de l'astrologie	88
14. Le visage humain du terrorisme	93
15. La terreur douce	100
Quatrième partie : Face aux défis de la société	105
16. L'enseignement social de l'Église	106
17. Bâtir la « Civilisation de l'Amour »	110
18. Les USA et les droits des immigrés.....	113
19. Le Saint-Siège et la question de la Population	117
20. Un moratoire contre l'avortement.....	121
21. A l'ONU : menaces sur les droits de l'homme.....	125
Cinquième partie : Le sel de la terre	132
22. Confessions sur l'Église	133
Index des noms propres	153
Index des thèmes	156